NATURE / SOBRIÉTÉ
GOUVERNANCE
SOLIDARITÉ / INCLUSION
SPIRITUALITÉ
TIERS-LIEUX / CULTURE

le Tour de France des écolieux

Reportages & enquêtes

AUTOMNE 2020 / ÉTÉ 2021

une production : colibris faire sa part

en partenariat avec : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité — ADEME AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

avec le soutien de : COOPERATIVE oasis

© Alexandre Sanier

Les **écolieux** sont-ils le **mode de vie** du **futur ?**

Partout en France, des citoyens se regroupent pour habiter ou travailler ensemble. Parfois pour faire les deux. Ils créent ce qu'on appelle des écolieux ou des tiers-lieux, afin de mieux répondre aux crises écologiques et économiques. Leurs aspirations ? Inventer collectivement une vie et des activités plus riches de sens, plus sobres en moyens (matériels, ressources naturelles et financiers), et plus solidaires en inventant de nouvelles coopérations. Est-ce que ces nouveaux écolieux dessinent la société de demain ? Quelles difficultés et quels écueils rencontrent-ils ? Quelles réussites peuvent essaimer au-delà de ces lieux ?

Trois reporters sont partis à la rencontre de 12 écolieux pour le comprendre et nous le faire partager à travers des reportages et en images.

Introduction & sommaire 2 Les écolieux sont-ils le mode de vie du futur ?

Tiers-lieux / écolieux : quelles différences ? 7 Entretien croisé

12 **Nature sobriété**

Écohameau du Plessis
13 1.1 Les premiers pas du plus grand écolieu de France…
18 1.2 Construire sa maison soi-même, une gageure !

Une zone d'expérimentation face à l'effondrement ? 2.0 23 Notre-Dame-des-Landes

Ferme légère 30 3.0 La ferme… radicalement légère !

Gouvernance 36

De la méthode avant toute chose 4.1 37 Écoravie
La mécanique des relations 4.2 42

Écolectif
46 5.1 Un écovillage pour petits et grands
50 5.2 Habiter léger : une vie libre, mais lourde d'incertitudes

Le bénévolat en écolieux : entre force, tabou, et nécessité 55 **Enquête**

62 **Solidarité inclusion**

Village Emmaüs de Lescar Pau

63 6.1 La communauté comme seconde chance

67 6.2 Redonner vie aux objets, à la communauté et à la terre

La Ressourcerie du Pont

Vivre ensemble avec moins 7.1 71

La source d'une nouvelle société 7.2 75

80 **Spiritualité**

L'Arche de la Flayssière

81 8.1 Une arche de la non-violence et de la sobriété

85 8.2 Rajeunir pour durer

Monastère de Solan

Cultiver la terre et le ciel 9.1 90

La gouvernance particulière des écolieux spirituels 9.2 95

100 **Tiers-lieux culture**

Les Usines

101 10.0 D'une filature industrielle à un tiers-lieu écologique

La Maison forte

À la Maison Forte, la culture comme vecteur de transition 11.1 108

Laurent Tixador, artiste de la transition 11.2 113

Terre Vivante

118 12.1 L'écologie pratique de la terre au livre

123 12.2 Pascal Aspe : l'écologie partout et tout le temps

Pourquoi les écolieux nous inspirent... 127 **Conclusion**

Changer de vie, à **plusieurs**

Changer de vie : beaucoup en rêvent, surtout avec la triple crise climatique, sanitaire et économique que nous subissons. Certains l'expérimentent à plusieurs depuis quelques mois, à la faveur du confinement, ou depuis des années, un peu partout en France. Ces installations de collectifs d'habitants souvent à la campagne, au plus près de la nature, développent des modes de consommation plus sobres et tendent vers l'autosuffisance. La plupart se sont réunis autour de valeurs de coopération et de solidarité, parfois spirituelles ou plus militantes.

Ces nouveaux collectifs de vie et de travail nous questionnent tous : dessinent-ils vraiment un nouveau monde, plus résilient et durable ? Sont-ils destinés à tous ou réservés à quelques bobos, jeunes, cultivés et écolos ? Leurs modes de vie ou de travail en collectif est-il si facile et économiquement viable ? Réplicables ailleurs et par tous ? Constituent-ils des communautés repliées sur elles-mêmes ou sont-ils bénéfiques aux territoires dans lesquels ils s'implantent ?

12 **écolieux** explorés

Pour mieux comprendre ces dynamiques humaines si innovantes, nous avons décidé de partir à leur rencontre. Durant douze mois, nous avons lancé ainsi une enquête unique auprès de 12 écolieux de vie ou et de travail. Nous avons choisi des collectifs de nature très diverses, mais aspirant tous à construire un monde plus résilient et solidaire. Des écolieux parfois en émergence, souvent avec de nombreuses années au compteur, situés dans divers territoires français.

1 **L'Écohameau du Plessis** (28)

2 **Notre-Dame-des-Landes** (44)

3 **Ferme lègère** (64)

4 **Écoravie** (26)

5 **Écolectif** (86)

6 **Village Emmaüs de Lescar Pau** (64)

7 **La Ressourcerie du Pont** (30)

8 **L'Arche de la Flayssière** (34)

9 **Monastère de Solan** (30)

10 **Les Usines** (86)

11 **La Maison Forte** (47)

12 **Terre vivante** (38)

Une série **originale** et **exigeante**

Cette série est produite par **le Mouvement Colibris** en partenariat avec **l'ADEME** et avec le soutien de la **Coopérative Oasis.**

Alors que de plus en plus de médias grand public s'intéressent à ces nouvelles tendances, nos liens avec ces collectifs, notre réflexion sur la transition, mûrie par des années de pratiques, et notre exigence éditoriale, nous permettent d'offrir à chacun une première documentation de qualité sur ces nouvelles formes de vie et de travail.

Cette série d'enquêtes et de reportages entend comprendre les aspirations individuelles et collectives de ces communautés, leurs réalisations dans les domaines alimentaires, de l'habitat, de l'énergie, des consommations du quotidien, ou du travail. Elle rend compte de ce qui marche mais aussi de ce qui coince. Elle éclaire leur mode d'organisation, ce qui les rend heureux ou fiers dans cette aventure humaine, de leurs questionnements sur leur avenir.

Plusieurs **enquêtes** et **vidéos**

Nous avons également effectué plusieurs enquêtes transversales à l'ensemble de ces lieux collectifs. D'abord sur leur nature, en interrogeant les différences entre "écolieu" et "tiers-lieu". Mais aussi sur la place du bénévolat et sur le modèle économique de ces lieux. Enfin, en conclusion de cette série, pour souligner les invariants à tous ces lieux malgré leur grande diversité, pour relever leurs succès et aussi leurs limites et interroger la capacité de ce modèle de vie à essaimer dans le reste de la société française.
Deux vidéos, présentant la série (tournées aux Usines dans la Vienne et à La Ressourcerie du Pont dans le Gard), complète ce « Tour de France des écolieux ».

Anne-Sophie **Novel**

Lionel **Astruc**

Christine **Laurent**

3 reporters affutés sur les **alternatives écologiques**

Lionel Astruc : Auteur de 18 livres, Lionel Astruc a mené de nombreuses enquêtes sur les filières de matières premières, les origines de nos biens de grande consommation et les initiatives pionnières pour transformer la société. Ses derniers ouvrages sont *Le cercle vertueux. Réconcilier environnement, solidarité et économie*, avec Nicolas Hulot et Vandana Shiva, et *L'art de la fausse générosité. La fondation Bill et Melinda Gates*, tous deux aux Éditions Actes Sud.

Christine Laurent : Christine Laurent a été journaliste à *Reporterre*, *Actuel* et *VSD*. Elle travaille aujourd'hui à la communication des services des Espaces verts de la Ville de Paris, et a publié plusieurs ouvrages sur la nature (*L'Herbier Vilmorin*, Belin, 2015 ; *Mon Jardin sans pétrole*, Le Seuil, 2019).

Anne-Sophie Novel : Économiste de formation, Anne-Sophie Novel est journaliste spécialisée dans les questions d'écologie pour de nombreux médias (*Le Monde*, *Le 1*, *D!sclose*, *We Demain*, *Kaizen*, *RFI*, *L'info Durable*, *Revue Far Ouest*, *France 2* et *Public Sénat*). Auteure de plusieurs ouvrages sur l'économie collaborative et les modes de vie durable, elle est aussi réalisatrice d'un documentaire qui interroge notre défiance à l'égard du journalisme (*Les Médias le monde et moi*).

Cette série en **libre accès** est produite par :

Le mouvement Colibris accompagne des citoyennes et des citoyens qui agissent ensemble pour créer un mode de vie plus écologique et solidaire dans leurs quartiers, leurs villes, leurs régions. Créé en 2007 sous l'impulsion de Pierre Rabhi, Colibris se mobilise pour la construction d'une société écologique et humaine. L'association s'est donné pour mission d'inspirer, relier et soutenir les citoyens engagés dans une démarche de transition individuelle et collective.
colibris-lemouvement.org

en partenariat avec :

L'ADEME (Agence de la transition écologique) est résolument engagée dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources.
Elle mobilise les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, en leur donnant les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse. Dans tous les domaines – énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols... – elle conseille, facilite et aide au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions. À tous les niveaux, elle met ses capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.
L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.
agirpourlatransition.ademe.fr/particuliers

et avec le soutien de :

Partout en France, des collectifs citoyens inventent de nouveaux lieux de vie écologiques et solidaires : les oasis. La Coopérative Oasis est le réseau de ces centaines d'écolieux et existe pour les aider à se développer. Elle diffuse ce mode de vie auprès du grand public et soutient les oasis en les outillant, en les accompagnant et en les finançant. Chaque citoyen peut s'associer à la Coopérative et y placer son épargne pour contribuer au développement des oasis.
cooperative-oasis.org

Entretien croisé

Écolieux ou **tiers-lieux** : quelles différences ?

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

Entretien croisé avec :

Gabrielle **Paoli**

Directrice adjointe
de la Coopérative Oasis

Mélissa **Gentile**

Assistante de projets
pour la Coopérative Tiers-Lieux

Tous les lieux collectifs se ressemblent-ils ? Sont-ils tous des espaces d'habitats ? Des lieux d'activités, notamment de services et professionnelles ? S'apparentent-ils tous à des oasis, ces lieux réunis dans le réseau initialement imaginé par Pierre Rabhi ?

Pour y voir clair, nous avons interrogé deux spécialistes : Mélissa **Gentile** et Gabrielle **Paoli**. La première est assistante de projets à la Coopérative des Tiers-Lieux (Nouvelle-Aquitaine) et trésorière de l'association AY128 qui gère Les Usines (à Ligugé, dans la Vienne), la deuxième coordonne le réseau des oasis au sein de la Coopérative Oasis.

Gabrielle **Paoli :** Le terme d'Oasis a été remis au goût du jour en France par Pierre Rabhi. Il a grandi dans une oasis nord-africaine, en milieu désertique, où il a connu l'abondance (de nourriture, d'eau et de joie), puis s'est installé en Ardèche. Malgré le milieu sec et rocailleux, il a réussi à cultiver la terre et nourrir sa famille. Fort de cette expérience, il a décidé de lancer le réseau d'Oasis en Tous Lieux, tourné vers l'autonomie alimentaire et énergétique. En l'an 2000, son pari a été de lancer une dynamique d'Oasis, tournés vers l'autonomie alimentaire et énergétique. D'une approche exigeante comprenant une dizaine de lieux au début des années 2000, on est passé à une définition plus souple quand Colibris a repris la suite du projet en 2014. Aujourd'hui c'est la Coopérative Oasis qui porte, en collaboration avec Habitat Participatif France, le réseau de près de 1000 lieux et projets...

Cinq critères forment le socle commun des **Oasis :**

- **L'autonomie alimentaire :** il s'agit de poser l'intention de travailler la terre et de produire ce qu'on consomme grâce à des méthodes de cultures respectueuses du vivant, comme l'agroécologie.
- **L'autonomie énergétique :** pour répondre aux besoins du lieu, tout en limitant les besoins et en travaillant la sobriété.
- **La mutualisation :** l'idée est de mettre en commun les ressources pour limiter son impact sur l'écosystème et gagner en confort de vie.
- **La gouvernance partagée :** pour que chaque membre du collectif soit respecté dans ses besoins et ses désirs.
- **L'ouverture vers l'extérieur :** en partant du principe que le modèle d'abondance peut irriguer le territoire. Sans faire de plaidoyer pour promouvoir leur démarche, les lieux restent ouverts pour diffuser leurs pratiques.

> **« Certains écolieux sont des tiers-lieux mais pas tous ; certains tiers-lieux sont des écolieux mais pas tous... »**

Bien sûr, ces cinq dimensions forment un socle cohérent, et il n'y a pas un critère plus important qu'un autre. La caractéristique principale du réseau est sa diversité : le but est que chaque personne puisse créer le lieu dont elle a envie – ça va du monastère au lotissement familial, d'un lieu d'une seule bâtisse à d'autres avec plusieurs maisons ou des habitats légers (*tiny houses*, yourtes, etc.), des collectifs plus ou moins engagés politiquement. On retrouve donc cette diversité dans les mots : tous les lieux du réseau ne s'appellent pas Oasis, on trouve des éco-hameaux, des fermes collectives, des écolieux... C'est bien l'intention de vivre en collectif et de prendre soin des hommes et des écosystèmes qui reste un socle commun très fort. Il ne s'agit pas juste de créer un espace de services destinés aux populations locales.

> **“On ne démarre pas un habitat collectif aussi facilement qu’un tiers-lieu, où personne n’habite”**

Mélissa **Gentile :** Pour ce qui est des tiers-lieux, la plupart sont nés de l’impulsion de travailleurs indépendants du secteur de l’Économie Sociale et Solidaire (ESS) désireux de se regrouper. Initialement, c’était pour partager un espace de travail (ou coworking, qui est avant tout une modalité d’organisation du travail), soit un bureau, un atelier, un fablab ou encore des terres agricoles.

Puis cela s’est étoffé avec d’autres types d’activités : des activités culturelles, de domiciliation d’entreprises, de café associatif, librairie, jardin partagé, boutique partagée, galerie, salle de réception, etc. Formellement, il s’agit donc d’un espace de travail partagé et collaboratif, d’un lieu intermédiaire de rencontres et d’échanges informels, d’un espace de sociabilité mis en œuvre par un collectif, au service d’un territoire.

D’un point de vue historique les tiers-lieux s’inscrivent dans le mouvement d’idées du socialisme utopique : réconcilier les temps de vie, produire des communs, favoriser l’épanouissement et l’émancipation des individus, selon des principes démocratiques et solidaires.

Conceptualisé dans les années 1980 par le sociologue urbain américain Ray Oldenburg, un tiers-lieu est censé être ouvert à tous, abordable et flexible avec une large prise en compte de l’individu, de sa capacité à adhérer, à s’adapter et à créer son projet au sein d’une communauté ouverte et porteuse d’une forte culture du collectif. L’accueil inconditionnel du public est un principe fondateur pour de nombreux tiers-lieux, surtout dans les territoires ruraux où ces lieux sont des espaces pour organiser de nombreuses activités (atelier tricot, aide aux devoirs, “coding-goûter”, conférence, concert…) dont l’accès est plus aisé qu’en allant à la ville. Ils permettent de croiser des mondes qui ne se seraient pas rencontrés par ailleurs et de favoriser des échanges. Cette capacité à mixer les publics, à favoriser le “mieux vivre ensemble” et l’émancipation par la participation font de certains tiers-lieux des espaces de vie sociale reconnus par la CAF.

Le **tiers-lieu** est en quelque sorte un **espace-carrefour**, d’accueil et d’échanges, aux pratiques assez diverses…

Oui, le tiers-lieu est protéiforme. Façonné par son collectif d’usagers, il permet une hybridation des fonctions où tout peut s’envisager : on peut y créer les conditions les plus favorables à l’éclosion des idées et à la coopération locale. La philosophie du *do it yourself* (DIY, ou « fais-le toi-même ») et celle du “faire ensemble” (DIT - “*Do it Together*”) participe de cette valorisation de la personne et de ses capacités propres à réaliser par elle-même, à ne plus être simple consommatrice ou bénéficiaire… mais bien actrice de sa propre vie. En ce sens, ce sont des projets structurants de territoires, qui (re)dynamisent un quartier, un village.

À l’échelle nationale, si le phénomène est d’abord né dans les métropoles, il a largement gagné les territoires ruraux : 46 % des 1800 tiers-lieux recensés aujourd’hui en France sont situés hors des métropoles. En Nouvelle-Aquitaine, exemple que je connais le mieux, les tiers-lieux sont essentiellement nés dans les territoires ruraux.

On comprend qu'entre écolieux et tiers-lieux **les vocations ne sont pas identiques**, mais les frontières sont minces...

Mélissa **Gentile :** Sans doute faut-il ajouter une nuance. Dans la cartographie que nous avons réalisée, nous distinguons des Oasis de vie et des Oasis Ressources. Les premiers sont essentiellement des lieux d'habitat partagé, les seconds ne sont pas ou peu habités et accueillent surtout un collectif qui y mène des activités liées aux cinq critères des Oasis mentionnés plus haut. Si certains lieux sont à la fois des oasis de vie et de ressources, les tiers-lieux s'apparentent à nos yeux plutôt à des Oasis ressources.

> **« La préoccupation écologique est constitutive des Oasis, elle est plus aléatoire dans les tiers-lieux »**

Gabrielle **Paoli :** De mon côté, j'ajouterai que les tiers-lieux ne sont pas toujours appréhendés sous l'angle de la transition écologique : leurs fondamentaux sont d'être ouverts à tous et de proposer une multitude de possibilités à l'ensemble des habitants qui s'adressent à lui – là où dans une Oasis, l'ouverture ne peut pas toujours être si forte, du fait que ça soit aussi un lieu de vie. L'enjeu est aussi de dynamiser le territoire par l'information, l'orientation, l'accompagnement, la formation de proximité ou encore l'animation de coopérations. Il s'agit de proposer des espaces de soutenabilité, d'inclusion sociale et d'activités dans des milieux ruraux où parfois il n'existe pas d'autres propositions : ils tentent d'accueillir sans juger, de considérer sans mettre dans des cases, de construire sans opposer, de gérer des intérêts divergents sans diviser.

Lié à cette relation aux publics et aux usagers, les tiers-lieux ne se distinguent-ils pas aussi des écolieux par une **dimension économique** ?

Oui, le développement d'activités économiques est effectivement un point de différentiation : un écolieu n'a pas pour vocation première d'accueillir des travailleurs et des activités aussi diverses que celles des tiers-lieux dont l'approche est systémique et politique (au sens qu'ils sont des espaces de participation à la vie de la cité), sans pour autant se revendiquer "écologique" (alors même qu'ils réduisent certaines distances, qu'ils participent à la mutualisation de ressources, à la reterritorialisation d'activités, à la sensibilisation et au développement de projets de préservation de l'environnement), ni même s'affirmer comme tiers-lieux ! Les tiers-lieux reposent sur une forte mobilisation bénévole et se professionnalisent dès lors qu'ils s'hybrident et nécessitent une coordination pour faciliter le développement des projets. Pour perdurer dans le temps, les tiers-lieux façonnent le modèle économique qui leur convient, entre vente de prestations et subsides publics, dès lors qu'ils interviennent sur des activités qui relèvent de l'intérêt général.

Enfin, on peut aussi dessiner quelques autres traits communs où les approches se différencient : un écolieu implique le plus souvent une notion d'habiter qui s'inscrit sur le long terme, alors que le tiers-lieu peut-être éphémère. La vocation éducative est également prépondérante dans les écolieux : les individus s'y rendent pour apprendre mais pas nécessairement pour y développer des projets individuels, là où les tiers-lieux sont toujours ouverts aux individus qui pourront y trouver les ressources utiles à leur développement personnel et professionnel. Enfin, le rapport au territoire est différent : le collectif d'une Oasis se crée par rapport à un lieu précis, là où un tiers-lieu est avant tout une histoire de personnes qui se rencontrent et restent mobiles sur leur bassin de vie.

> **« La dimension économique et, souvent, de l'accueil du public, est constitutive d'un tiers-lieu, aléatoire dans un écolieu d'habitats »**

Comment évolue la dynamique de l'ensemble **de ces lieux** en France aujourd'hui ?

Mélissa **Gentile :** Le travail de recensement que nous effectuons depuis plusieurs années est de plus en plus long et fastidieux, preuve que la dynamique progresse sans cesse ! Les tiers-lieux se structurent en réseau essentiellement à l'échelle régionale mais également à l'échelle des bassins de vie. Ces deux échelles constituent les deux maillons principaux pour créer du lien, mutualiser des moyens et accompagner les tiers-lieux d'un même territoire d'une part, pour accompagner les usagers d'un territoire vécu d'autre part. Nous essayons d'affiner l'approche d'une année sur l'autre en travaillant avec les réseaux locaux, au plus près des usagers, pour identifier l'adéquation entre la valeur créée et les besoins.

En résumé

4 différences clés et **1 zone de recouvrement...**

- On n'habite pas sur un tiers-lieu (sauf à être une forme hybride...).
- On ne démarre pas un habitat collectif aussi facilement qu'un tiers-lieu où personne n'habite.
- La préoccupation écologique est constitutive des écolieux du réseau Oasis, elle est plus aléatoire dans les tiers-lieux.
- La dimension économique et, souvent, de l'accueil du public, est constitutive d'un tiers-lieu, aléatoire dans un écolieu d'habitats.
- Certains écolieux sont des tiers-lieux mais pas tous ; certains tiers-lieux sont des écolieux mais pas tous...

Gabrielle **Paoli :** Nous n'avons pas encore collecté assez de données pour dresser un état des lieux précis. Ce que l'on sait, en revanche, c'est qu'il y a une forte croissance du nombre d'écolieux en général et des Oasis en particulier. Plusieurs indicateurs en témoignent : notre MOOC a formé des milliers de participants et nous avons réuni deux millions d'euros pour financer des oasis partout en France. Le dynamisme des régions semble corrélé au coût du foncier. Ainsi, par exemple, actuellement l'Ariège et la Loire Atlantique explosent en terme de création, là où la Drôme et l'Ardèche voient le nombre de nouveaux projets diminuer. L'on assiste aussi à l'afflux d'une nouvelle génération de porteurs de projets : de plus en plus d'urbains, qui quittent la ville, pour créer un lieu à la campagne, alors qu'il s'agissait avant de personnes qui habitaient déjà des espaces ruraux, proches des milieux alternatifs.

Le nombre d'initiatives qui aboutissent reste cependant minime à l'échelle de la France : on parle souvent d'un taux d'échec de 80% des projets et, sur les 1000 lieux référencés sur notre carte, seule la moitié d'entre eux correspond à des lieux aboutis et habités. Quand on regarde ce qui s'est passé ailleurs, en Russie, au Royaume-Uni, en Italie ou en Allemagne, ainsi que nous permet de le faire le réseau international Global Ecovillage Network, dont nous représentons la branche française, on réalise que ces lieux sont bien plus petits et bien plus récents.. À l'étranger, quand on parle d'écovillages ce sont souvent de véritables villes !

COOPERATIVE oasis

La Coopérative Oasis est un réseau de centaines d'écolieux qui existe pour les aider à se développer. Elle diffuse ce mode de vie auprès du grand public et soutient les oasis en les outillant, en les accompagnant et en les finançant. Chaque citoyen peut s'associer à la Coopérative et y placer son épargne pour contribuer au développement des oasis.

cooperative-oasis.org

la coopérative tiers-lieux

La Coopérative Tiers-Lieux détecte, accompagne et fédère les tiers-lieux depuis 2011 avec pour finalités de :

- Mailler les territoires en tiers-lieux
- Favoriser la durabilité des tiers-lieux
- Créer un observatoire de l'existant (évaluation) et développer des projets pilotes

coop.tierslieux.net

Nature sobriété

Sortir d'une société hors-sol, se reconnecter à la terre et se réancrer à la nature, voilà une volonté qui anime fréquemment les écolieux. Elle se manifeste dans la façon d'habiter le lieu, de se nourrir, de répondre aux besoins des humains en respectant ceux des autres habitants. Cela passe toujours par requestionner ces besoins, et aller vers une certaine sobriété. Pour reprendre les mots de Gandhi, *«La Terre peut satisfaire les besoins de tous les hommes, mais pas leur avidité»*.

Dans les trois lieux de ce chapitre, nous verrons comment les habitants de l'écohameau du Plessis ont organisé leur lieu sur les principes de la permaculture et ont construit leurs maisons avec des matériaux aussi locaux que possible ; comment les personnes vivant sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes inventent de nouvelles manières d'habiter un territoire en harmonie avec les autres vivants ; et comment la Ferme légère construit son autonomie, sans négliger l'ouverture avec l'extérieur.

Écohameau du Plessis

13 1.1 Les premiers pas du plus grand écolieu de France…

18 1.2 Construire sa maison soi-même, une gageure !

Une zone d'expérimentation face à l'effondrement ? 2.0 23 Notre-Dame-des-Landes

Ferme légère 30 3.0 La ferme… radicalement légère !

Écohameau du Plessis **1.1**

Les **premiers pas** du **plus grand écolieu** de France...

par Christine **Laurent** / **Colibris**

Qui aurait pensé il y a vingt ans que Pontgouin, situé aux confins de la Beauce (Eure-et-Loir), renaitrait par l'effet conjugué de la spiritualité et de l'écologie ? Que les familles gonipontines viendraient se promener sur des terres où s'inventent une autre manière d'habiter la Terre, de vivre ensemble, de faire ensemble ?

Le 5 mai 2019, lors de l'inauguration officielle de l'écohameau du Plessis, membre du réseau des Oasis, le vice-président de Région, Charles Fournier, délégué à la transition écologique et citoyenne, ne cache pas son enthousiasme pour « l'expérimentation démocratique » ; le maire Jean-Claude Friesse salue « l'économie d'espace et d'énergie » ; et même la députée locale, Laure de La Raudière (LRM), se déclare « très intéressée par son caractère écologique et frugal ». Prudente, elle ajoute « il faudra voir dans le temps comment les promoteurs y vivent ». Sans attendre, c'est ce que nous avons voulu vérifier par nous-mêmes...

Des trentenaires en quête d'écologie et de spiritualité

La récente rue Paul Minard, du nom d'un gars du pays, inspecteur général des Ponts et Chaussées, qui conçut au tournant du XX^{e} siècle le port en eau profonde de Cherbourg, aurait pu desservir un lotissement de 40 maisons porté par un promoteur en vue. Mais, signe des temps, les maisons n'ont pas trouvé preneur. Sur ces terres agricoles en jachère depuis 15 ans et inscrites comme constructibles au plan local d'urbanisme de la commune, une poignée d'ingénieurs trentenaires ont embarqué compagnes, compagnons et amis pour construire un lotissement écologique XXL : 28 maisons, des bâtiments communs, un habitat groupé pour 24 personnes âgées et des aménagements en permaculture sur les trois hectares et demi de terrain non bâti où vont pousser des cultures vivrières pour les habitants. Cet écolieu de belle taille reste assez rare en France.

> **« L'écohameau du Plessis : 28 maisons, des bâtiments communs, un habitat groupé pour 24 personnes âgées et des aménagements en permaculture sur les trois hectares et demi de terrain non bâti où vont pousser des cultures vivrières pour les habitants... »**

Plusieurs dates importantes jalonnent cette aventure dont Mathieu Labonne est le capitaine au long cours. *« Enfant, j'étais attiré par l'idée de choisir les gens avec qui j'allais vivre et j'avais l'envie de créer un lieu collectif proche de la nature »*. Pendant ses années d'études d'ingénieur en aérospatiale, il se rend à Auroville en Inde. Là, s'y épanouit *« une démarche holistique et une expérience très concrète et nourrissante »*, qui va tracer son cheminement personnel et ancrer en lui l'idée que la forme collective, la vie locale, le partage sont une troisième voie à explorer pour catalyser l'engagement citoyen. Mais aussi pour y favoriser les changements politiques à grande échelle, nécessaires pour contenir le réchauffement climatique.

En 2002, il est étudiant quand l'organisation indienne non gouvernementale Embrassing the World (ETW) achète la ferme fortifiée du Plessis, à Pontgouin. Cette organisation humanitaire et écologique, fondée par Amma (Mata Amritanandamayi), figure spirituelle de l'hindouisme, veut y créer un ashram. À l'époque, peu de gens en France connaissent Amma, celle qui *« étreint les foules »* et qui a fait de l'amour désintéressé son chemin de vie. Mais cette acquisition d'une bâtisse du XIIIe siècle, plusieurs fois remaniée, avec un magnifique donjon au centre d'une cour carrée, 4000 m² habitable, trois étangs et 6 hectares de terres cultivables, interroge voire inquiète localement.

Mathieu Labonne devenu chercheur sur le climat au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et inspiré par cette démarche d'Amma, s'engage dans la création de ce lieu de vie communautaire très ouvert, dont il devient le coordinateur en 2010. La ferme du Plessis est entièrement gérée par des bénévoles qui pratiquent le service désintéressé (*seva*, en sanskrit) *« effectué avec dévouement et sans recherche de gain personnel »*. Les valeurs de bienveillance, de compassion sont incarnées dans la gouvernance participative qui se met en place progressivement, pour dans un premier temps, restaurer le bâti exceptionnel. Puis pour la gestion quotidienne et l'organisation d'événements autour de l'écologie concrète.

Une gestion collective au long court

C'est dans ce terreau fertile que Mathieu, Fanny, Dorian, Pierre, Clarisse, Aurore, Laurent et d'autres, une douzaine en tout, se sont rencontrés, ont expérimenté ensemble la gestion collective d'un lieu. Et en 2013, le projet d'écohameau a germé : un lieu qui incarne un mode de vie écologique et harmonieux, qui soutient les intentions de partage, de sobriété, de simplicité, d'autonomie, et de respect de la nature et des cycles de la vie de ses habitants. *« Il n'y aurait pas d'écohameau sans le centre Amma dont il est le prolongement naturel. Nous cherchions à créer un lieu de vie moins communautaire qui nous permette d'être sur place pour assurer au quotidien la gestion du centre, sans y habiter »* résume Mathieu Labonne. Pour autant, il n'est pas nécessaire d'adhérer à ce mouvement spirituel pour faire partie du projet d'écohameau.

Deux ans plus tard, quand le terrain du lotissement est finalement remis en vente, ils se lancent. Il faut dire que celui-ci est idéalement situé, en bordure du village de Pontgouin, descendant doucement vers le sud et s'ouvrant au loin sur la forêt de Senonches. Un *« comité de pilotage »* de 10 personnes, avec un coordinateur, un animateur et un secrétaire est constitué pour assurer le suivi juridique et administratif. Des plénières se déroulent chaque trimestre rassemblant sur place ou en visioconférence les futurs habitants. Les grandes orientations (raison d'être, cahier des charges de construction des maisons, gouvernance, bâtiments communs...) y sont validées par le consentement de tous. Ces weekends sont aussi des moments importants pour *« faire ensemble »* : planter 100 arbres fruitiers divers, créer la buanderie collective et deux stations d'épuration, faire sortir de terre les premiers potagers...

> **L'écohameau est étroitement lié au centre Amma, un centre spirituel et de vie communautaire très ouvert**

Pour rassembler les familles qui viennent se joindre au noyau de départ, le bouche à oreille est privilégié. Les deux ans nécessaires pour convaincre municipalité et élus font le reste. Aux termes de deux enquêtes publiques (pour déclasser un chemin communal et être autorisé à installer la phyto-épuration) et l'instruction du permis d'aménager, elles sont 26 à cosigner le permis d'aménager en septembre 2017. Quelques mois plus tard, elles sont chacune propriétaire ou copropriétaire d'une parcelle. Deux lots restants sont encore portés par le collectif. Le nombre de 28 parcelles a été dictée par la taille du terrain et le coût de viabilisation. Vu de loin, on pourrait penser à un lotissement très classique mais le design en permaculture qui organise le hameau en 5 "fleurs" composé de quelques maisons entourant un potager collectif permet de créer plusieurs échelles de coopération au sein du hameau : celle de la maison individuelle qui permet une indépendance familiale, celle du pétale de fleurs qui regroupe quelques familles, et enfin celle de l'écohameau tout entier.

Cette forme correspond aussi au choix juridique qui privilégie la simplicité de fonctionnement. L'association syndicale libre, qui a pris la relève pour la gestion des communs du projet, est celle des lotissements. Chaque parcelle donne droit à une voix, quel que soit le nombre de personnes qui y réside. Un comité de pilotage de sept personnes assure l'administration quotidienne pour deux ans. *« Quand le COPIL a trop de choses à gérer dans un domaine, il crée un pôle, coordonné par une personne du COPIL »* résume Clarisse. Mathieu coordonne le pôle communication, Mael celui de la conduite de travaux. Le 29 avril dernier, Annie a créé le pôle *« espaces non-bâtis »*. Ce modèle est celui qui a été éprouvé à la Ferme du Plessis.

Au printemps 2018, les bulldozer et les pelles mécaniques peuvent enfin venir sur le terrain. Des noues et des mares sont creusées recueillant les eaux usées filtrées dans les futures stations de phyto-épuration.

Des placettes et des chemins sont dessinés, le parking commun terrassé, et tous les réseaux créés. Parmi eux, on notera celui qui permet de récupérer l'eau des toitures dans quatre cuves communes de 70m^3 au total.

Et c'est en mars 2018 que la pose de la première botte de paille a pu se faire. *« Dans les choix de construction qui ont été posés* (lire notre encadré), *chacun s'est organisé comme il l'entendait. Avec Fanny et Mathieu, Aurore et Maël, Annie et moi, on avait le même type de projet. Alors on a fait un sous-lotissement avec le même constructeur. Puis pour les aménagements intérieurs, chacun a fait à son idée »* raconte Luc Delemotte, jeune retraité. Et chaque maison a ses propres astuces pour améliorer la performance. Mathieu a créé un mur intérieur en brique de terre crue pour augmenter l'inertie. Abel a installé la VMC directement dans le caisson des toilettes sèches.

« Au plan technique, on s'apprend beaucoup par l'échange » souligne Fanny. Même sentiment de la part de Clarisse et Pierre, qui partagent une parcelle avec Célia et Dorian, et sur laquelle ils construisent une maison mitoyenne avec une pièce "flottante", en ce qu'elle peut être rattachée à l'une ou l'autre des maisons. *« Pour examiner les devis, trouver les solutions, suivre le chantier, c'est plus facile de faire ça à quatre. L'un de nous arrive toujours à se rendre disponible »* se réjouit Clarisse. *« On a choisi de faire les cloisons à ossature métallique en plaque de plâtre dites BA 13, par ignorance en réalité. Mais c'est incohérent avec le projet »* regrette Pierre. En effet, cette technique de construction de cloison utilise des matériaux pré-conditionnés dont la fabrication consomme beaucoup plus d'énergie que la brique de terre crue, par exemple.

En revanche le choix du jonc de mer pour le sol à l'étage leur a permis d'être à la fois bon au plan écologique et de faire une grosse économie. Ils ont aussi ajouté des cuves de récupération d'eau de pluies pour leur usage domestique. Ces pionniers de l'écohameau essuient les plâtres ; leur expérience facilitera la construction des futures maisons.

Avec les quatre familles déjà installées et d'autres souvent présentes sur le site, une vie collective prend forme. L'empreinte écologique ne se limite pas à la qualité du bâti mais dépend aussi comment on y vit. *« On va pouvoir se retrouver pour faire des choses ensemble, du pétillant de sureau ou de la lessive, s'échanger des savoir-faire avec le double effet de monter en compétence et de ressentir la joie de faire par soi-même »* s'enthousiasme Fanny Labonne, avant d'ajouter : *« On peut aussi trier dans ce que la modernité nous offre. La machine à laver [commune], le frigo, je les garde. Les couches lavables, ce n'est pas la joie, mais l'impact sur l'environnement ainsi évité me procure une réelle fierté. Chacun est libre de positionner le curseur de son engagement en faveur d'une vie plus écologique dans les cadres posés collectivement »*. La sobriété se vit aussi au niveau de ses loisirs. *« Ici, je vais peut-être moins sortir car je bénéficie d'un tissu social et d'activité qui m'intéresse »* estime encore Fanny, qui a rejoint le Conseil municipal aux dernières élections avec son voisin Luc Delemotte.

La porosité entre le hameau et le village se renforce d'ailleurs au fil du temps. Par les curieux qui viennent voir l'éco-hameau en construction, mais pas seulement. Une des copropriétaires, Claire, a dû différer la construction de sa maison car elle a rénové un café au sein même du village :
« La Maison Jaune », un café associatif avec des jeux pour les enfants et un espace de vente de produits locaux. On y croise de plus en plus de Gonipontains, contents de voir leur bourg revivre. Ce lien au reste du territoire n'est pas le moindre des succès de cet écohameau ! ●

> **“ On trie dans ce que la modernité nous offre. La machine à laver et le frigo, on les garde. Les couches lavables, ce n'est pas la joie, mais l'impact sur l'environnement ainsi évité me procure une réelle fierté... ”**

Construire sa maison soi-même, une gageure !

Écohameau du Plessis **1.2**

par Christine **Laurent** / **Colibris**

De l'huile de coude, un brin d'ingénierie, les bons matériaux et pas mal d'entraide : la recette pour réussir sa maison écolo ! Portrait d'une famille qui s'est construit son propre toit...

Lucile et Abel sont encore dans les cartons et les travaux. Leurs deux enfants dorment pour l'instant dans la future cuisine. Lucile s'excuse du désordre, en nous frayant un chemin jusqu'à une table en bois où s'installer pour discuter ensemble. *« On n'a pas encore eu le temps de déballer. Et de toute façon, il y a encore des parquets et des enduits à faire à l'étage ! »*. En cette deuxième semaine d'août, les deux parents mettent les bouchées double pour assurer une rentrée des classes sereine à leurs enfants. Lucile aussi reprend son poste d'institutrice dans la petite ville voisine de La Loupe, situé à douzaine de kilomètres. En dépit du rush, la joie d'être là est palpable.

Le rêve d'une maison individuelle… au sein d'un collectif

Elle est institutrice, il est menuisier. Depuis plusieurs années, ils venaient deux à trois fois par an se ressourcer au centre Amma. Ils seraient volontiers restés dans l'Oise où ils ont grandi et vécu jusque-là, mais une tentative avortée de création d'un habitat participatif avec quelques familles les a poussés à ouvrir leur horizon. Lorsque en 2016, ils apprennent l'existence du projet d'éco-hameau, ils décident donc de le rejoindre pour réaliser leur rêve de maison individuelle… au sein d'un espace collectif !

Au moment où ils rejoignent le projet, le comité de pilotage a déjà pris des décisions importantes, comme la validation du cahier des charges qui fixent les règles de construction, ou celles de la gouvernance de la future association syndicale libre, amenée à gérer les biens communs.

De week-ends partagés avec les futurs acquéreurs en consultation du wiki dédié au projet, Lucile et Abel trouvent peu à peu leur place. Ils participent une fois par trimestre à des rencontres du collectif, qui se déroulent sur un week-end. La première journée est consacrée aux échanges sur les bâtiments communs, à l'information sur l'avancement des démarches administratives, aux jeux pour apprendre à se connaître. Le lendemain, le *« faire ensemble »* est privilégié : ramasser des petits cailloux pour remplir les fosses de plantations, planter, pailler, tailler les arbres, construire les stations de phyto-épuration sous la conduite de Célia, qui a suivi la réalisation de la première station par des professionnels.

L'auto-construction grâce à de la formation

Abel a en tête d'auto-construire leur maison. Un désir bien ancré chez cet esprit ingénieux. Pour y parvenir il collecte divers exemples dans son entourage, et se forme à SketchUp, un logiciel de modélisation 3D orienté vers l'architecture. Il conçoit ainsi lui-même les plans de leur maison en tenant compte des règles bioclimatiques : atelier pour les outils et toilettes sèches au Nord, espaces vitrés au Sud. *« On s'est inspiré de notre maison de l'Oise pour dimensionner les pièces »*, précise-t-il. *Afin de déposer lui-même le permis de construire sans avoir à recourir à un architecte, il limite la surface habitable à 149 m² et fait tourner ses plans auprès de connaissances expérimentées. »*

Parallèlement, acte de vente du terrain en poche - la signature a lieu en février 2018 - Lucile et Abel démarchent les banques. Ils rencontrent une certaine résistance, autant à cause du projet d'auto-construction que du fait qu'ils habitent encore dans l'Oise et que la maison à construire est dans l'Eure-et-Loir. Finalement, en décembre 2018, le Crédit Coopératif, intéressé par leur démarche, s'engage sur leur plan de financement.

Des techniques écologiques et low-tech

Mais la saison hivernale n'est guère propice au démarrage du chantier ! Abel attend le printemps pour créer la dalle qui portera la bâtisse. À l'intérieur de la semelle de ciment qui court sous tous les murs, il décaisse la terre, puis empile un hérisson de calcaire dans lequel il passe les réseaux (eau, électricité...), deux épaisseurs de plaques de liège croisées et une dalle de chaux sur laquelle seront posés des carreaux de terre cuite. *« Ce sandwich de 51 cm d'épaisseur permet de bien s'isoler du sol ».*

La technique de construction s'inspire en fait de celle, très éprouvée, du Groupement de Recherche de l'Éco-hameau de la Baie (GREB) au Québec. Mais Abel a choisi une structure différente composée d'une double ossature en bois qui sert à accueillir des bottes de paille, lesquelles constituent à la fois le cœur du mur et l'isolant. La partie extérieure des murs est réalisée avec un mélange à parts égales de plâtre gros et de sciure projetée sur la paille, puis d'une finition en sable et argile. *« Un oncle agriculteur nous a fait les bottes à la bonne dimension, l'argile et la terre cuite du sol viennent d'une briqueterie du Pays de Bray »* précise Abel. Une manière de faire un trait d'union avec le Beauvaisis qui reste si cher au cœur de Lucile. La toiture, elle, est en grande partie végétalisée pour rafraîchir la maison l'été. Un bardage en bois protège également les murs extérieurs.

> **« Abel a en tête d'auto-construire la maison familiale. Pour y parvenir il collecte divers exemples dans son entourage et se forme... »**

Des travaux longs et difficiles mais un résultat épatant

Tandis qu'Abel est à Pontgouin sur le chantier, Lucile termine l'année scolaire 2019 sur son poste d'institutrice avec les enfants à Maulers. Elle obtient sa mutation dans une école de La Loupe pour la rentrée suivante. Et dès l'été, la famille s'installe dans l'appartement du centre du village, laissé vacant par les Labonne, premiers habitants de l'écohameau. *« On a pu faire les travaux et en même temps s'intégrer au village. Épatant ! »*.

> **“ Abel est exigeant sur la qualité écologique qui conjugue à la fois des matériaux sains et peu transformés, et techniques sophistiquées ”**

Abel est exigeant, sa maison d'une belle qualité écologique conjugue à la fois des matériaux sains et peu transformés, et des techniques sophistiquées. Il récupère les lattes de bois qui séparaient les planches du bardage extérieur de la maison pour construire les cloisons intérieures, selon la technique ancienne des murs en lattis remplis d'un mélange de terre et de paille. Il isole phoniquement l'étage en mettant de la terre de jardin entre les lambourdes du parquet. Un coffre-cave a même été aménagé dans le sol de la cuisine pour stocker les légumes. La maison est aussi dotée d'une ventilation mécanique contrôlée à double-flux pour aérer sans déperdition d'énergie, de mousseurs pour économiser l'eau, d'ampoules basse-consommation, d'un chauffe-eau solaire et d'un poêle à granulés.

« Je n'ai pas fait le calcul, annonce fièrement Abel, *mais notre maison stocke peut-être plus de carbone qu'il n'en a fallu pour la construire. Et à l'usage, sans être passive, elle va peu consommer.* » En plus d'être confortable et saine, et du fait de l'investissement du couple et des amis venus les aider, le prix global se situe autour de 220 000 euros. La somme demeure rondelette. Mais largement inférieure aux prix du marché pour une maison neuve de 149 m² d'une telle qualité.

> **“ Je n'ai pas fait le calcul, mais notre maison stocke peut-être plus de carbone qu'il n'en a fallu pour la construire. Et à l'usage, sans être passive, elle va peu consommer. ”**

PARCELLAIRE

- **Nombre de parcelles constructibles :** 28 (8 000 m² / parcelle)
- **Les communs** (maison commune, trois stations de phyto-épuration, trois buanderies communes) sont ou seront gérés par l'association syndicale libre
- **Chacun est propriétaire de sa parcelle** et construit sa maison selon un règlement de construction partagé qui impose :

  👉 une conception bioclimatique (ouverture au sud, bonne isolation et bonne inertie du bâtiment afin de limiter les variations thermiques),
  👉 une attention portée à l'énergie grise nécessaire à la fabrication et aux transports des matériaux utilisés, dans le respect de l'architecture locale.

ÉNERGIE

- **La réglementation thermique** (RT) fixe la quantité maximale d'énergie que peut consommer un bâtiment neuf. Celle qui s'applique est la RT 2012. Elle comprend un indicateur nommé besoin bioclimatique (bBio). Celui-ci synthétise trois besoins (chauffage, éclairage, climatisation) liés au bâtiment. À l'éco-hameau du Plessis chacun s'engage à réduire cet indicateur d'au moins 20%, tout en encourageant à "être passif", c'est à dire à isoler le mieux possible sa maison pour ne pas avoir besoin de recourir à un système de chauffage.
- **Ici, pas de gaz ni de fioul**, le chauffage est assuré par des énergies renouvelables (biomasse, solaire, éolien) en première intention et le chauffage électrique n'est qu'un appoint.
- **L'eau chaude sanitaire solaire** est obligatoire.

Radiographie de l'Écohameau du Plessis

EAU ET ÉVACUATION

- **Les toilettes à eau sont interdites**. Tous les logements sont équipés de toilettes sèches afin d'assurer le bon fonctionnement du système de phyto-épuration auquel toutes les maisons sont reliées.
- **Les produits d'entretiens utilisés** devront être compatibles avec ce système de phyto-épuration
- **Toute l'eau des toitures est récupérée** et stockée sur la parcelle pour un usage personnel ou dirigée vers des espaces de stockage communs.

MATÉRIAUX

- **Les matériaux de construction privilégiés sont naturels,** non-toxiques et si possible d'origine locale (bois, terre crue, terre cuite, paille, chanvre, etc...).
- **L'énergie grise** liée à leur fabrication et leur transport doit être considéré.
- **Le béton de ciment est possible** pour les fondations mais interdit pour les élévations, à l'exception des renforts structurels tels que les poteaux et chaînages.
- **L'usage du polystyrène** et de la laine de verre sont interdits.
- **Les huisseries et menuiseries extérieures en bois sont privilégiées**, lesquelles peuvent être peintes, lasurées, ou laissées naturelles.
- **Les façades sont recouvertes d'un enduit traditionnel** (chaux, terre...), ou d'un bardage bois.
- **Les toitures sont en ardoises**, bardeaux de bois, tuiles ou végétalisées.
- **Les gouttières** et descentes en PVC ne peuvent pas être utilisées, sauf si elles sont intégrées dans la toiture et donc non visibles de l'extérieur.

Une zone d'expérimentation face à l'effondrement ?

2.0 Notre-Dame-des-Landes

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Trois ans après l'abandon du projet d'aéroport, la Zad (zone à défendre) a atteint un niveau d'autonomie avancé. Face à l'effondrement, ce territoire semble cocher toutes les cases de l'anticipation. Pourtant cette lecture collapsologique des activités de la Zad est en décalage avec les motivations des habitants et l'histoire de cette lutte. Ce qui ne les empêche pas de faire tous le même constat : dans le chaos, la priorité est à l'entraide et aux soins à apporter à tous les êtres vivants.

Jean-Marie est botaniste. Il habite la Zad depuis de nombreuses années et organise parfois des « balades du futur » pour les visiteurs. *« Tout en me promenant dans le bocage, j'emmène les gens en 2040. J'évoque la disparition massive de certains arbres, mais aussi ceux qui se sont multipliés. J'imagine, par exemple, une recrudescence d'espèces comestibles, plantées vingt ans plus tôt (en 2020), par anticipation de la crise alimentaire. Les gens se marrent, puis soudain ils flippent »*, s'amuse-t-il. La lucidité anticipatrice de Jean-Marie est fidèle aux préoccupations des habitants : ici, la communauté est préparée à faire face aux catastrophes écologiques, économiques, sociales et sanitaires, probablement comme dans aucun autre site de cette taille en France. Sur plus de mille hectares, les habitants organisent leur autosuffisance à l'échelle d'un petit bassin de vie. Ici, la plupart des besoins quotidiens sont satisfaits directement par les productions de la Zad, grâce à des chaînes d'entraide bien souvent. C'est le cas de l'alimentation.

Zone d'autonomie

L'approvisionnement en légumes, fruits, farine, fromage, pain, bière, jus de pomme, galettes de sarrasin et viande se fait directement de la Zad à l'assiette. Ces filières alimentaires sont à la fois (très) courtes et solidaires : *« Certains producteurs de pain, de fromage, de yaourts, de patates ou d'oignons proposent leurs produits à prix libre,* explique Angélique, bergère et habitante. *Cela permet à ceux qui ont un petit budget de bien se nourrir. La plupart du temps, les producteurs s'y retrouvent : les dons de ceux qui payent bien compensent les contributions plus modestes. »* D'accord, mais que se passe-t-il quand le compte n'y est pas ? *« Cela arrive. Les producteurs poussent alors un coup de gueule et ça s'arrange la semaine suivante ! »*, assure-t-elle.

Les habitants ont aussi accès à un garage partagé pour la mécanique auto, à un atelier pour la couture et à une Cuma (coopérative d'utilisation du matériel agricole) interne baptisée la Curcuma (coopérative d'usure, de réparation, de casse et d'utilisation du matériel agricole). *« On trouve ici trois tracteurs et une moissonneuse batteuse ainsi que toutes sortes de machines : une récolteuse à patates, un semoir, une charrue, une herse rotative, etc.,* énumère Étienne. *La Curcuma les gère, les répare et les met à disposition de tous les habitants de la Zad moyennant une formation à la conduite des engins et une participation financière,* précise-t-il. *Le montant est variable selon l'implication des utilisateurs dans la vie de cette Cuma. »* De même, la découpe de charpentes et d'ossatures en bois fait aussi partie des besoins satisfaits localement. Un immense atelier a été construit par une centaine de charpentiers venus réaliser ce chantier participatif en 2016. Ils ont élevé le « Hangar de l'avenir », où l'on trouve tout l'outillage nécessaire, y compris une scie suffisamment grande pour débiter des troncs en planches.
Il faudrait ajouter au chapitre des activités autonomes une bibliothèque, des lieux de concert, de spectacle et de restauration, de rencontres et de conférence, etc. Pour autant, il n'est pas question, ici, de se mettre sous cloche, à l'abri du chaos : la Zad porte en elle une culture profonde de la lutte, incompatible avec toute forme de repli. Les zadistes soutiennent activement de nombreuses batailles, qu'elles soient proches ou lointaines, contre les grands projets inutiles, les centrales nucléaires, pour la solidarité avec les migrants… Cela passe par des contributions aussi variées que la fourniture de repas à des grévistes de la région, l'accompagnement et le soutien à d'autres Zad en France, l'accueil d'activistes venus se former à la lutte, d'aussi loin que le Japon, la Nouvelle-Calédonie, le Mexique, l'Indonésie ou les États-Unis.

Une lutte plus terrienne que théorique

Cette zone d'expérimentation qu'est la Zad semble donc se préparer à l'emballement des crises globales en cours. Du reste, les uns et les autres partagent le constat qui est au cœur de la collapsologie : la nécessité de construire des territoires d'autonomie face aux catastrophes. *« Ici, on est bien conscients de l'effondrement des écosystèmes,* explique Olivier, ingénieur écologue de formation, également cartographe, impliqué dans la description et la protection des écosystèmes de la Zad. *L'une des motivations des habitants, c'est de sortir du système et de vivre autrement pour ne pas nourrir cet effondrement. »* Mais réduire la Zad à un espace de « préparation » aux catastrophes serait une erreur. La collapsologie suscite d'ailleurs, chez les habitants interrogés, parfois de l'intérêt, souvent du scepticisme.

La méfiance vis-à-vis du récit collapsologique découle de l'identité même de la Zad. *« Au départ, c'était un mouvement plus social qu'écolo, un mouvement local, paysan, sans rien d'effondriste ; moins intello que la collapso et plus terrien »*, rappelle Isabelle, habitante qui s'occupe notamment du point informations. Un témoignage largement recoupé ailleurs sur la zone où chacun rappelle l'origine de cette Zad : des citoyens locaux cherchant à préserver leur milieu de vie et leurs activités, ni plus ni moins. *« La Zad est avant tout un territoire en lutte,* précise Isabelle. *Ce qui nous donne de l'énergie, c'est un horizon désirable. Or, s'il est nécessaire de regarder avec lucidité l'état de la planète, penser en termes d'effondrement referme le champ des possibles.Cela suscite la peur et le recroquevillement, quoi qu'en disent les collapsologues. »*

D'autres expliquent ce décalage à travers une différence de temporalité : la Zad est le lieu par excellence où l'on crée et lutte au jour le jour, sans s'attarder ni sur les chances de victoire ni sur la vitesse et les étapes de l'effondrement en cours. Les activistes agissent ici et maintenant, parce qu'il le faut, un point c'est tout. *« On s'est mis à construire des bâtiments monumentaux alors que le gouvernement voulait nous faire disparaître, se souvient un zadiste. Les habitants n'attendent pas le grand soir en apnée : nous considérons que chaque jour est une victoire. »* Dans ces circonstances, disserter des perspectives d'effondrement peut paraître stérile.

La collapsologie, une théorie peu concrète et pas assez politique

Du reste, pour certains, ce concept est trop abstrait. Étienne, maraîcher sur la Zad, considère ainsi qu'il ne suffit pas de lire ou d'écouter une vision théorique pour évoluer : *« Tant que tu ne vis pas concrètement la manière dont les choses peuvent changer, le message ne passe pas. Or, beaucoup de gens ne sont pas prêts à sacrifier du temps pour vivre une expérience autonome et collective en immersion »*, regrette-t-il. Ce constat rejoint celui d'Isabelle, qui utilise d'autres références : *« Les expériences zapatistes décrivent un peuple dont on détruit les mondes. Face à cela, ils déploient un imaginaire ancré dans une pratique du partage et de la construction des communs. Je trouve ça beaucoup plus inspirant, plus mobilisateur, que le discours collapsologue souvent fondé sur des études de sciences cognitives et psy, focalisées sur l'individu [notamment dans certaines pages du livre L'Entraide. L'autre loi de la jungle, de Pablo Servigne et Gauthier Chapelle] plutôt que sur les expériences historiques mutualistes, collectivistes. »*

Pour d'autres habitants, la collapsologie contribue surtout à pousser quelques familles aisées à s'acheter un terrain pour y faire de la permaculture et organiser une forme d'autosuffisance. Cette démarche est vue comme un premier pas positif mais insuffisant sans une lutte plus globale, sans volonté réelle de changer le contexte politique et économique dans lequel nous vivons. Adepte de la décroissance depuis longtemps, Jean-Marie ajoute que *« même si les ressources étaient infinies et le pétrole disponible à profusion, une vie tournée vers la consommation n'est pas désirable, effondrement ou non »*.

L'entraide et la coopération comme base commune

Les collapsologues et les zadistes se rejoignent cependant sur la priorité absolue de l'entraide et de la coopération pour faire face aux catastrophes. Les premiers la prônent et les seconds l'appliquent de longue date. Du reste, les Zad figurent en tête des exemples utilisés par les collapsologues. Précisément, ici l'entraide et les liens forts entre les habitants sont une motivation majeure qui les pousse à rester et à se battre. Ici, chacun évoque avec fierté la capacité du groupe à vivre ensemble, à prendre soin les uns des autres, à se mobiliser, à surmonter les désaccords, les différences, et à prendre des décisions communes. C'est l'autogestion qui unit les habitants autour de la défense de la zone : la volonté de ne pas se faire manipuler par une poignée de gros ego, tout en évitant l'entre-soi.

Cette obsession du collectif est le moteur de l'efficacité de la Zad. *« La victoire contre l'aéroport est en grande partie due à la capacité du mouvement à intégrer des personnes arrivant d'horizons très variés sans que cela ne crée de clivages trop forts. Ce qui a fait que cette lutte a marché, c'est un mélange de personnes, de personnalités variées,* explique Angélique. *Dans certaines assemblées, on était trois cents pendant la lutte. Il y avait une écoute incroyable. Bien sûr ça parle haut parfois, mais les intransigeants se font vite recadrer. »* Aujourd'hui, cette capacité à vivre ensemble reste la motivation clé de nombreux habitants, une marque de fabrique de la Zad. Or ce n'est possible que parce que la Zad veille

en permanence à échapper aux étiquettes. Le mouvement refuse de se ranger derrière telle ou telle idée cloisonnée, particulière (parti, association, philosophie…). Les habitants préfèrent spontanément ne pas se définir par rapport au dernier concept à la mode. Tout ce qui pourrait cloisonner ou exclure est spontanément considéré avec prudence car le mouvement veut être poreux, capable d'absorber la diversité : *« On a vu passer trop de concepts, de modes, pour partir derrière n'importe lesquels, bille en tête »*, se méfie Jean-Marie.

De la défense du bocage à la conscience du vivant

Cette priorité donnée à l'acceptation de la différence, ce souci de l'écoute, dépasse les êtres humains et englobe ici tout le vivant, dans une réelle continuité. Insuffler une plus grande empathie envers les non-humains (animaux, insectes, végétaux…) et construire une conscience du vivant : tels sont certains des fondements historiques et philosophiques de la communauté zadiste, en tout cas à Notre-Dame-des-Landes.

Cette orientation s'est manifestée tout particulièrement en 2006. Les promoteurs du projet d'aéroport, qui tentent alors d'en minimiser les conséquences sur la biodiversité, produisent une étude d'impact bâclée. Un faux pas décisif, un des éléments qui scellent l'abandon du projet. La mauvaise foi des rédacteurs de ce document exaspère de nombreux naturalistes. Les prospections officielles ont littéralement survolé le bocage, à la vitesse de quatre-vingt-dix hectares par jour ! *« Il manquait de nombreuses informations,* se souvient Olivier. *En 2012 nous avons lancé une contre-enquête, créé un groupe appelé les "Naturalistes en lutte" et refait toutes les prospections. Nous avons trouvé cent quarante-six espèces protégées (dont dix prioritairement),* se souvient-il. *Cela a invalidé la première étude. »* Non seulement ces découvertes ont alimenté les recours juridiques, mais ce travail s'est poursuivi pendant quatre ans, faisant de la zone l'une des mieux inventoriées de France.

Le sens de ce qui nous entoure

Au-delà de ses aspects scientifiques et légaux, cet épisode illustre une conscience profonde du vivant, intrinsèque à la lutte mais aussi aux conditions de vie des zadistes. Cette préoccupation imprègne leur quotidien et stimule les projets phares menés par les Naturalistes en lutte. Beaucoup passent leur temps immergés dans le bocage et vivent une sobriété qui pourrait préfigurer un contexte d'effondrement : ils logent en habitats légers (cabanes, yourtes, mobile homes…), travaillent souvent les mains dans la terre ou bricolent dehors, tour à tour sous le soleil, le givre ou le vent. Nombre d'entre eux doivent emprunter un chemin de terre pour aller chez le voisin, passer de la cabane-cuisine au mobile home-chambre, ou encore pour rejoindre les toilettes sèches (et froides). Tous font l'expérience sensible de ce paysage et connaissent, peu ou prou, la valeur écologique des lieux, de ce vaste réseau de haies qui permet à la faune de circuler en étant toujours près d'un arbre. Ces terres n'ont pas subi le remembrement des années 1950-1970 et ont été très peu traitées et amendées. Elles sont donc restées quasi intactes depuis soixante-dix ans. Un petit trésor écologique de plus de mille hectares !

À l'image de la diversité humaine présente sur la zone, cette proximité avec le vivant s'exprime ici de diverses manières, à travers les pratiques agricoles, la relation aux non-humains et, toujours, l'observation et la protection de la vie sauvage. Pour certains, elle est le fruit d'un parcours et d'apprentissages de plus en plus essentiels face aux crises. C'est le cas des zadistes devenus agriculteurs. Au moment de leur arrivée, ils n'étaient ni paysans, ni experts de l'agro-écologie. *« Au début, il s'agissait de produire de la nourriture au milieu de la lutte et on a simplement suivi les manières de faire des agriculteurs présents, pas toujours bio. Puis on s'est formés,* expliquent Véronique et étienne, qui pratiquent aujourd'hui la permaculture sur 4,3 ha en traction animale avec trois chevaux. *On veut créer une proximité animale et faire les choses ensemble. On cherche à comprendre le sens de ce qui nous entoure. »*

Un témoignage que confirme et illustre Jean-Marie. Il constate que les paysans de la Zad sont très soucieux de respecter la biodiversité avec laquelle ils vivent sur leurs parcelles et autour : « *S'ils savent qu'un endroit non cultivé abrite des tritons, ils le laissent tel quel. Et lorsqu'ils ont un doute, ils viennent nous consulter avant d'agir. Ici, on veut vivre avec la conscience que l'on n'est pas tout seuls, mais cette démarche ne se limite pas à "s'immerger dans la nature". Pour cela, il suffit de louer un gîte en montagne,* plaisante-t-il. *Ici, il s'agit plutôt d'être conscients du vivant et du fait que l'on ne peut pas survivre qu'entre humains, séparés du reste. »*

Faire croître l'empathie pour le vivant

Jean-Marie, figure des Naturalistes en lutte, est très impliqué dans la création de l'École des tritons. Ce lieu de formation, ouvert sur un jardin et sur le bocage, cherchera à favoriser la croissance de l'empathie envers les êtres vivants. *« On sait que l'on va souffrir des dérèglements climatiques et de la chute de la biodiversité,* explique Jean-Marie. *Ce que l'on sait moins, que l'on ne mesure pas bien, c'est que l'humanité souffre déjà de la séparation d'avec toutes les espèces qui vivent autour d'elle, qui lui sont indispensables, mais que l'on ne rencontre jamais parce qu'elles vivent cachées dans la nature. Le triton en est un exemple : rares sont les gens qui ont l'occasion de le croiser dans leur quotidien. Ici, on veut rencontrer les espèces : chaque individu, chaque plante, chaque animal, et faire connaissance. »*

Outre cette démarche de sensibilisation, les Naturalistes en lutte ont un projet de conservation d'un espace environnemental et agricole au cœur du bocage appelé « les Noues qui poussent ». Sur ces terres, ils souhaitent préserver et accroître la diversité des habitats écologiques, développer des expérimentations en agro-écologie associées aux enjeux naturalistes et faire de la zone un outil pédagogique pour tous. Ces parcelles, situées en tête de bassin versant, jouent un rôle majeur à la fois comme zone tampon dans la rétention et la régulation des eaux de pluie, comme zone d'épuration, et dans le développement de la microfaune et des invertébrés aquatiques.

Déchets : le retour à l'envoyeur ?

Malheureusement le soin apporté à cette zone particulière n'est pas à l'image du paysage global de Notre-Dame-des-Landes. Des îlots de détritus (vieilles bâches, carcasses de voitures, sièges auto, meubles, électroménager rouillé, etc.) parsèment la Zad depuis quelques années, laissés parfois par les zadistes de passage et souvent par les opérations de destruction des gendarmes et des militaires. Et la partie invisible est pire encore : *« Ici, 3 000 grenades ont été tirées par les forces de l'ordre, dont certaines pourraient contenir du cyanure, mais aussi 8 000 fumigènes (soit 48 000 capsules plastiques de gaz lacrymogène). Tout cela est dispersé partout sur la Zad,* explique Olivier. *Il y a des éclats de plastique que les animaux peuvent ingérer. Avec le temps qui passe, l'herbe enfouit les déchets dans le sol,* ajoute-t-il. *Certains sols sont pollués (par le cyanure notamment) et difficilement exploitables. Des zadistes ont ramené des grenades en préfecture, mais ils ont été poursuivis pour cela ! »* À l'heure qu'il est, aucun chantier de nettoyage n'est prévu. *« On rêve d'attaquer l'État qui a laissé ses grenades,* soupire Jean-Marie. *Malheureusement, aujourd'hui ce n'est pas possible de quantifier l'impact de ces déchets. »* En théorie, cela laisse donc peu d'espoir pour gagner ce combat juridique. Mais en pratique, ici, les causes perdues n'existent pas.

Radiographie de Notre-Dame des-Landes

SURFACE

- **Plus de 1000 hectares :** c'est la surface de la Zone à Défendre de Notre-Dame-des-Landes.

HABITANTS

- **170 :** c'est le nombre estimé d'habitants installés et vivant sur cette ZAD.

DATE

- **17 janvier 2018 :** à l'issue de près de cinquante ans de conflits, le gouvernement annonce la fin du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. espaces de stockage communs.

PROPRIÉTÉ

- **Les terres appartiennent au département,** qui les loue aux agriculteurs de la ZAD. Les habitations aussi sont pour la plupart la propriété du département, qui ne les loue pas. Ce sont actuellement des squats occupés par les habitants.

AU-DELÀ DE LA PROPRIÉTÉ :

- **Les zadistes souhaiteraient acheter collectivement les bâtiments.** Ils ont créé un Fonds de Dotation (La terre en commun), qui a pour projet de « devenir propriétaire pour s'affranchir de la propriété » et gérer collectivement le bâti. Ce Fonds a déjà collecté plus de 650 000 euros auprès de 2 000 donateurs, en attendant que la possibilité d'achat se concrétise.

La Ferme Légère 3.0

La ferme... **radicalement** légère !

par Christine **Laurent** / **Colibris**

Dans cette ferme du Béarn qui a accueilli des dizaines de personnes depuis 2016 — pour un jour, plusieurs semaines ou quelques années — l'effondrement de notre civilisation n'est pas pensé comme une catastrophe mais plutôt comme une brèche dans laquelle peuvent s'engouffrer d'autres visions. à la Ferme Légère, on cultive l'autonomie collective et la coopération avec les voisins. Et l'on apprend à mettre en cohérence ses idéaux et ses actes.

Cet écolieu ressemble à un quatre-quarts qui vous met l'eau à la bouche, une promesse d'une vie éthique fondée sur le partage, l'intelligence collective, la connexion à ses besoins essentiels et la gratitude pour la Terre qui nous porte : un quart de décroissance, un quart de négawatt (énergie décarbonée), un quart de permaculture et un quart de communication non violente. Bienvenue à la Ferme Légère !

Ce laboratoire de la résilience, situé à Méracq dans le Nord-Béarn, est né d'une tumultueuse histoire humaine. Celle-ci commence en 2004 autour de l'envie d'un écovillage. Elle aboutit une décennie plus tard – créer le « bon groupe » prend toujours du temps ! – à la création de la SCI Loustalots[1], dans laquelle huit personnes sont prêtes à investir à parts non égales et adoptent le principe « une personne = une voix » pour prendre des décisions.

Nid bioclimatique avec vue sur les Pyrénées

Quand, début 2015, le groupe trouve LA ferme, une bâtisse avec onze hectares de pâture et forêt qui dévalent vers la rivière du Luy de France, ils ne sont plus que sept pour l'acheter. La SCI obtient un permis de construire pour agrandir la maison dans une perspective bioclimatique. Le groupe s'installe et, l'hiver arrivant, il s'attelle à la construction d'un poêle rocket stove : un dragon qui crache du feu pour faire la cuisine et chauffer la maison. Son corps en terre crue fait rayonner la chaleur dans toute la bâtisse.

En trois ans, l'ancienne maison d'habitation de 110 m² se mue en une colocation de 250 m² pouvant accueillir jusqu'à quinze personnes : 100 m² d'espace de vie partagée, deux salles de bains, deux dortoirs, cinq chambres… et une vue imprenable sur la chaîne des Pyrénées !

On accède aux toilettes sèches par une coursive extérieure. Divers bâtiments autour trouvent leur usage au fil du temps : menuiserie, confection du pain… On produit sur place du pain, des légumes au moins pour huit mois de l'année, des œufs, du miel. Les animaux de la ferme qui ne peuvent être gardés (poulets, béliers…) sont mangés. Une participation de trente euros par semaine permet de se procurer ce qui n'est pas produit sur la ferme, très localement ou un peu plus loin via un groupement d'achat. Ce collectif démontre qu'avec moins de quatre cents euros par mois on peut vivre et avoir un toit sur la tête…

L'aventure a toujours été collective. Ainsi, de nombreux copains et visiteurs ont apporté leur compétence pour réaliser la charpente, la maçonnerie, la plomberie. *« Un woofeur électricien est arrivé pile au moment où l'on mettait en place le système électrique, une armoire de batteries alimentée par des panneaux solaires »*, se félicite Marc, l'ingénieur de la bande.

Marc Pleysier, la cinquantaine, pieds sur terre et tête rebelle, est un enfant du pays, élevé par un père agriculteur, *« adhérent de la FNSEA »* précise-t-il, et une mère enseignante. Il a été ingénieur en génie mécanique et entrepreneur en informatique dans une autre vie. Son virage écologique au milieu des années 2000 s'appelle la décroissance. *« La lecture du journal La Décroissance m'a percuté : j'avais enfin une proposition cohérente qui répondait à mes questionnements sur notre société. »* Voilà pourquoi il s'investit dans la formation d'un groupe pour créer un écolieu collectif où l'objectif est d'expérimenter ce concept. Les habitants y conjugueront leurs efforts pour vivre et s'épanouir en réduisant considérablement leur empreinte écologique. Sacré défi !

Agir pour ne pas s'effondrer

« La Ferme Légère » fait référence à cette manière précautionneuse d'habiter la Terre. Avec la conscience aiguë d'un monde à bout de souffle. Pour autant, l'effondrisme n'était pas au départ dans l'ADN de ses fondateurs. L'envie était avant tout de vivre la décroissance et de montrer ce choix comme porteur d'une existence plus enviable que celles que beaucoup subissent en ville.

La conscience de l'effondrement est arrivée un peu plus tard, en 2015, avec la parution du livre de Pablo Servigne et Raphaël Stevens (Comment tout peut s'effondrer ?). Cet impensé s'invite alors dans les discussions autour de la table. Et au printemps 2018, Valérie, cofondatrice de l'écolieu, son fils Noé et Marc décident de profiter d'un voyage à vélo pour étudier comment les autres citoyens se sentent par rapport au sujet de l'effondrement : le connaissent-ils ? Comment y réagissent-ils ? S'appuyant sur les réseaux militants pour programmer des rencontres sur le sujet, ils se lancent dans un périple de 2 500 km à bord de leurs vélos en bois auto-construits.

De leur village de Méracq jusqu'à la région parisienne et retour, ils rencontrent quelque cinq cents « sympathisants écologiques » au cours de leurs vingt et une animations. Des échanges riches, des participants plutôt contents d'avoir partagé des idées, des ressentis, mais peu de solutions à l'horizon… Une évidence cependant émerge, celle de l'échec de la transition écologique qui permettrait de rendre notre société éco-compatible : *« Depuis cinquante ans que les écologistes se battent, les choses n'ont fait qu'empirer ! »*

Apprendre et transmettre l'autonomie

Cette aventure, relatée dans un livre qu'ils ont publié en décembre 2020[2], les a confortés dans les choix de la Ferme Légère qui, loin d'ignorer les luttes globales, cultivent aussi un art de vivre à une échelle plus modeste. *« Avant le covid, j'aurais qualifié notre mode d'existence d'"exercice de style". Mais maintenant la recherche d'autonomie m'apparaît comme une urgence. »*

Pour la première fois cette année, l'association La Ferme Légère a décidé de s'endetter pour finir le chantier de l'autonomie en eau qui permettra de produire davantage de légumes et de légumineuses. Le site ne se prête pas à la culture de céréales, mais la ferme met en place une cartographie des ressources et des savoirs locaux et fonctionne en réseau sur un territoire que l'on peut parcourir à vélo.

Pour les membres de l'association, c'est clair : l'autonomie n'est pas l'autarcie. La décision a d'ailleurs été prise de transmettre tout ce que la Ferme a acquis de savoir-faire et de savoir-être en proposant des journées de formation. Leurs sessions « Résidence décoiffante » consistent en quatre jours d'immersion et de réflexion afin de mettre en cohérence sa vie et ses valeurs. Plusieurs stages proposent également des bases pour penser autonomie énergétique et auto-écoconstruction. *« Nous pensons qu'il faut créer des espaces de résilience, préserver de l'humanité et de la dignité au sein de la tourmente, accueillir tous ceux qui voudront bien nous rejoindre. Ce sont des objectifs certes plus modestes que ceux de la transition de l'ensemble de la société mais ils sont à notre mesure. »* Un défi à hauteur de collectif qui se cultive à la lisière du système économique, dans la nature, là où la vie est la plus riche.

un lieu de passage et dynamique

Cette conscience commune et ce partage n'empêchent pas les soubresauts au quotidien. Vivre à la Ferme Légère n'est pas un long fleuve tranquille ! Depuis 2015, celle-ci a fait face à plusieurs vagues d'arrivées et de départs. à l'hiver 2017, ils se retrouvent à trois pour faire tourner la maison. Au printemps suivant, une nouvelle dynamique se met en route et le groupe monte jusqu'à dix habitants. Mais le premier confinement donne des ailes et des envies aux fermiers légers avec des départs en série. Ne restent alors que Clément, arrivé dans la vague de 2018, et l'indéfectible Marc. *« C'est la force du collectif qui permet de bien vivre ici. à huit, on peut s'offrir bien davantage que l'on ne pourrait le faire individuellement. À moins, on a du mal à faire face à la somme quotidienne de travail qui permet de produire autant de diversité sur la ferme. »* Marc se fait à l'idée que la Ferme est un lieu de passage et d'expériences, pour des périodes plus ou moins longues. Ses compagnons repartent enrichis et peuvent essaimer plus loin, ailleurs, différemment.

De fait, le mode de vie à la Ferme ne s'accommode pas aisément avec une vie professionnelle choisie. Tourné vers l'autonomie, il voudrait que les fermiers légers puissent trouver sur place ou à proximité des activités rémunératrices qui permettent de payer leur quote-part. Cet équilibre peine à être trouvé. Nombreux sont ceux qui vivent de leurs économies, du chômage ou du RSA. Toutefois, Marc rénove des appartements dans les environs à mi-temps. Clément, écrivain-photographe, est dans un entre-deux car son activité nécessite des déplacements ponctuels mais plutôt éloignés.

Un cadre commun pour mieux vivre ensemble

Pour progresser ensemble sur tous ces questionnements, le collectif s'est doté d'une charte, qui tient en quatre pages. Elle pose le cadre de la vie en commun : ressources, partage, vivre-ensemble, engagement, intergénérationnel, ouverture et rapport à la société, art et spiritualité, animaux, transports, encombrants et aliénants (objets ou services inutiles et polluants). *« L'arrivée d'une nouvelle personne est l'occasion de la partager à nouveau et de s'assurer que tout le monde met la même chose derrière les mots. »* Chacun donne de son temps pour produire des légumes, s'occuper des poules gasconnes, prendre soin des autres animaux, réaliser les travaux dans la maison, faire le pain... En tout, cela représente au minimum dix-neuf heures par personne et par semaine pour le collectif. Il y a une réunion d'organisation avec relevé de décisions hebdomadaire et une réunion « émotion » toutes les trois semaines pour éviter que les irritations ou frustrations ne dégénèrent en conflits. Ou du moins que ceux-ci puissent se vivre avec maturité, bienveillance et respect de l'autre.

Depuis l'été 2020, de nouvelles personnes sont arrivées. En ce matin de janvier 2021, au cœur de l'hiver, l'humeur est couleur d'argile. Un peu lourde et grisaillante. Mohammad, un habitué, réfugié du Darfour, tente de faire revenir l'administration sur son expulsion du territoire. Sont également présents Marc, Brice et Christiane, ainsi que Madeleine, en woofing pour deux semaines. Clément, absent, est très attendu, afin de remettre en route la production de légumes dont il est le référent. Colette, Sylvère, Cécile, deux woofeurs et un groupe de visiteurs arrivent dans les prochaines semaines.

Dreads attachées, sweat-shirt Sea Shepherd, Brice, 23 ans, est là depuis juin, échaudé par une vie professionnelle hachée entre le bâtiment, les grandes surfaces ou l'assistanat de vie. Il a troqué sa console de jeux et le pavillon familial de l'agglomération bordelaise pour une vie qui l'éloigne d'une société à laquelle il ne voulait pas s'intégrer. *« Je me sentais seul et un peu déprimé à cause de ce que je lisais sur l'état de la planète, sans voir quoi faire à mon échelle. Ensemble, c'est plus facile. J'ai appris plus en quelques mois ici qu'en une année scolaire ! M'occuper des poules, semer, récolter, mais aussi vivre avec trente litres d'eau par jour, faire du pain, cuisiner au bois, tendre vers le zéro déchet, ne plus aller dans les grandes surfaces et réfléchir à comment faire soi-même ce que l'on a l'habitude d'acheter. »*

Exigence et lâcher-prise

Et, comme le glisse Christiane, arrivée en octobre dernier, riche d'un parcours de vie communautaire et spirituelle, *« il faut accepter que ce qui nous semble important ne le soit pas pour le groupe »*. On le comprend, la vie qui s'invente à la Ferme Légère implique une exigence personnelle et collective… au quotidien. Un seul exemple : pour économiser l'énergie, le collectif a développé une réflexion agile afin de choisir le mode de cuisson le mieux adapté : poêle de masse quand on chauffe la maison, parabole solaire s'il y a du soleil (ce qui permet l'hiver de libérer le poêle pour faire chauffer de l'eau) ou encore boisinière (une cuisinière à bois autoconstruite) quand la maison n'est plus chauffée ou en appoint. Dans tous les cas, la cocotte norvégienne – un caisson bien isolé – permet de finir la cuisson et de garder l'eau des tisanes au chaud. Et une fois par semaine, la mise en route du four à pain est l'occasion de cuire aussi des pizzas, des sablés et d'autres gâteaux.

Si ses 28 m² de panneaux photovoltaïques et ses 800 kg de batteries rendent la ferme autonome, « nous ne le sommes pas encore devenus dans la maintenance », précise Marc. Et Madeleine, originaire de Saint-étienne et étudiante en agroécologie, d'ajouter : *« Ici, on utilise des technologies que l'on ne pourrait pas développer pour 7 milliards d'habitants. » Work in progress…*

1. La Ferme Légère est à la fois le lieu et l'association qui l'entretient et l'anime. Cette dernière verse un loyer annuel à la SCI pour les charges foncières et les travaux et loue des chambres aux résidents, de 170 à 400 euros par mois selon leur taille.
2. Valérie Garcia et Marc Pleysier, Voyages en effondrement, un pire évitable ou une période à vivre ?, Utopia / Passerelle éco, 2020.

Radiographie de la Ferme Légère

HABITATION

- **Maison du 18e** agrandie et auto-rénovée : verrière bioclimatique au sud, isolation par l'extérieur au nord en ouate de cellulose pour les murs et en laine de bois pour le toit.
- **Toilettes sèches** à l'extérieur.
- **Récupération de l'eau de pluie** – Consommation de 30 litres par jour et par personne.
- **Phyto-épuration.**.

ÉNERGIE

- **6 m2 de panneaux solaires** pour la production d'eau chaude solaire. La température varie de 40°C l'hiver (grâce au complément de chauffe du poêle dragon) à 80-90°C l'été.
- **Bois issu des arbres morts de la ferme :** 4 stères par an pour alimenter le dragon (rocket stove, poêle de masse), le four à pain (1 fois/ semaine) et la boisinière toute l'année, par beau temps.
- **Four solaire**, dès que c'est possible.
- **22 m2 de panneaux solaires** et batteries pour internet, la lumière, le lave-linge, les plaques de cuisson et même la bouilloire électrique. Ces dernières ne peuvent être utilisées que lorsque la production est perdue car les batteries sont chargées à bloc.
- Le contrat Enercoop a été résilié au printemps 2019.

ALIMENTATION

- **Production sur la ferme :** légumes (75%), œufs, miel, pain (la farine est achetée localement), viandes issues de la ferme (bélier, poulet, agneaux broutards mâles). Production maraîchères limitées par la quantité d'eau disponible, de l'ordre d'1 m^3/j en été.
- **Achat groupé** pour les légumineuses, les céréales, l'huile et les autres graines (tournesol, noisette). Détours par la Biocoop de temps en temps.
- **Participation de 30 euros** par personnes et par semaine.

TRANSPORTS

- **Une voiture partagée**. Chacun paie en fonction du nombre de kilomètres parcourus.
- **Des vélos** à disposition.
- **Train et bus** à une vingtaine de kilomètres.

STRUCTURATION

- Une **SCI** avec deux associés aujourd'hui, qui gère et finance les travaux dans la maison (achat des matériaux).
- Une **association** qui loue à la SCI, et qui gère les extérieurs et la vie quotidienne.
- Projet d'ouverture du lieu à l'**habitat léger**, moins communautaire que la colocation.
- Une r**éunion hebdomadaire** qui permet de discuter des décisions à prendre, des projets en cours, des arrivées et départs. Une réunion "Emo" (émotionnelle) toutes les 3 semaines au minimum.

BÉNÉVOLAT, INVESTISSEMENT

- Celles et ceux qui résident à la ferme donnent **19 heures de leur temps par semaine** pour la gestion du lieu. Chacun à son tour fait la cuisine et les autres tâches quotidiennes pour le groupe durant une journée, et chacun est référent de plusieurs activités : s'occuper du poulailler, des animaux et des pâtures, du pain, de la production maraîchère, des ruches, des travaux divers, de la cuisine, du ménage dans les parties communes, de l'accueil des visiteurs...

Gouvernance

Vivre ensemble, cela veut dire s'organiser et décider ensemble, en même temps que prendre en considération les besoins, les envies de chacun. Et savoir comment faire face aux conflits qui apparaîtront inévitablement, et les résoudre. Heureusement, des outils de gouvernance partagée existent, pour prendre soin des relations humaines. Intelligence collective, sociocratie, communication non violente, prise de décision par consentement, élections sans candidat... De plus en plus d'habitants d'écolieux se forment à leur utilisation, et trouvent des solutions à des problèmes qui auraient pu, il y a quelques années, faire exploser le collectif.

Écoravie et Écolectif sont deux écolieux qui attachent une attention particulière à cette mécanique des relations.

Écoravie

De la méthode avant toute chose 4.1 37

La mécanique des relations 4.2 42

Écolectif

5.1 Un écovillage pour petits et grands 46

5.2 Habiter léger : une vie libre, mais lourde d'incertitudes 50

4.1 Écoravie

De la méthode avant toute chose

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Écoravie est une communauté relativement importante — 40 personnes, 19 logements — au cœur de la Drôme provençale et remarquable dans bien des domaines : gouvernance, réduction de l'impact écologique, mutualisation des équipements... Les porteurs de projets qui souhaitent créer ou améliorer leurs écolieux trouveront ici des techniques fiables et facilement transmissibles. Est-ce pour autant l'oasis qui fait rêver ?

En 2007, Claire cherche un terrain ou une maison à Dieulefit, mais ne trouve rien qui convienne. La seule parcelle disponible est trop grande pour elle et pour ses moyens. Claire décide alors de réunir un petit groupe qui, comme elle, n'a dans un premier temps d'autre souhait que de vivre sur place. L'idée d'un projet d'habitat partagé naît seulement dans un second temps. D'autres personnes intéressées se greffent au fil des réunions. Tous partagent une préoccupation, et même une revendication : favoriser un accès plus démocratique, moins coûteux, à un logement écologique. Les discussions vont bon train sur le thème de la spéculation immobilière qui empêche cette équité. Ils aimeraient démontrer qu'une alternative est possible, moyennant un rapport différent à la propriété. Leur projet est audacieux. Il ne les quittera plus et finira par se réaliser !

Aujourd'hui, douze ans après les premières rencontres et la création de l'association, l'essentiel de leur projet s'est concrétisé. Sur les 19 logements prévus, 12 sont achevés et déjà habités par 17 adultes et 14 enfants. Ces appartements se répartissent dans trois constructions dont la dernière est bien avancée. Plutôt que d'éparpiller de petites maisons individuelles sur cette grande parcelle – et de participer à l'étalement pavillonnaire – ces bâtiments collectifs offrent un atout indéniable pour l'emprise au sol, l'isolation et l'économie de matériaux. Tous les logements sont « passifs » : ils sont emmitouflés dans une isolation en paille et ouate de cellulose (40 cm d'épaisseur au total) et ne nécessitent aucun chauffage, si ce n'est pendant quelques jours au plus fort de l'hiver. Un puits canadien remonte l'air tiède du sol dans les habitations, complété par la chaleur du soleil qui, à travers les baies vitrées, chauffe le logement à l'automne et au printemps, tandis qu'une ventilation double flux utilise l'air (chaud) qui sort pour réchauffer l'air (froid) qui entre dans le logement. Un débord de toiture crée également de l'ombre en été. Ajoutons que l'ensemble est essentiellement fabriqué à partir de matériaux biosourcés [matière issue de la biomasse végétale ou animale, ndlr], dont le bois et la terre.

Sept fois moins d'électricité et trois fois moins d'eau

Cette conception écologique des bâtiments se retrouve directement dans la facture d'électricité des « Écoravissants », qui est sept fois moins élevée que celle d'un foyer de la même commune, Dieulefit. Mieux, au-delà de cette sobriété énergétique, l'écohameau produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. Outre les panneaux solaires thermiques (qui chauffent l'eau), les trois toitures totalisent en effet 550 m^2 de panneaux photovoltaïques.

Le collectif est aussi attentif à sa consommation d'eau : les appartements sont équipés de toilettes sèches à séparation : d'un côté l'urine est évacuée dans le réseau d'assainissement et de l'autre les fèces vont dans un seau. Elles sont asséchées par la ventilation. Cela empêche le développement des odeurs, sans adjonction de sciure, et amène une réduction du volume qui permet de ne changer le seau qu'une fois par mois environ, selon la composition du foyer. Le contenu des seaux est ensuite vidé par chaque foyer sur le compost prévu à cet effet dans une zone du terrain. Cet équipement, ajouté à l'absence de baignoire et à la récupération d'eau de pluie (citerne de 60 000 litres) génère une économie substantielle. La consommation d'eau d'Écoravie est ainsi trois fois inférieure à la moyenne nationale.

La mutualisation des équipements est aussi une source d'économie importante : l'écohameau ne paie qu'un seul abonnement d'électricité, trois abonnements internet (une box par bâtiment), un abonnement d'eau. « Ceux qui analysent leurs factures s'aperçoivent que ces dépenses sont pour moitié des frais fixes, dont l'abonnement. Se regrouper est donc très économique ! » explique Raphaël qui est impliqué dans plusieurs volets du projet, y compris la réception des factures. Les habitants mettent également en commun une buanderie pour chacun des trois immeubles (avec deux machines à laver le linge) un espace de rangements avec des rayonnages, un espace atelier par bâtiment, ainsi qu'un camion et une voiture accessibles à tous. De même, les jardins sont communs : personne n'a de jardin à soi, seulement une véranda et souvent un balcon ou une terrasse. Depuis le confinement, les habitants mutualisent aussi leurs courses alimentaires. Une épicerie interne a démarré et trouve ses marques : *« Nous réalisons des achats groupés de produits secs type huile, biscuits, céréales, chocolat, farine,* explique Florence, une habitante, *et nous projetons d'installer des grands fûts pour acheter en vrac. Notre essai pendant le confinement a montré que les habitants sont intéressés. Néanmoins pour nous c'est aussi important de rester en connexion avec les commerçants,* précise-t-elle, *les producteurs, les maraîchers, les éleveurs. Nous souhaitons donc trouver un équilibre, à savoir cantonner l'épicerie surtout à ce qui coûte cher et qui est lourd à transporter. »*

Maison commune et lien territorial

La démarche alimentaire d'Écoravie est néanmoins plus ambitieuse que ces courses communes. Onze poules donnent déjà des œufs aux Écoravissants, qui pensent pouvoir monter à 25 gallinacées. De même, un potager a démarré, préambule à un projet de permaculture – toujours en discussion –, même si les 8 000 m² de terrain ne lui seront pas entièrement consacrés. Il inclura des haies comestibles (amandes, noisettes, fruits rouges, etc.) ainsi qu'une production tournée vers les végétaux les plus nourrissants et les plus récurrents de nos assiettes : pois chiches, lentilles, patates, fruits secs, etc. Une perspective toujours nuancée par la nécessité de conserver un lien avec les fermiers des environs : *« L'idée n'est pas de devenir autosuffisants ! »*, avertit Florence.

Pour se convaincre de cette volonté d'ouverture, il suffit d'interroger les uns les autres sur le projet de Maison Commune, qui est à la fois la dernière construction à réaliser pour que le lieu soit abouti, et celle qui suscite probablement le plus d'attentes. Bien sûr, cet endroit va permettre que les réunions ne se tiennent plus au coude à coude, en chaussettes, dans les appartements des uns et des autres. L'une des salles aura la bonne dimension pour les réunions régulières qui rassemblent jusqu'à 30 personnes. Mais la Maison Commune a surtout pour vocation de renforcer le lien avec le territoire et ses habitants. *« Elle va accueillir des activités ouvertes sur le village, qu'elles soient culturelles, sportives ou autres. »*, explique Claire. C'est un lieu d'initiatives partagées, où il fera bon se retrouver autour d'un verre ou d'un repas, pour imaginer et réaliser des projets. L'association qui gèrera cette maison, appelée Casenvie, est déjà composée. Elle est ouverte aux personnes extérieures autant qu'aux habitants vivant sur place. Les plans sommaires de la construction montrent notamment une grande salle, un atelier de bricolage, une cuisine, etc. *« Mais tout est encore possible ! »* assurent les habitants du lieu.

Dissocier le montant des parts et le nombre de voix

Une fois ce décor dressé, une fois listés tous ces projets qui unissent les Écoravissants entre eux, difficile de ne pas s'interroger sur le contrat formel qui les lie et sur l'entente entre les membres. Comment gérer cet écohameau sans que certains désaccords ou conflits ne bloquent le projet ? Comment plus de quarante personnes peuvent-elles se mettre d'accord sans que ce processus ne suscite une inertie pesante ? Avant même d'évoquer les méthodes précises d'intelligence collective [lire l'article 2], la réponse à ces questions découle d'abord du montage juridique et financier très particulier. Il est le socle indispensable de la gouvernance partagée.

Pour l'achat des terrains, le groupe s'était initialement constitué en Société Civile Immobilière (SCI). Puis en 2015, il a pris la décision de devenir une Société par Actions Simplifiées (SAS) coopérative à but non lucratif. *« 29 adultes ont créé une trentième personne morale qui est une société coopérative et qui possède les murs et les terres »* résume Raphaël. Le principal argument en faveur de cette transformation est d'inscrire le principe « 1 personne = 1 voix » dans les fondements de l'organisation. *« Contrairement à la SCI où le pouvoir est proportionnel à l'apport financier et où l'objectif est de faire fructifier un capital, nous avons décorrélé le montant des parts du nombre de voix,* explique Raphaël : *chacun a une voix, qu'il ait investi 10 000 euros ou 300 000 euros. Cela affiche clairement la vocation désintéressée du projet ».* Notons que tous les habitants sont également coopérateurs : ils ont investi une somme à partir de 10 000 euros, mais la moyenne est de 94 000 euros. Néanmoins les coopérateurs ne représentent « que » 40% du budget total du projet : 4,5 millions d'euros. Le reste est financé par une quarantaine de partenaires et amis investisseurs qui n'habitent pas sur place (ils totalisent 1,2 millions d'investissement) et par des subventions (cf. encadré chiffres). Enfin, ajoutons que le statut de SAS coopérative permet aussi à Écoravie d'avoir une activité économique, notamment la production et la revente d'électricité renouvelable.

L'écohameau : un bien commun ?

Écoravie dépasse donc les ambitions de la plupart des autres coopératives d'habitants et s'inscrit dans un projet d'intérêt général. Sa structure a été imaginée pour atteindre un objectif ambitieux : faire de cet écohameau un « bien commun », un habitat qui s'appartient à lui-même (à la coopérative) plutôt qu'à aucune personne privée sujette à la convoitise et tentée par l'augmentation des loyers. À terme, les habitants devraient pouvoir intégrer l'écohameau sans apport financier initial. Un avantage pour les petits budgets, qui ont déjà accès au lieu à partir d'un investissement très raisonnable (10 000 €), et que complètent les économies réalisées grâce aux équipements (eau, électricité…) et aux mutualisations décrites plus haut. Les Écoravissants concrétisent donc leur lutte contre la spéculation immobilière et pour un accès plus démocratique aux logements écologiques. En l'absence de propriétaires, les décisions liées à la vie de ces habitations (choix des locataires, réparations, aménagements, etc.) sont prises par les habitants [lire l'article 2]. Ils gèrent eux-mêmes leur lieu de vie et prennent les décisions parce qu'ils habitent l'écohameau, et non parce qu'ils en ont la propriété. Autrement dit, ici le droit d'usage remplace la propriété. Puis quand ils partent, les ex-habitants n'ont plus de pouvoir, même s'ils laissent leurs parts sociales.

D'un point de vue juridique, les statuts sont en cohérence avec cette philosophie et rendent possible sa mise en pratique : la société Écoravie, a ceci de particulier qu'elle est une société à but non lucratif : 100 % des bénéfices sont placés dans des réserves impartageables (pas de distribution de dividendes). Les parts sociales ne sont donc ni rémunérées ni revalorisées dans le temps : chaque habitant repart (s'il le souhaite) avec les apports financiers qu'il a versés, il ne fait aucune plus-value. Le président, tiré au sort, est renouvelé régulièrement et a seulement un rôle de représentation ; il exerce ses fonctions à titre gratuit. Enfin, d'un point de vue financier, il s'agit, à terme, pour la société de rembourser tout l'argent qui a été nécessaire à la construction, y compris aux habitants. Une partie du loyer des habitants est destinée à constituer une réserve à cet effet. Ce remboursement s'effectue donc sur le long terme, afin qu'au bout d'un certain nombre d'années la société n'ait plus aucune dette vis-à-vis d'une quelconque personne privée

Sous contrôle

Les descriptions que je viens de faire montrent un aspect essentiel de ce projet : rien n'y est laissé au hasard, tout est conçu avec le souci du détail, porté par une forte ambition et en s'appuyant sur une technique, des méthodes précises suivies par tous, notamment pour la gouvernance et l'organisation. Du reste, les Écoravissants font fréquemment appel à un expert, pour des sujets aussi variés que l'intelligence collective, l'agriculture ou l'architecture. Rien n'échappe aux tableaux Excel, depuis les relations humaines jusqu'aux travaux. Ce fonctionnement nécessite beaucoup de discipline, un profond engagement de chacun, et de nombreuses et longues réunions pour éclairer la moindre zone de floue ou de confusion. *« Quelqu'un avait pour habitude de glisser des plaisanteries pendant les échanges et ça déconcentrait tout le monde ; on lui a fait comprendre qu'il valait mieux éviter »* se souvient une habitante, dévoilant le versant austère de cette communauté.

Cette obsession de la maîtrise de l'objectif commun distingue ce lieu de bien d'autres communautés rencontrées, souvent orientées vers une utopie, qu'elle soit politique, sociale, spirituelle, religieuse… Cette ambiance studieuse et formatée, ce côté « premier de la classe » paraîtra tiède et terne à ceux qui aiment sentir le vent de l'aventure, la rugosité de la lutte ou une communion politique ou spirituelle. Néanmoins la taille du projet, son état d'avancement, la réussite des différentes étapes et l'ambiance apaisée attestent de l'efficacité de la méthode. Le grain de folie qui manque ici est parfois, ailleurs, le grain de sable qui grippe les meilleurs rouages, la source des malentendus, des désaccords et des conflits, qui peuvent doucher les élans des débuts. Peut-être que la réussite d'un écolieu est une aventure moins romantique et excitante, moins spectaculaire, qu'on se l'imagine ? Une chose est sûre, les Écoravissants semblent goûter un bonheur serein et la satisfaction d'incarner une alternative sans dogmatisme, accessible à un large public.

La mécanique **des relations**

4.2 Écoravie

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

La scène se passe lors d'une réunion délicate où il est question d'un chantier en cours. Pourtant le jargon technique utilisé ne relève pas du BTP mais du lexique de l'intelligence collective. *« C'est un ressenti ou une tension que tu exprimes ? »* demande un participant. La question reste sans réponse ; manifestement il s'agit d'une tension. *« Bon, bah, on fait une GPC (Gestion Par Consentement) ? »* reprend l'animateur. Quelques minutes de discussion plus tard, le problème est réglé *« OK, tension levée ! »*, déclare-t-il sommairement. J'ai l'impression qu'il va ajouter *« rompez ! »* tant le processus est cadré et l'assemblée (une dizaine d'habitants d'Écoravie) concentrée. Le recours à ce formalisme pour une simple animation de réunion peut sembler excessif. En réalité, il s'avère essentiel.

Si de nombreux facteurs contribuent à pérenniser une telle communauté (bientôt 40 personnes dans 19 logements – lire l'article 1), l'un d'entre eux est plus déterminant que les autres : la gouvernance, le soin apporté aux relations. Notre « Tour de France des Écolieux » confirme l'importance de cet aspect partout, pour le pire – quand un groupe se déchire, et ce n'est pas rare – ou le meilleur, comme ici.

« J'ai mal dormi »

L'expérience d'Écoravie montre que donner toute la place nécessaire à la gouvernance suppose une méthode précise et la pratique inlassable de rituels dans les prises de décisions. Ils sont le résultat d'un dispositif sur mesure conçu par une association experte (l'Université Du Nous), basé sur la sociocratie. Ce mode de gouvernance partagée responsabilise tous les acteurs et répartit la prise de décision sur l'ensemble du collectif. La Gestion Par Consentement, évoquée plus haut, est l'un des outils clé de cette méthode. Il s'agit d'un processus qui ne se termine que lorsqu'une proposition ne rencontre plus d'objections. Cet aboutissement découle d'un enchaînement d'étapes qui consiste notamment à mettre chacun en position d'exprimer librement sa pensée, en sécurité et sans crainte de représailles.

Le rituel introductif de chaque réunion est une description de la météo intérieure des participants : chacun décrit son état du moment. Cette étape installe une atmosphère sécurisante, conviviale, voire intime pour tous. *« J'ai mal dormi »*, affirme l'un ; *« J'ai bien aimé le chantier participatif »*, raconte l'autre, *« Je suis encore choqué par la séparation de ma sœur et de son conjoint »*, confie un troisième. Mais déjà la rigueur de l'exercice est présente : les prises de paroles sont courtes, personne ne pose de questions, on croirait entendre couler le sablier.

Puis la réunion se poursuit, enchaînant les sujets, les débats. On analyse en profondeur les éventuelles objections, pour enfin les traiter avec sincérité, précision et justesse. Un participant qui amorce une digression est soudain ramené au sujet un peu sèchement. Cela fait partie du jeu, et chacun l'accepte.

Au milieu des échanges, un autre déclare à propos d'une décision désagréable à prendre envers un voisin et ami présent autour de la table : *« Humainement ça me fait chier, mais dans mon rôle je dois le faire. »* Tout est dit. Parfois un coup de gong retentit, qui invite à un instant de silence. Ce rituel intervient lorsque l'émotion est forte, ou peut le devenir. Chacun se fige, respire profondément, ferme les yeux. Puis les discussions reprennent tambour battant. À l'issue des prises de décision, chacun se relâche enfin comme s'il venait de franchir une ligne d'arrivée. *« On sort parfois rincé »*, confie l'animateur après coup. Mais chacun repart avec une feuille de route solide et sans ambiguïté.

Formations et initiations à tous les étages

Ce processus est indéniablement chronophage, j'ai pu le constater en voyant la cadence et la durée des réunions parfois tardive en soirée. Et personne n'y échappe. Tous les habitants sont impliqués au minimum dans deux des différents cercles thématiques (se loger, se gérer, se nourrir, se relier, se vivre), sachant que ceux-ci se déclinent aussi en sous-cercles. Les « Écoravissants » assistent rarement à moins d'une réunion par semaine, et souvent bien davantage. Outre ces réunions thématiques, un représentant de chaque cercle participe au cercle central, appelé « le cœur », qui détermine l'ordre du jour du Conseil d'Administration de la coopérative, une fois toutes les six semaines. Le cœur effectue la coordination transversale des différents cercles thématiques. Ses membres décident notamment de ce sur quoi les différents cercles peuvent prendre des

décisions autonomes et ce qui nécessite l'approbation du cercle central.

Cette chaîne de décisions et en particulier l'animation des réunions est prise en charge par un groupe d'habitants (le « jardin des facilitateurs »), qui se forme continuellement à la facilitation. Au-delà de ce groupe, l'essentiel des habitants est initié à la Communication Non Violente. *« C'est quasi obligatoire,* témoigne Claire, l'une des cofondatrices d'Écoravie. *Un jour quelqu'un qui voulait s'installer nous a dit qu'il avait mieux à faire. On lui a fait comprendre que c'est une condition sine qua non. »* poursuit-elle. Bien sûr ces règles reposent sur des valeurs partagées dont une forte adhésion à la nécessité de prendre soin des relations humaines. Ici *« personne n'a raison,* explique une habitante, *chacun a son point de vue. Nous n'avons de pire ennemi que nous-même. Chacun est au service du projet. »* Vraiment ? Ou bien est-ce un vœu pieux ? Dans la réalité, nombreux sont ceux qui se posent régulièrement la question de ce qu'ils peuvent faire pour aider la communauté. Comme ce père qui va à la piscine municipale une fois par semaine avec son enfant et a proposé d'emmener tous les jeunes qui le souhaitent. Un exemple parmi d'autres. Une aubaine pour certains parents qui ont besoin de temps !

Du nombre vient la résilience

Le bon fonctionnement d'une telle micro-société repose aussi sur son effectif important : *« Dans un habitat participatif avec seulement quatre ou cinq familles, si plusieurs personnes pètent un plomb en même temps, le lieu s'écroule,* explique Fred, l'un des piliers de l'éco-hameau. *Je l'ai constaté dans un écolieu où plusieurs couples éclataient en même temps, entraînant tout le projet dans leur chute ».* Ici le collectif absorbe mieux les crises, comme s'il avait dépassé une taille critique – difficile à préciser – au-delà de laquelle les dysfonctionnements sont en partie absorbés par une forme de stabilité relationnelle où la volonté de pérennité et d'apaisement du plus grand nombre s'impose. Le corollaire de cela, dans un collectif important, est sans doute la nécessité de mettre en œuvre des règles et une gouvernance assez strictes. *« Cette volonté d'apaisement se manifeste parfois très concrètement,* ajoute Fred : *un jour l'un d'entre nous a déclaré à tous qu'il était en grande détresse. Il broyait du noir et se faisait des films. Il a implicitement fait appel au groupe, qui s'est mobilisé pour le soutenir. Immédiatement, quinze personnes ont consacré une soirée pour l'écouter et l'aider,* raconte-t-il. *Le lendemain il allait beaucoup mieux ! »*

Pour autant, en dépit de son nom aux accents de béatitude, Écoravie n'est pas un « Shangri La », un paradis où tout le monde s'aime, pas plus que la sociocratie n'est pas une baguette magique. Des désaccords persistent, que seules plusieurs réunions parviendront à dénouer. Incompatibilités d'humeur, malentendus, égos envahissants, tensions autour de l'implication bénévole à plusieurs vitesses, désaccords philosophiques autour de la décroissance : ici, les querelles et les souvenirs douloureux font aussi partie de l'histoire du lieu. Le hameau se souvient par exemple du passage d'un coopérateur très directif. *« Dans un premier temps, il a été très serviable et utile dans bien des domaines,* se souvient Claire. *Puis, lorsque certaines de ses préférences n'ont pas été suivies, il s'est braqué et ingénié à freiner tout le dispositif. C'est devenu insupportable. Il se trouve que nous venions alors de créer un protocole d'exclusion, après avoir longtemps vécu sans. Cela a été bien utile à ce moment-là : il s'est fait exclure. »*, raconte-t-elle. Les pires conséquences – comme un schisme au sein du groupe, par exemple – sont donc jusqu'à maintenant évitées par cette continuité entre des valeurs communes et un outil méthodique rigoureux pour les concrétiser. Du reste, le succès de cette démarche est bien concret : les places se libèrent rarement et les candidats sont nombreux. Chacun sait que ce défi humain, âpre et parfois ingrat, loin de l'image romantique des écolieux, est une clé indispensable pour pérenniser un projet. Au fil de l'histoire des écolieux, l'idée selon laquelle les intentions communes créent forcément des relations durables et harmonieuses a fait long feu. Autant accepter cette limite humaine et mettre toutes les chances de son côté ! ●

Radiographie d'Écoravie

HABITANTS

- Actuellement **12 logements** sont habités par **17 adultes** et **14 enfants**.
- À terme, l'écohameau comportera **19 logements** dans trois bâtiments occupés par une quarantaine d'habitants.

SURFACE

- La **Surface Utile d'Habitation** actuelle est de 1700 m² dont les 2/3 déjà achevés et 1/3 à terminer d'ici l'été 2021.
- Ici, pas de gaz ni de fioul, le chauffage est assuré par des **énergies renouvelables** (biomasse, solaire, éolien) en première intention et le chauffage électrique n'est qu'un appoint.
- L'eau chaude sanitaire **solaire** est obligatoire.

COÛT DES CONSTRUCTIONS

- **Coût total :** 4,5 millions d'euros tout compris (terrain, architectes, frais, constructions et maison commune),
- **Coût au mètre carré :** 2 500 € (légèrement supérieure au prix moyen du marché local actuel, mais pour une qualité bien supérieure !)
- Le prix de revient d'un appartement de 80m² habitable +18m² de terrasse et 18m² de véranda est de 260 000 € (cela inclut la quote part du terrain, des communs, des frais, etc.)
- Le prix de revient d'un appartement de 50m2 est de 190 000 €.

SOURCES DE FINANCEMENT

- **Apport des habitants :** 40% du budget avec des apports variés allant de 10 000 € à 300 000 €
- **Prêts :** 500 000 € de prêt à taux zéro
- **Subventions :**
  - 250 000 € sont donnés par les Caisses de retraite (CARSAT et RSI) qui cofinancent les logements dédiés aux seniors (8 appartements sur 19 sont accessibles sans marche),
  - 45 000 € par la Fondation de France,
  - Environ 100 000 € accordés par la Région pour les installations solaires thermiques et photovoltaïques,
  - Investisseurs solidaires, non habitants : une quarantaine de personnes apportent au total, sous forme de prêt, 1,2M€.

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

- La consommation de sept foyers à Écoravie est aussi élevée que celle d'un seul foyer dans la même commune (Dieulefit).

PRODUCTION ÉLECTRIQUE

- Les toitures sud sont recouvertes de **550 m² de panneaux photovoltaïques**. Une part de la toiture photovoltaïque est réservée à l'auto-consommation et l'autre alimente le réseau.

ÉCONOMIES D'EAU

- La consommation est **3 fois moins importante** que la moyenne nationale.

FRAIS

- Une fois additionnés, l'eau, l'électricité, la connexion internet, la taxe foncière, le ramassage des ordures ménagères et les frais de gestion de l'écohameau coûtent 87 € par mois pour un célibataire et 130 € pour une famille.

BÉNÉVOLAT

- Pour les **chantiers participatifs** de construction des bâtiments, le bénévolat extérieur a représenté sur l'année écoulée 1 869 heures de travail.

SALARIAT

- La SAS emploie trois Equivalent Temps Plein (ETP).

Un écovillage pour **petits** et **grands**

Écolectif **5.1**

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

En Haute-Garonne, entre Toulouse et Tarbes, se trouve un éco-hameau dont l'approche est profondément sobre et décroissante. Si l'on y croise autant d'adultes que d'enfants, c'est parce qu'on y cultive un mode de vie autonome dans lequel l'apprentissage se conçoit tout au long de la vie. Après dix ans d'existence, le lieu séduit de plus en plus de monde.

Sandra et Bertrand sont arrivés ici via la sœur d'une amie. Ce couple d'architectes a récemment « basculé » d'une vie stable en métropoles, à Paris puis à Lille, pour privilégier une existence plus collective et proche de la nature, en famille, avec Alban et Gabin, leurs deux garçons âgés de 12 et 10 ans.

Après trois jours de découverte en février 2020, ils sont revenus dix jours en juin et viennent d'achever un nouveau séjour de trois semaines l'hiver dernier. Apparemment, la greffe a pris… *« Ces trois semaines ont été très nourrissantes, je me sens sur mon chemin, pleine de gratitude d'être ici,* témoigne Sandra au cours d'un cercle de paroles. *Je trouve bizarre maintenant qu'il y ait d'autres façons de vivre que celle-ci ».* Bertrand poursuit : *« Je sens une ouverture en moi et ça me conforte : j'ai ma place ici ! Je ne peux plus vivre dans mon ancienne vie et si j'ai encore quelques doutes, je vais travailler dessus pour avancer ».*

Une écologie relationnelle

Le couple réitère auprès du groupe sa demande de parcours en inclusion [lire notre encadré] : ils ont visité d'autres lieux, mais Écolectif leur plaît pour l'organisation de son site, son mode d'habitat, sa considération pour les enfants, sa gouvernance, ses modalités d'échanges et de communication.

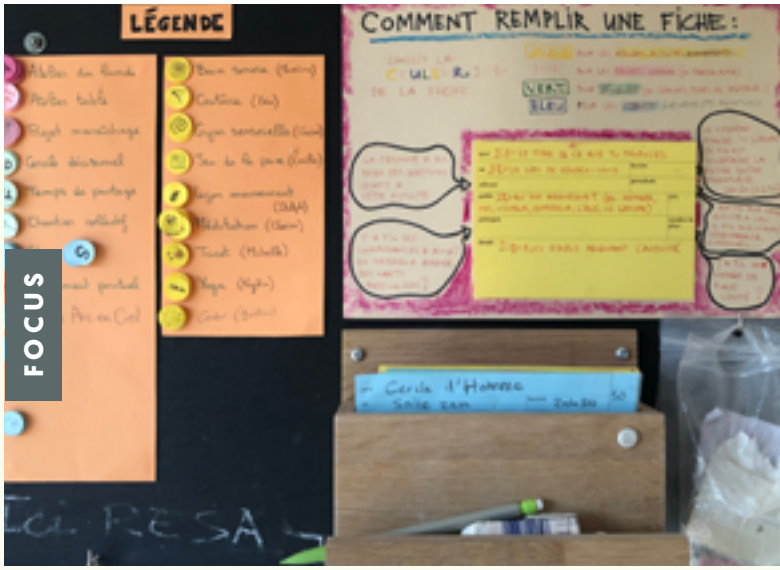
Quand la dynamique d'Écolectif est lancée au printemps 2009, les cofondateurs posent l'intention de créer un village pour élever petits et grands. Aujourd'hui, 22 adultes et 18 enfants y vivent, là où ils n'étaient que 11 adultes et 5 enfants lors de l'acquisition des 37 hectares de terrain, en avril 2012. Si certains ont toujours évolué dans le monde alternatif, volontairement décroissant, d'autres ont eu une vie classique avant de s'engager sur un chemin de sobriété. Tous, ou presque, sont arrivés ici par les réseaux de l'instruction en famille. Manu, auparavant chercheur en biologie, et Béa, ostéopathe, en ont entendu parler lorsqu'ils ont déscolarisé l'aînée de leurs trois enfants : *« On a connu une bascule avec le film Être et Devenir, de Clara Bellar. L'instruction en famille est le motif principal de notre installation ici »* indique Manu, devenu éleveur d'alpagas. *« Nous étions loin d'être décroissants, c'est venu après, comme une évidence ».* Pour Bertrand Chereau, un ancien d'Écolectif qui a maintenant créé son propre écolieu, *« il est plus simple d'assumer et de pratiquer l'école à la maison dans un environnement favorable, où chaque adulte devient acteur de l'apprentissage. Dans les premières années de sa vie, notre aînée a été élevée par vingt adultes et vingt enfants ! »*

> **« On a connu une bascule avec le film Être et Devenir, de Clara Bellar. L'instruction en famille est le motif principal de notre installation ici. »**

Laisser libre cours

Aussi les enfants sont-ils, sous la responsabilité de leurs parents, libres d'organiser leur journée comme ils le souhaitent : en totale autonomie, ils se déplacent souvent sans être accompagnés d'un adulte, s'amusent – ou s'ennuient – entre eux dans les parties communes. *« On doit prendre rendez-vous avec Oscar pour le voir ! À bientôt 8 ans, il vient manger et dormir avec nous, mais le reste du temps il est avec ses copains et sait demander du soutien à un adulte s'il a besoin »* ironise Delphine, auparavant médecin, installée ici depuis peu dans une caravane avec son mari Gawen, ancien ingénieur, et leurs trois enfants. Si l'arrivée de son dernier, Yanis, né à Écolectif durant l'été 2020, lui donne la sensation d'avoir un peu négligé les temps d'encadrement de son aîné, elle se rattrape avec l'arrivée de l'hiver et les matinées au coin du poêle pour répondre à ses besoins : *« J'essaye de ne pas avoir d'attente, on se cale sur son rythme naturel »*, explique-t-elle.

Chez Manu et Béa, les temps d'apprentissage formels (maths et français, notamment) sont menés le matin : *« Nous n'avons pas abandonné toute forme d'autorité sur nos enfants et gardons un minimum de cadre »*, assure Manu, là où Astrid et Maxime (parents de Luvé, 9 ans) défendent un apprentissage totalement libre et autonome. *« Je suis un adepte du 'unschooling' : je n'apporte pas un apprentissage s'il n'est pas demandé »* relève ainsi Maxime, pour qui il est plus logique d'apprendre les choses dont on a besoin quand cela se révèle nécessaire. *« Pourquoi réduire les apprentissages au milieu scolaire ? La vie n'est-elle pas un apprentissage permanent ? »* interroge-t-il, critique à l'égard du rythme imposé par l'école, *« par la hiérarchie entre profs et élèves, le formatage sociétal, les influences de la société en termes d'écrans, de jeux, de rapports filles-garçons… »*.



FOCUS

Un **parcours d'inclusion** progressif

Depuis 2019, Écolectif attire de plus en plus de personnes. Avant de s'y rendre, il est préférable de s'assurer que ce lieu correspond bien à ses attentes (il n'y a pas d'école alternative sur le site, pas de quoi construire une maison, pas de ville à proximité). Si cela convient, les journées d'accueil permettent de découvrir le lieu, de comprendre son fonctionnement et rencontrer ses habitants.

Le parcours d'inclusion s'effectue, lui, en plusieurs étapes : réaliser plusieurs séjours afin d'expérimenter la vie sur place, avant de formuler une demande pour intégrer le lieu. Si la demande est validée en cercle, on devient "Membre en parcours d'inclusion" (MPI). Durant quatre mois à un an et demi, le MPI peut ainsi tester la solidité de son engagement sur place et sa capacité d'intégration avec le reste du groupe. Il arrive qu'un MPI abandonne sa demande (se rendant compte, par exemple, du temps conséquent pris par le collectif dans le rythme de vie du groupe), ou qu'un membre d'Écolectif en fasse la demande.

Lorsque le MPI se sent prêt, il fait une demande qui est alors discutée lors d'un cercle de transparence : MPI et Écolectiviens y partagent les sujets personnels délicats (d'ordre matériel, juridique, affectif, financier, familial, de santé…) pouvant avoir un impact sur la vie du groupe. Un délai de deux semaines est alors respecté avant que le cercle d'inclusion valide définitivement l'intégration du nouveau membre dans le collectif.

Actuellement, deux familles sont en parcours d'inclusion, représentant quatre adultes et cinq enfants. Deux autres familles viennent de formuler une demande de parcours (quatre adultes et quatre enfants). Du fait de leur agrandissement, plusieurs "Écolectiviens" reconnaissent que les parcours sont moins fluides qu'ils ne l'étaient il y a quelques années.

Dans cette logique, les enfants participent aux activités du lieu si cela leur fait envie : *« les travaux manuels - tricot, arts plastiques, maraîchage, cuisine, boulangerie - sont autant d'apprentissages informels auxquels ils sont libres de venir »*, souligne Astrid. Une fois par semaine, une sortie est organisée par quelques membres dans la forêt environnante, et certains ont en plus des activités sportives à l'extérieur. Régulièrement, comme cela est prévu par les textes de loi, des inspecteurs de l'éducation nationale évaluent le niveau des enfants : *« Les inspecteurs comprennent notre démarche, ils savent que les enfants apprennent différemment »*, précise Astrid. Leur venue les inquiète moins que les récentes déclarations d'Emmanuel Macron accusant ce mode d'instruction de faire le berceau du radicalisme islamique. En novembre 2020 d'ailleurs, la majorité d'Écolectif est allée manifester à Toulouse pour défendre l'instruction en famille. C'est la première fois que les membres de ce lieu manifestaient ainsi. Joachim, papa d'un enfant de 7 ans, a même réalisé des vidéos sur youtube pour faire entendre son point de vue. Pour lui, cette liberté ne doit pas être touchée. *« Je ne veux plus hypothéquer l'avenir de mes enfants pour gagner du temps et un confort lourd de conséquences. Je ne vois pas comment on peut accepter de vivre sans protéger leur avenir »*. Par un mode de vie simple et écologique, les "Ecolectiviens" cherchent à limiter au maximum l'empreinte de leurs activités sur l'environnement. Pour eux, être radical se comprend comme le fait d'aller aux racines du vivant, dans le respect des besoins fondamentaux de chacun. Ni plus, ni moins.

> **“Les inspecteurs comprennent notre démarche, ils savent que les enfants apprennent différemment”**

Écolectif 5.2

Habiter léger : une vie libre, mais lourde d'incertitudes

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

À Écolectif, la majorité des membres permanents vivent dans des yourtes, une famille en caravane augmentée, d'autres dans des cabanes. Ces habitats dits légers, installés sans autorisation, ont généré une certaine précarité administrative. Aujourd'hui, ils sont tolérés par la commune et la sous-préfecture, dans l'attente du lancement du prochain Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUI) qui, d'ici fin 2021, devrait enfin les prendre en compte.

Il y a un côté « cocon » à vivre dans une yourte. C'est rond, englobant et ouvert à la fois. *« Pour moi c'est une révélation »*, témoigne Sandra. *« Quand on est au centre, on retrouve sa place, son axe »* , ajoute-t-elle, bien décidée à adopter ce type d'habitat à l'avenir.

Une vie sans empreinte, ou presque

Ici, tout le monde ou presque a choisi ce mode d'habitation : *« Ça me donne une sensation de paix d'être dans un espace rond, et je ne me sens pas isolée de l'extérieur »*, se félicite pour sa part Isabel, qui a opté il y a douze ans pour une yourte traditionnelle mongole d'occasion, aménagée en différents espaces (cuisine, chambre, chambre d'amis, bureau, atelier). *« L'aspect circulaire recentre sur la famille nucléaire »*, ajoute Manu qui, avec Béa et leurs trois enfants, habitait auparavant dans une maison de 200 m^2. *« Le fait de tout avoir à portée de main et de vue m'apaise. Si on entasse trop d'affaires, ça nous rappelle tout de suite notre exigence de sobriété »*, note celui qui a ajouté à la yourte un petit chalet pour les enfants et une chambre bâtie en terre-paille pour Béa et lui.

Si ce type d'habitat n'est pas très onéreux (de 10 000 à 20 000 euros en moyenne) et facile à installer (compter deux à trois jours), il n'a pas que des avantages. *« D'un point de vue thermique, il n'est guère efficace. En outre, il faut assez régulièrement changer la toile et veiller au cordage, dont l'usure est assez rapide »*, souligne Joachim, en précisant qu'un bon emplacement de baie vitrée permet de rapidement faire monter la température quand le temps est ensoleillé. *« Parfois, cela peut m'angoisser si les intempéries sont trop fortes »*, confie Isabel, qui récemment a dû sortir de nuit sous une pluie battante afin de libérer une rigole bouchée autour de la yourte, pour éviter l'inondation. D'autres insistent sur les nouvelles habitudes à adopter : toilettes sèches en extérieur, optimisation du poêle pour le chauffage et la cuisson, arrivée d'eau et d'électricité inexistantes ou volontairement limitées…

> **« Le fait de tout avoir à portée de main et de vue m'apaise »**

FOCUS

Les Belges montrent l'exemple

En Belgique, le Réseau brabançon pour le droit au logement (RBDL) s'est emparé de la question de l'habitat léger dès 2013. En 2018, une étude distingue les freins juridiques limitant le développement de l'habitat léger et les leviers qui contribuent à son épanouissement. Ce travail a mené le Code wallon du logement à intégrer une définition de l'habitation légère le 30 avril 2019, ce qui constitue une véritable avancée pour les habitants concernés. Pour Vincent Wattiez, animateur au Centre Culturel du Brabant Wallon et du RBDL, « ce travail mené en concertation avec les différents types d'usagers de l'habitat léger – des gens en zones de loisir aux écolos, en passant par les autonomistes –, nous a permis de remporter une bataille culturelle, validée par la loi. L'intitulé « Code wallon du logement et de l'habitat durable » a été remplacé par l'intitulé « Code wallon de l'habitation durable ». Maintenant, leur seconde étape est de travailler sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme afin de mieux intégrer ces formes plus écologiques et collectives d'habitat.

Des flous juridiques

Il reste que le principal inconvénient demeure l'illégalité de ce type d'installations dans la commune. L'illégalité, ou plutôt l'absence d'un cadre réglementaire clair et rassurant. *« Lors de notre arrivée, le maire était favorable à notre installation et nous avait intégrés dans le PLU en cours de création. Entre temps a été publiée la loi ALUR, puis le PLU communal a été abandonné, nous laissant dans l'incertitude pendant plusieurs années »*, explique Isabel. Pour Manu, cette instabilité est « un caillou dans la chaussure », une menace avec laquelle il a fallu apprendre à vivre, même si les relations ne sont pas mauvaises et qu'une tolérance est accordée au lieu : *« La DDT [Direction Départementale des Territoires, ndlr] passait tous les trois ans, faisait un rapport de tout ce qui avait été installé sans autorisation et nous attendions la prochaine visite pour savoir si nous devions modifier nos habitats »*, reconnaît encore Isabel, discrète à ce sujet, mais plutôt rassurée de savoir que la communauté de communes travaille depuis peu à un PLUI : *« nous avons reçu un courrier officiel nous informant que notre projet serait intégré dans la concertation préalable à l'élaboration du nouveau PLUI. En contrepartie, nous nous engageons à ne plus rien installer sans autorisation d'ici là. C'est dur d'attendre plusieurs années, en particulier pour ceux qui ont des enfants mais c'est une très bonne nouvelle pour le collectif »*.

> **“ Cette instabilité est « un caillou dans la chaussure », une menace avec laquelle il a fallu apprendre à vivre ”**

En réalité, cette question du cadre règlementaire de l'habitat léger est la même partout en France : nombre de municipalités considèrent les habitats légers comme des constructions immobilières, mais sans permis ni taxe. Si la loi ALUR de 2015 a assoupli les règles des PLU en ouvrant la possibilité d'installer ce type d'habitat sur des zones agricoles ou naturelles au sein des “Sites de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée” (STECAL), la loi Engagement et Mobilité de 2019 permet aux maires de sanctionner, sans contrôle du juge, les installations non autorisées d'une amende pouvant aller jusqu'à 500 € par jour.

FOCUS

Habitats légers : ce que dit la loi

La loi ALUR comprend un volet sur les habitats dits « alternatifs », légers ou démontables. Elle astreint les yourtes à une autorisation d'urbanisme. Mais elle prévoit aussi la possibilité pour les communes de créer des Sites de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (STECAL) en zone inconstructible, ce qui permet l'implantation de résidences démontables même lorsqu'il s'agit de l'habitat principal pour leurs utilisateurs. Ces STECAL peuvent être indépendants vis à vis des réseaux. Ils peuvent être créés lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ou par modification de celui-ci.

Un esprit d'ouverture

Pour Xavier Gisserot, directeur de l'association Hameaux Légers, il faut d'abord changer les imaginaires : *« On préfère parler d'habitat « réversible », car « léger » rime pour beaucoup avec précarité. Or, la réalité est assez différente. Il existe une grande diversité d'habitats et de plus en plus de gens qui font ce choix, souvent par conviction écologique et loin des clichés habituels de marginaux »*. Depuis 2019, sa structure accompagne des collectifs désireux de s'installer ainsi, et les met en relation avec des propriétaires désireux de les accueillir. Forte de 1000 membres, l'association a déjà organisé plus d'une centaine d'événements pour informer aussi bien sur le cadre juridique que sur les aspects techniques. *« Les élus et leurs services techniques connaissent mal le cadre réglementaire de l'habitat léger et ne l'intègrent pas dans les plans d'urbanisme. L'immense majorité des installations se fait donc hors du cadre. Si la plupart d'entre elles sont tolérées par des élus compréhensifs, bon nombre de personnes vivent dans la peur d'être délogées. Nous voulons permettre à celles qui le désirent de s'installer légalement pour plus de sérénité »*, explique Xavier Gisserot.

Cette méconnaissance réglementaire ne permet pas non plus de donner une visibilité sur l'importance du phénomène en France, sur combien de personnes vivent dans ces types d'habitats : un rapport parlementaire publié en 2010 estime que 250 000 français auraient fait ce choix, dont 150 000 en camping à l'année, bien souvent par manque de moyens. L'association Hameaux Légers œuvre à la démocratisation de logements réversibles à travers des projets collectifs d'habitat participatif très accessibles financièrement, en collaboration avec des propriétaires privés ou publics mettant leur terrain à disposition par un bail emphytéotique. *« Ce type de bail permet au collectif de ne pas avoir à acheter de terrain constructible, que la spéculation immobilière a rendu beaucoup trop chers, mais de le louer à très long terme (jusqu'à 99 ans) avec une charte garantissant son utilisation écologique et solidaire. »* Pour Hameaux Légers, la combinaison de l'habitat réversible et du bail emphytéotique permettra demain à ceux qui n'ont pas les moyens, notamment les plus jeunes ou les agriculteurs, d'accéder à la propriété d'un logement choisi tout en protégeant la terre de la spéculation et de la bétonnisation. Et, en levant la barrière du logement, de nombreuses activités et installations peuvent dès lors se réaliser.

> **« Le bail emphytéotique permet de ne pas avoir à acheter de terrain constructible, mais de le louer à très long terme »**

ESPACE, BÂTIMENTS, LOGEMENTS, BUREAUX

- **Un corps de ferme** - longue bâtisse de 980 m² rénovée avec des matériaux biosourcés - pour les personnes en long-séjour, l'épicerie et l'atelier de filage. S'y trouvent aussi des espaces partagés : cuisine, buanderie, salle de musique, bibliothèque, salle dédiée aux jeux de société et à la peinture, salle polyvalente, espace de coworking, salle de yoga et méditation, grande salle de bain. Sans oublier une immense salle de fête, pour les stages ou pour les spectacles.
- Des **toilettes sèches** à l'extérieur.
- Une **« fabriquerie »** pour transformer les récoltes du potager ou pour la préparation du pain.
- Un **cabinet de soins**.

LES BIENS

- Sur le site se trouve une **ressourcerie** réservée aux membres. La réparation, l'échange et le troc font partie des habitudes à Écolectif.
- Dans l'espace de **coworking** : une box internet partagée, avec câbles, téléphones et imprimante.
- Aucun produit d'entretien chimique n'est utilisé sur le site.
- **Deux machines à laver** semi-professionnelles achetées collectivement, la lessive est à base de lierre.
- Plusieurs outils sont partagés, tels la scie radiale ou les outils de maraîchage.
- Les voitures sont partagées, en gestion commune.

BUDGET

- En 2009, le collectif a acquis 37 hectares pour un montant total de **500 000 €**. Le groupe fondateur a réuni 230 000 € et a trouvé la somme restante auprès de la société de Michel Valentin (MV Finances), fondateur de l'écocentre des Amanins, et donc copropriétaire de la SCI Écolectif.
- Chaque adulte qui arrive sur le site doit verser **12 500 €** à la SCI, sous la forme d'un prêt à taux zéro, récupéré quand on quitte le lieu.
  Les membres sont locataires, cogestionnaires et co-prêteurs de la SCI. Chaque adulte paye un loyer (50 € pour les habitants en yourte, 100 € pour les maisons). Les charges sont de 20 € par adulte et 10 € par enfant.

Radiographie d'Écolectif

ALIMENTATION

- **90% des fruits et légumes** consommés sont produits sur place - ceux qui les cultivent tiennent à jour un tableau qui indique le nombre d'heures de travail. Ces heures sont troquées contre les denrées alimentaires récoltées ou transformées.
- La production du site est complétée par des achats à la Biocoop ou au marché local. Il y a aussi deux systèmes d'**achats groupés**, des cueillettes de fruits bio en gros en vente directe.
- Je n'ai vu personne consommer d'alcool, de café ou de tabac sur le site. On m'a confirmé que ces denrées peuvent être vues comme addictives, elles ne sont pas interdites pour autant, mais peu adaptées au **mode de vie décroissant**.

TRANSPORT

- Les déplacements sont r**éduits au minimum**, sont privilégiés le covoiturage, le vélo, un peu de bus-train, et très rarement l'avion (certains ont de la famille en Norvège).
- La personne qui se déplace le plus loin régulièrement va au travail en bus (200 km AR, deux heures aller et deux heures retour !), en comptant une partie de ce temps dans son temps de travail.

TRAVAIL ET TEMPS COLLECTIF

- Le temps de travail rémunéré est choisi selon le salaire obtenu et le temps restant pour effectuer les tâches de la vie quotidienne.
- Les temps de travail, de vie relationnelle, collective et les loisirs sont très intriqués. Chaque membre est investi dans une ou plusieurs commissions (maraîchage, ménage des parties communes, etc.). Ce temps pour le collectif évolue entre 3h à 8h par personne et par semaine.

Enquête

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Le bénévolat en écolieux : entre **force**,**tabou**, et **nécessité**

Les écolieux et les tiers-lieux ont besoin de bénévoles. Et c'est réciproque ! Mais les attentes sont-elles satisfaites de part et d'autre ? Comment cette aide est-elle accueillie et gérée ? Les porteurs de projet sont, eux aussi, bénévoles pour la plupart : comment, en interne, équilibrer le temps consacré par chacun, pour une bonne équité au sein de la communauté ? Au-delà, le bénévolat est-il toujours légal et comment s'accorde-t-il avec le droit du travail qui fait la chasse depuis plusieurs années à des formes d'« emploi dissimulé » ? Sinon, faut-il rougir de cette dépendance économique au « travail gratuit », la passer sous silence ou au contraire revendiquer ce modèle solidaire ? En répondant à ces différentes questions, notre enquête tente de lever un coin du voile sur ces pratiques d'entraide qui font débat.

Dans les années 1970, Sue Coppard, jeune secrétaire, travaille à Londres. La campagne lui manque. Elle veut mettre les mains dans la terre et participer à la vie d'une ferme. Elle décide de proposer son aide bénévole, le week-end, à des paysans bio. Cet échange de bons procédés s'avère concluant et va susciter des vocations dans le monde entier à travers le mouvement créé par Sue, le Wwoof (World-Wide Opportunities on Organic Farms, ou « opportunités dans des fermes bio du monde »). Ce mouvement, communément appelé le woofing, permet à ceux qui le souhaitent de travailler quelques temps aux côtés de paysans bio qui les hébergent, les nourrissent et leur transmettent leurs savoirs. Comme les fermes bio, les écolieux de vie et les tiers-lieux d'activités attirent de nombreux bénévoles qui, au-delà des services rendus, souhaitent aussi soutenir, découvrir, voire apprendre un nouveau mode de vie et les savoir-faire associés. Ainsi l'entourage, les voisins, les amis, s'impliquent dans des tâches aussi variées que la cuisine, le nettoyage, le jardin, la comptabilité, etc. Au-delà de leur écosystème proche, de nombreuses oasis sollicitent aussi des réseaux structurés, comme le Wwoof pour les lieux agricoles, ou le réseau de chantiers participatifs Twisa qui permet de découvrir l'éco-construction dans un cadre organisé (encadrement, assurance, etc.). Notre Tour de France de ces communautés nous a permis d'interroger le rôle du bénévolat dans leur fonctionnement.

Bénévolat ? Un peu, beaucoup, pas du tout…

En Nouvelle Aquitaine, la Coopérative Tiers-Lieux (née d'un collectif de créateurs et animateurs de tiers-lieux) a analysé les données issues du Grand Recensement de 2019, et publié un panorama portant sur 206 tiers-lieux de la région. L'étude constate que « la coopération au sein des tiers-lieux s'opère principalement sous une forme de gratuité » : sur les 3 700 citoyens et citoyennes impliqués dans la gestion et l'animation des tiers-lieux, 2 415 sont bénévoles. Néanmoins la professionnalisation progresse avec le recrutement de nombreux salariés, stagiaires et volontaires en Service Civique, selon les auteurs. Ce constat concerne les tiers-lieux (à distinguer des écolieux), et l'étude se cantonne à la Nouvelle Aquitaine. Qu'en est-il à l'échelle nationale ? Les données manquent encore, mais Mathieu Labonne, président de la Coopérative Oasis, constate que la plupart des oasis ont une activité bénévole modérée et que « le bénévolat est plus présent sur les lieux d'activité, type tiers-lieux, que sur les lieux de vie, type écolieux ».

> « La coopération au sein des tiers-lieux s'opère principalement sous une forme de gratuité »

Outre cette appréciation générale, le temps bénévole varie selon les lieux. À la Ressourcerie du Pont, au Vigan, les trois initiateurs et initiatrice consacrent au total soixante heures par semaine à ce projet central de leur collectif, auxquelles s'ajoutent cent heures apportées par d'autres contributeurs. Soit un total de cent-soixante heures d'aide bénévole par semaine (le lieu compte aussi six salariés). Au monastère orthodoxe de Solan, habité par une vingtaine de sœurs qui pratiquent l'agroécologie sur des dizaines d'hectares, le travail des bénévoles sur la ferme représente 15 300 heures par an. Cela équivaut à environ neuf personnes (à 35 heures par semaine) pour l'année. Les bénévoles viennent spontanément depuis la création du monastère, sans sollicitation des sœurs. Si bien qu'ils se sont rendus indispensables à l'équilibre économique du lieu.

Certains tiers-lieux comme Terre Vivante, dans les Alpes du sud, ne recourent pas au bénévolat. Ils relèvent de l'exception. Cette société coopérative n'a pas le statut adéquat – les Scop ne permettent pas le bénévolat. Il n'en a, en outre, pas forcément la nécessité : l'équilibre économique est stable et pérenne sans cette aide. D'autres lieux, enfin, acceptent les bénévoles tout en restant vigilants à ne pas devenir dépendants d'eux : ils tiennent à un modèle économique équilibré, quelle que soit la présence des bonnes volontés. Germain Sarhy, le fondateur de la communauté Emmaüs Lescar Pau ne dit pas autre chose quand il souligne qu'ils veulent pouvoir *« être autonomes sans eux. Et c'est le cas : si les bénévoles s'en vont, ça n'empêchera pas notre structure de tourner. »* Un choix que la communauté peut se permettre du fait que les compagnons, grâce au statut OACAS (Organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires), reçoivent pour leur travail un pécule et des primes – pour les vacances, par exemple – qui représentent, mis bout à bout, de quatre-cents à cinq-cents euros par mois en plus du gîte et des repas gratuits, d'une couverture maladie et d'une cotisation retraite. *« S'ils étaient tous payés comme des salariés, ce ne serait pas rentable »*, admet le fondateur de la communauté.

> **“ Pour nos sociétés tellement calculatrices, rendre service est une bonne voie pour se guérir ”**

Si, comme Germain, certains avouent modérer la présence des bénévoles, voire refuser du monde, c'est parce que les bonnes volontés sont nombreuses. *« S'impliquer dans un projet, les gens n'attendent que ça ! »* explique l'un des fondateurs des Usines, tiers-lieu d'activités artisanales à Poitiers. *« C'est une aventure qui permet de sortir de la routine et de rencontrer des gens qu'on n'aurait pas rencontrés sinon »*. Et de reconnaître aussitôt que « sans toute cette aide bénévole nous n'aurions jamais pu atteindre ce niveau de développement ». Dans l'oasis la Ressourcerie du Pont, les cofondateurs ont eux-mêmes aidé des projets pendant des années avant de solliciter leurs amis. Pour eux, le bénévolat est aussi *« une opportunité de faire des choses que normalement, on ne ferait pas, parce qu'elles ne rapportent rien. Pour nos sociétés tellement calculatrices, rendre service est une bonne voie pour se guérir, tout comme l'allégement matériel »*, explique Sébastien Pichot.

Ces deux témoignages résument bien l'enthousiasme général de cette pratique aux nombreuses vertus. L'entraide est un moyen de transmettre ou d'acquérir des savoir-faire, de favoriser l'échange transgénérationnel, de renforcer les liens et le tissu social, de (faire) découvrir des modes de vie alternatifs, et finalement de soutenir l'émergence d'une société plus solidaire. Ajoutons que dans un contexte où les institutions aident mal, peu, voire pas du tout les porteurs de projets, ce soutien citoyen devient indispensable. De fait, certaines communautés s'épuisent à la tâche et souffrent de surmenage. L'aide est alors salutaire

Entre zone de **frictions** et **accueil organisé**

Vu de l'extérieur, le bénévolat pour les écolieux ou les tiers-lieux peut ressembler à une simple aide gratuite, sans contrepartie, dans un monde merveilleux. En réalité, qu'il soit pratiqué en interne, par les « porteurs » du projet, ou qu'il vienne de l'extérieur (amis, voisins, citoyens, éco-volontaires…), le bénévolat soulève de nombreuses questions, pose divers problèmes, et attire même les critiques. Tout d'abord à l'intérieur même de certaines organisations : *« C'est une zone de friction »*, témoigne Augustin Vieillard Baron, lorsqu'il évoque le temps que chacun des membres de La Roue Libre, une oasis du Gard,

consacre aux autres. *« Bien sûr, mobiliser rapidement sept ou huit personnes pour une tâche, c'est génial ! Mais il faut vraiment trouver un équilibre, un accord pour compenser le temps passé sur les entraides les plus chronophages. C'est une source de débats au sein du collectif et on est donc en train de poser un cadre,* raconte Augustin. *L'idée est à la fois que chacun consacre un temps minimum et que ceux qui en ont besoin puissent s'affranchir des services. Mais à condition que ce soit explicite, discuté et organisé ».*

Ce témoignage en recoupe d'autres comme celui de Mathieu Labonne, qui anime l'éco-hameau du Plessis : *« Aujourd'hui, l'implication n'est pas équilibrée au sein de notre groupe ; on voudrait mettre en place un système plus égalitaire. Il nous manque une méthode simple, une monnaie complémentaire par exemple »*, suggère-t-il. C'est d'ailleurs le dispositif adopté par les habitants de la Maison Forte, qui ont mis en circulation le « Grisby ». Trois heures de travail valent quinze Grisbys (l'équivalent de 7,5 €), qui peuvent notamment être dépensés lors des « guinguettes » organisées par le lieu !

Outre cette implication interne, la gestion des bénévoles qui viennent de l'extérieur, et apportent une aide conséquente, nécessite aussi une réelle organisation. L'accueil et le bon déroulement sont une contrepartie tacite incluant des repas, parfois un hébergement, des équipements de travail adaptés, mais aussi une disponibilité suffisante pour éventuellement transmettre un savoir-faire attendu. *« On ne faisait pas suffisamment attention à cela,* témoigne l'un des fondateurs des Usines. *C'est remonté plusieurs fois, et du coup on a fait un livret d'accueil destiné aux bénévoles – y compris les résidents ! – où l'on rappelle l'organisation. »*

> **“ Les récits de bénévoles déçus ne sont pas rares ”**

Bien d'autres lieux soignent cet accueil, mais pas toujours : les récits de bénévoles déçus ne sont pas rares. Certains ont subi des accroissements de temps de travail conséquents par rapport aux accords initiaux, d'autres n'ont pas eu les repas promis, l'hébergement convenu, etc. Ces décalages, lorsqu'ils s'aggravent ou s'inscrivent dans la durée, ont pu exceptionnellement conduire à une action en justice, lorsque certains ont l'impression d'avoir été utilisés comme des salariés. En effet, le bénévolat, dans certains cas, peut flirter ou être interprété comme

du travail dissimulé. Une situation qu'a rencontrée le Hameau des Buis, ou plutôt l'association qui est au cœur du projet, la Ferme des Enfants – un lieu pionnier, emblématique et moteur du réseau des Oasis. Deux bénévoles (un éducateur technique en menuiserie et une comptable) avaient porté plainte aux Prud'hommes. Outre les articles de presse sur le sujet, l'association a elle aussi donné sa version des faits afin que chacun puisse se faire son idée sur un épisode douloureux pour tous les protagonistes.

Rappelons que, légalement, si le bénévole reçoit un avantage (en argent ou en nature), qui dépasse les frais qu'il a engagés, et qu'un lien de subordination peut être caractérisé entre lui et l'association, le bénévolat peut alors être requalifié en contrat de travail. De manière générale, *« il ne faut pas "sur-utiliser" les bénévoles »*, conseille Mathieu Labonne, qui constate que les lieux d'activité où personne n'habite sont davantage visés par les critiques, par rapport aux lieux de vie, qui parviennent à assumer certaines tâches en interne. Il rappelle également qu'il existe un statut particulièrement intéressant pour allier salariat et bénévolat : les Sociétés coopératives d'intérêt collectives (SCIC). En effet, si l'association loi 1901 permet de combiner salariat et bénévolat, y compris pour la même personne dont une partie du temps d'implication peut être rémunérée – La Maison Forte le fait, par exemple – les sociétés commerciales ne l'autorisent pas. Sauf les SCIC donc, qui sont les seules structures commerciales qui permettent du temps de bénévolat lorsqu'il s'agit d'activités d'intérêt général.

Bénévolat = travail **dissimulé ?**

La loi contient parfois des nuances subtiles ou propices aux interprétations. En 2014, le mouvement Wwoof en a fait les frais. Il s'est heurté au droit du travail français qui lui reprochait une activité risquant de faciliter le travail dissimulé, ou plus exactement une « absence de cadre juridique ». Une pétition, qui a recueilli plus de cinquante-mille signatures en quelques jours, a permis à l'association de faire valoir la légitimité de l'aide bénévole et d'être reçue par le Ministère de l'Agriculture. La discussion a abouti à une définition plus précise du wwoofing, que le mouvement rappelle à ses membres aussi souvent que possible : *« Les échanges entre l'hôte et le Wwoofeur doivent se faire dans l'exclusion de tout lien de subordination et autre obligation de rentabilité »*, indique le site du mouvement, avant de préciser que *« l'accueil gracieux, gîte et couvert offerts, n'est soumis à aucune promesse d'une quelconque contrepartie. Il n'y a qu'une seule condition, à savoir que le Wwoofeur doit exprimer le souhait sincère de vouloir découvrir la vie, le travail de son hôte et le suivre dans ses activités quotidiennes. »* Enfin, *« son accueil doit être occasionnel et d'une durée limitée : il ne doit en aucun cas remplacer un salarié »*. Et d'enfoncer le clou auprès des agriculteurs : *« Si vous recherchez une personne de ce type : adressez-vous au Pôle Emploi. »* Du reste, des contrôles peuvent être menés par la MSA (Mutualité Sociale Agricole) et les autres corps compétents en matière de lutte contre le travail illégal – DIRECCTE[1], gendarmerie, officiers de police judiciaire notamment.

Ces principes sont à garder en mémoire, y compris en dehors du mouvement Wwoof. Dans les écolieux, notamment. Christel Caparros, initiatrice de l'oasis de La Nourrice à Fuveau, près d'Aix-en-Provence, a créé une micro-ferme diversifiée avec cinq ateliers agricoles différents. Pour être certaine de rester dans les clous de la législation, cette oasis a créé une parcelle consacrée à l'auto-consommation du lieu et une autre pour la production destinée à la vente. *« C'est important vis-à-vis de la MSA notamment,* explique Christel, *un bénévole ne travaille pas sur la parcelle pro. Par ailleurs, cela permet aussi aux contributeurs de ne jamais se dire qu'ils travaillent pour le profit économique de quelqu'un d'autre. »*

De la même manière, dans l'écolieu de la ferme du Plessis, où se trouve le centre Amma (quasi attenant à l'éco-hameau évoqué plus haut), les organisateurs disent très clairement que les bénévoles paient leurs repas et hébergements au même tarif que les autres visiteurs. Il s'agit de montrer qu'il n'y a pas de contrepartie – même sous forme de réduction, donc – à la libre participation aux tâches. Non seulement cela permet d'éviter tout soupçon vis-à-vis du droit du travail, mais cela correspond aussi à l'esprit du « service désintéressé » pratiqué ici : cette démarche spirituelle, appelée Seva en sanskrit, considère que chacun aide l'autre d'abord pour soi-même plutôt que dans une démarche de travail ou d'efficacité.

Assumer et **revendiquer**

Certains toutefois ne voient pas l'entraide du même œil. Ainsi les défenseurs de l'agriculture conventionnelle intègrent opportunément le bénévolat dans leur argumentaire anti-agroécologie. Pour eux, cultiver sans chimie – comme dans de nombreux écolieux – n'est viable qu'avec cette main-d'œuvre gratuite. De surcroît, ils dénoncent le silence qui règne autour de ce point aveugle. Sans adhérer à cette analyse, on doit néanmoins reconnaître que le thème est peu abordé, y compris dans le réseau des écolieux. On peine à ouvrir les yeux et à adopter un discours clair – et surtout une pratique encadrée – sur cette question apparemment vue comme gênante.

> **Pour les défenseurs de l'agriculture conventionnelle, cultiver sans chimie n'est viable qu'avec une main-d'œuvre gratuite**

Pourtant, l'assumer permettrait de montrer le bien-fondé, la pertinence du bénévolat. *« Les écolieux sont vus comme étant sous perfusion ? Et alors ? Les solutions écologiques innovantes – agroécologie, éco-construction… – nécessitent ce type de soutien,* rétorque Laurent Bouquet, fondateur du Hameau des Buis. *Assumons le fait qu'ils défrichent des solutions expérimentales et essuient les plâtres. Ici il nous a fallu par exemple prélever la terre du terrain pour la transformer en briques, et chercher les ballots de paille dans le champ d'à côté pour en faire de l'isolant. On cumulait, à nous tout seul, plusieurs étapes de la filière : fabrication de matériaux de construction et mise en œuvre. Alors oui, il y avait dix salariés pour trente bénévoles, sans quoi, à ce stade expérimental, ç'aurait été bien trop coûteux. »*

Dans un autre écolieu, un habitant regrette qu'*« en France, le poids du système social, l'excès de procédures administratives et de contrôle, génèrent une suspicion sur le bénévolat. Dans d'autres pays – en Grèce, à Chypre, ou en Roumanie par exemple – c'est plus souple, notamment parce qu'il y a une culture familiale et un tissu social local plus forts. En Roumanie, quand il y a un mariage, tout le village vient sur le chantier des jeunes mariés pour les aider à construire leur maison. On a sacrifié cette solidarité spontanée pour une solidarité organisée, administrative. Cela déresponsabilise les citoyens. »*

Ajoutons que malmener l'engagement bénévole est un bien mauvais calcul, y compris pour l'État lui-même. En effet, depuis plusieurs décennies, les pouvoirs publics se déchargent progressivement sur les associations d'un nombre toujours plus important de missions d'utilité sociale, sans que les financements soient proportionnels à ces transferts de charge. Pire, les subventions régressent. La réforme des contrats aidés – un dispositif pourtant décisif dans le choix d'embaucher, pour de nombreuses associations – en témoigne. *« Le gel des contrats aidés, c'est 1,3 milliard d'euros d'impact budgétaire pour les associations »*, affirme ainsi un rapport du Mouvement associatif, qui ajoute qu'au regard de ce qu'il représente, *« le secteur mérite une véritable politique de soutien à l'emploi associatif »*. D'autant que la création d'emploi était loin d'être le seul effet bénéfique. Pour certains, la vraie efficacité des emplois aidés était de renforcer le rôle des associations sur les territoires – notamment dans les campagnes, qui ont particulièrement souffert de la réforme.

> **Le gel des contrats aidés, c'est 1,3 milliard d'euros d'impact budgétaire pour les associations**

Malheureusement, aucun indicateur ne montre les effets bénéfiques sociaux, économiques et environnementaux du bénévolat en écolieux, pour l'intérêt général : les émissions de gaz à effet de serre économisées, l'influence d'une innovation sur d'autres projets, le lien social créé, la restauration des savoir-faire, etc. Sans compter les bénévoles qui acquièrent une expérience de grande valeur. Sur les chantiers participatifs, par exemple, on apprend en faisant, à travers tous les stades d'une construction. Dans ces conditions, pourquoi ne pas rendre le bénévolat plus accessible ? Pourquoi ne pas assouplir les règles, y compris l'encadrement du RSA ou du chômage ? [cf. encadré] *« Nous sommes dans une dichotomie où le salariat bénéficie d'une forte reconnaissance - y compris lorsque le travail est contraire à l'intérêt général, quand il pollue, par exemple - tandis que le bénévolat, au service de la société, n'est pas considéré »*, constate Mathieu L bonne. Pour donner une meilleure place au statut des bénévoles dans les écolieux et les tiers-lieux, il faudrait quantifier la création de valeurs qui en découle. Quel est l'apport de cette activité pour le tissu social, la création d'emploi, l'épanouissement d'individus qui retrouvent du sens ? Cécile Renouard, directrice du Campus de la Transition, enseignante en éthique sociale à l'ESSEC, à l'École des Mines de Paris et à Sciences Po, a justement lancé une étude, à paraître prochainement, avec des chercheurs, afin de créer cet indicateur manquant. Un travail nécessaire et urgent ! ●

1. DIRECCTE : Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

RSA, bénévolat et intérêt général

Les cofondateurs et cofondatrices de la Ressourcerie du Pont ont passé sept ans sans argent et sans RSA – Revenu de Solidarité Active, qui s'élève à 560 euros pour une personne seule sans enfant. Ils souhaitaient montrer que l'on peut être écologiste et ne pas dépendre des minima sociaux. À l'issue de cette aventure, ils ont lancé leur ressourcerie. Lorsqu'il a fallu payer les premiers loyers du local, une ancienne usine textile, ils ont accepté leurs RSA, aussitôt absorbés par les loyers.

Dans les écolieux et les tiers-lieux, on rencontre aussi de nombreux contributeurs qui s'appuient sur le RSA dont ils bénéficient pour consacrer une partie de leur temps au bénévolat. Les témoignages montrent que ces citoyens assument ce choix : ils voient le RSA comme une juste contrepartie à leur implication pour l'intérêt général. Il est perçu comme un revenu universel dans un système économique où une activité professionnelle qui encourage la pollution ou l'hyperconsommation, est souvent mieux rémunérée et valorisée que de servir l'intérêt général.

« Un jour les inspecteurs de Pôle Emploi et du RSA sont venus ensemble sur notre chantier participatif en éco-construction, raconte le membre d'une oasis. *Ils s'attendaient probablement à une ambiance "à la cool" mais ont débarqué dans une ruche en pleine activité, témoigne-t-il. Ils ont pris le temps de comprendre et ont vu combien cela profitait aux bénévoles. Les chômeurs et bénéficiaires du RSA étaient mieux sur ce chantier en train d'apprendre, que seuls à se morfondre chez eux. Cela sautait aux yeux, et les inspecteurs nous ont donc encouragés avant de repartir ! »* Sur la base de ce constat, certains estiment que ces heures de bénévolat ne devraient pas être suspectées, mais plutôt encadrées et favorisées par les autorités, au même titre que l'acquisition de compétences ou une recherche d'emploi classique.

En attendant que ces règles progressent, les cofondateurs de la Ressourcerie évoluent dans leur démarche. Ils ont décidé de se confronter à la réalité économique, mais de l'intérieur, en créant six emplois… pour d'autres qu'eux : souvent des bénévoles de leur réseau, qui accèdent au salariat. *« Être sans revenus et créer des emplois, c'est une démarche qui nous plaît ! »* affirment-ils, gouailleurs. Néanmoins ils réfléchissent désormais, poussés par leur entourage, à créer aussi leur propre job.

Si l'écologie, l'autonomie, ou la mutualisation sont des valeurs bien établies au sein des écolieux, l'inclusion sociale fait souvent partie des impensés. Le collectif se compose fréquemment de personnes sociologiquement proches, ou qui partagent la même vision du monde. Et il rare qu'ils aillent chercher, dès l'origine du projet, l'inclusion de personnes en situation de précarité. À moins que ce ne soit dans la raison d'être du projet, comme c'est le cas pour le Village Emmaüs de Lescar Pau et pour la Ressourcerie du Pont. Avec, comme mot d'ordre, l'accueil inconditionnel pour l'un, l'insertion professionnelle pour l'autre.

Solidarité inclusion

Village Emmaüs de Lescar Pau

63 6.1 La communauté comme seconde chance

67 6.2 Redonner vie aux objets, à la communauté et à la terre

Vivre ensemble avec moins 7.1 71

La Ressourcerie du Pont

La source d'une nouvelle société 7.2 75

La communauté comme seconde chance

Village Emmaüs de Lescar Pau 6.1

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Le village Village Emmaüs de Lescar Pau offre une terre d'asile aux cabossés de la vie, aux exclus, aux citoyens allergiques à notre société de (sur)consommation. Ils sont accueillis sans jugement, de manière inconditionnelle. Mieux, la communauté Village Emmaüs de Lescar Pau ajoute à sa mission originelle de recyclage et d'accueil d'autres activités (agriculture, restauration, construction, etc.), afin de transmettre et incarner un message radical et réaliste, une nouvelle économie plus sobre et solidaire. Un écolieu très inspirant qui conjugue une mission à la fois écologique et sociale.

Tout le monde s'écarte pour laisser passer l'attelage insolite de « Vincent Le Pirate ». Il doit son surnom à ses lunettes dont un verre manque et l'autre cache son oeil. Comme chaque soir il a attaché son chien à une trottinette à trois roues et traverse le village à tombeau ouvert. Tout comme pour « Jean Le Belge » ou « Gérard de la Ferraille », la communauté Emmaüs Lescar Pau lui confère une identité nouvelle. Ici 115 compagnons sont hébergés (chambres, mobile homes ou maisons) sur un site de 15 hectares où viennent aussi des bénévoles et des salariés (une quinzaine).

Sur 11,5 hectares se tiennent notamment une déchetterie, une immense recyclerie, une crêperie, un bar, un restaurant, un fournil et une épicerie bio et locale qui vend les produits des agriculteurs voisins, mais surtout ceux de leur propre ferme biologique (cf. encadré). Outre les 2 hectares de potager, de verger et d'élevage - le tout en agroécologie – la ferme de la communauté Emmaüs, qui existe depuis 13 ans, cultive aussi 25 hectares de céréales à quelques kilomètres. Des festivals, des concerts et des conférences réunissent ici des figures de la gauche telles Manon Aubry ou François Ruffin, ou même Evo Morales, mais aussi les associations voisines et de grands artistes : Matthieu Chedid, Zebda, etc. Benoît Delpine et Gustav Kervern ont tourné ici leur film I Feel Good et aimeraient implanter une ambassade de Groland.

Engagements divers au sein d'une communauté bigarrée

L'engagement politique du village n'est pas du goût d'Emmaüs France avec qui les relations sont tendues… *« On ne veut pas être ceux chez qui on vient chercher une bonne conscience facilement, l'association caritative docile du dimanche. Nous pensons qu'il faut aussi faire entendre un message anti-libéral, anti-capitaliste, sans quoi les choses ne changeront pas. »* explique sans détour Germain Sarhy, qui a fondé cette communauté en 1982.

En dépit de cette identité politique, certains compagnons ne partagent pas cet engagement, et ne recyclent pas vraiment par conviction écologique. Ils sont plutôt là parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement et ont besoin de cette activité pour vivre. Cette diversité ne pose aucun problème. C'est même la mission du village : accueillir sans condition. Ainsi, le lien qui unit cette communauté ne va parfois pas au-delà de cette adhésion par défaut. Mais le plus souvent, la vie communautaire fait son œuvre. Les exclus et les déçus se mêlent alors par affinité et forment un groupe solidaire. La configuration du village (chacun son logement, souvent à distance les uns des autres) favorise cette adhésion différenciée au collectif et ménage les besoins relationnels particuliers.

Des montagnes de déchets : une vraie fête foraine !

Ici, toutes les activités se nourrissent les unes les autres dans une synergie qui fait de cette initiative un modèle de résilience où le principe d'économie circulaire, propre à la récupération, fertilise toute la vie de la communauté (cf. la suite de l'article). Et la réussite est palpable : avec ses dizaines de mobile-homes et petites maisons multicolores, ses promenades organisées, son odeur de crêpes, ses brocanteurs et chineurs affairés, le village a des airs de fête foraine.

Néanmoins les montagnes de déchets et le flot presque constant de visiteurs demandent des journées laborieuses. Les compagnons et compagnes, chevilles ouvrières du village, aux côtés des salariés et des bénévoles, arrivent souvent là après un accident de vie plus ou moins grave. Ils sont sans domicile fixe, chômeurs en fin de droits, sans-papiers, souffrent de fortes addictions, viennent de connaître une rupture… Certains (de plus en plus nombreux) arrivent aussi simplement par choix, pour s'extraire de la société de consommation. La communauté les accueille.

Pour tous, les conditions sont les mêmes : le pécule des compagnons et leurs primes (pour les vacances, par exemple) représentent, mis bout à bout, de 400 à 500 euros par mois. Nourris et logés gratuitement, ils disposent aussi d'une couverture maladie et cotisent à la retraite. En échange, ils travaillent de 8h à 18h, du mardi au samedi. Ce fonctionnement est possible grâce au statut, précieux et trop rares, d'OACAS (Organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires), obtenu lors d'un accord entre le mouvement Emmaüs (120 communautés environ) et l'État. Il leur reconnaît officiellement une qualité de travailleur solidaire. La communauté cotise aussi pour eux à l'URSSAF à hauteur de 40 % du SMIC.

Souplesse et fermeté de la gouvernance

Cet « accueil inconditionnel » est l'héritage de l'Abbé Pierre et l'identité même du mouvement Emmaüs. Mais, concrètement, comment faire en sorte que ces destins individuels parfois abîmés se rencontrent de manière harmonieuse ? Comment la vie commune est-elle envisagée et gérée ? Ici, pas de personnel spécialisé, pas de travailleurs sociaux. Le groupe fonctionne comme une famille, où chacun prend soin de l'autre et fait appel à un psy ou un médecin à l'extérieur, si besoin. L'organisation s'appuie sur un mélange de souplesse et de fermeté : ici, annonce-t-on aux nouveaux arrivants, ceux qui enfreignent quelques règles de base (pas de racisme, d'excès d'alcool, de violence, etc.) sont invités à partir aussitôt. Ceux qui ne se plaisent pas peuvent aussi quitter les lieux du jour au lendemain. Les autres peuvent rester aussi longtemps qu'ils le souhaitent et progressivement prendre des responsabilités… ou non. Germain ressasse ces trois possibilités et en garantit l'application, d'une manière jugée parfois hâtive, mais indéniablement efficace. L'ambiance, souvent bonne, peut virer à l'aigre en un instant. Comme ce matin où, entre deux plaisanteries, il douche un jeune qui passe dans le couloir : *« Toi, t'arrêtes d'emmerder les filles, sinon tu dégages, ok ? »*. L'intéressé blêmit, un ange passe, et notre conversation reprend.

Finalement, dans un contexte où beaucoup arrivent simplement pour échapper à la rue, pour se refaire avant de repartir, il y a environ 30 % de turn over par an ; beaucoup restent ici des années, voire plusieurs décennies. *« Je suis arrivé ici alors que je faisais un voyage en auto-stop,* explique Lucas, jeune cuisinier. *Je voulais juste passer quelques jours pour rendre service et je suis toujours là un an après »*. "Vincent le Pirate" dresse le même constat. Après une simple halte, il a quitté la vie de nomade en camion pour se sédentariser ici avec sa copine. Ils sont là depuis trois ans..

Une place dans la communauté sans distinction de statut

Germain, fondateur de cette communauté Emmaüs de 38 ans, en demeure, à 66 ans, le pilier. Avec les avantages et les défauts de cette longévité. Certains lui voient des penchants autoritaires, lui qui revendique des décisions *« dans l'instant plutôt qu'en instance »*. Néanmoins, celui que l'on surnomme ouvertement « le vieux » écoute chacun à l'heure du repas, comme en réunion et sans distinction de statut. Il incarne indéniablement cette « non discrimination », dans les pas de l'Abbé Pierre, avec les exclus comme avec les arrogants en costume qu'il remet à leur place. Mais sa pratique inclusive de la gouvernance reste informelle : *« Comme d'autres associations, on a un CA mais au quotidien on n'est pas dans ce fonctionnement. On s'appuie sur la relation de confiance. Tout est très oral. Cela vient de notre ADN sociale : il faut sans cesse parler avec les compagnons. Quand un besoin s'exprime et que nous avons une décision à prendre, je procède par cercles concentriques. J'en parle avec les intéressés, puis une fois que l'idée a mûri, j'en fait part au réfectoire (c'est le moment où nous sommes rassemblés) pour que tous ceux qui le souhaitent puissent venir à une réunion un peu plus officielle. Finalement les décisions sont prises par tous ceux qui veulent y prendre part »*, conclut Germain.

Contrairement à cette gouvernance fluide, la question du travail est quant à elle, envisagée de manière plus stricte. Tout le monde doit faire sa part, un point c'est tout. Un compagnon qui se tord la cheville et revient de chez le médecin avec un arrêt, s'assied mais épluchera les patates ou remplira les tickets avec lesquels les clients passent en caisse à la fin de leurs achats. Ici le travail est considéré comme indispensable pour s'en sortir et entretenir une vie communautaire équilibrée. La participation à la vie collective et au travail est vue comme réparatrice et suffisante pour remettre en selle les compagnons qui en ont besoin. Ils ne font d'ailleurs pas l'objet d'un suivi particulier. Mais, reconnaît-on ici, le retour à l'emploi ne suffit pas. D'expérience, les responsables constatent que la sécurité affective d'une vie de couple et d'amis sont plus essentiels pour se reconstruire. Et aussi un défi individuel voire collectif plus compliqué. Ainsi, Sophie, membre active de la communauté, observe que 90 % des compagnons sont des hommes et que la misère sexuelle mine le village. Bien sûr l'histoire de la communauté est aussi jalonnée d'amours et de mariages heureux et picaresques dont chacun se souvient avec le sourire : *« C'est l'occasion de foutre le bordel à la mairie et dans les rues ! »* se marre un compagnon de longue date. Joyeux et turbulents. Comme la vie !

Redonner vie aux objets, à la communauté et à la terre

Village Emmaüs de Lescar Pau **6.2**

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Pratiquant le recyclage depuis près de quarante ans, la communauté Emmaüs Lescar Pau applique le principe de l'économie circulaire partout où cela est possible. Le terme d'écosystème, parfois galvaudé, prend ici tout son sens tant les interdépendances sont nombreuses et de toutes natures. On devrait même parler ici de socio-écosystème, car cet écolieu réussit cet indispensable dialogue entre un micro-territoire et la tribu humaine qui le peuple. Pour favoriser la résilience de chacun.

Des montagnes d'objets récupérés, en cours de tri, de nettoyage, de réparation et de vente, s'amoncellent au sein des 10 000 mètres carrés de hangars et d'ateliers. À circuler entre elles, cela donne l'occasion de ressentir physiquement le gaspillage effréné qui menace notre avenir : une sensation de vertige ! Le jour de mon arrivée, peu après le confinement et ses grands rangements de printemps, une crue de déchets inonde littéralement le site. La clientèle aussi se déconfine : la communauté réalise ce jour-là un chiffre d'affaire record de 17 000 euros. Une réunion de crise a lieu pour faire face à cet afflux. Les compagnons s'activent, mais sans précipitation : ici le tri est une science, une machine subtile qui fait remonter à la surface une immense variété d'objets finement nettoyés, réparés, testés et mis en valeur. Les kilomètres d'allées sont jalonnés d'enfilades d'écrans d'ordinateurs révisés, d'appareils photos étincelants derrière leurs vitrines, d'appareils para-médicaux, de meubles que l'on a sablés pour que chacun puisse les repeindre directement, d'ornements en marbres pour les tombes, de matelas gonflables, de vêtements, de piles de carrelage, etc.

Dans le ventre de la machine

Ici on démonte patiemment les postes radio, les rotofils, les machines à laver, les frigidaires, les ordinateurs, les caméras, les machines à café… On connaît les défauts de chaque marque, de chaque modèle. Le tout est réparé avec des pièces détachées elles-mêmes récupérées, triées et stockées. *« On essaye d'aller le plus loin possible dans le zéro déchet,* explique Nadia, qui coordonne une partie de la recyclerie. *Cela demande beaucoup de manutention. Même la vaisselle qu'on casse on l'emmène dans une gravière où elle est mélangée au gravier pour faire des routes. »* Une ambition qui porte ses fruits puisque c'est précisément l'activité de récupération qui rend la communauté financièrement autonome, capable de se passer de subvention et libre d'entreprendre, d'investir.

L'abondance des objets récupérés découle de la présence sur le site d'une déchetterie : en 2008, la métropole, voyant le succès et la longévité de cet atelier, a proposé à Emmaüs de prendre en charge cette activité en échange d'une subvention. Le village Emmaüs a accepté la mission, mais refusé l'argent. Pour faire la démonstration de la valeur des déchets et pour rester indépendants : *« Et pouvoir leur dire merde quand on veut ! »*, confie un responsable. Sur les 240 000 véhicules qui vont dans une déchetterie dans l'agglomération de Pau chaque année, 120 000 viennent dans celle-ci.

Recyclerie, ferme et cuisine indissociables

Au village Lescar Pau, cette expertise en recyclage et réemploi irrigue tout le fonctionnement du village. Elle influence le moindre flux de matière. David, qui est responsable de la ferme, énumère : *« le broyeur, les tondeuses, les débroussailleuses, le tracteur, la remorque et tout le petit outillage sont issus du bric-à-brac. On fait une liste de nos besoins et les outils récupérés sont mis de côtés et réparés. On couvre 90 % de nos besoins de matériel »*, résume-t-il. Autant dire que la dimension circulaire et écosystémique de l'agroécologie était inscrite dans l'ADN de ce collectif : *« Les déchets verts que l'on reçoit en déchetterie, on les envoie dans un compost industriel, qui nous vend ensuite 30 à 40 tonnes de compost mûr par an, pour 10 euros la tonne.*

Quant aux branches de feuillus, on les garde pour faire notre BRF [Bois Raméal Fragmenté, broyat de rameaux qui sert à pailler les sols, NDLR] (60 mètres cubes par an)», précise David, qui ajoute : *«On a le projet de broyer sur place et de composter pour notre usage, voire pour revendre.»* Cela fonctionne aussi pour les restaurants : les restes, s'ils ne sont pas donnés aux cochons, sont compostés. De même lorsqu'on cure un box à cochon c'est aussi utilisé comme amendement.

La ferme approvisionne en priorité le réfectoire du village (où l'ensemble des compagnons mangent, au moins le repas du midi), son fournil, son laboratoire de transformation (conserves, confitures, etc.) et ses restaurants : 70 % de la farine utilisée pour faire le pain est autoproduite, les compagnons sont 100 % autonomes pour leur consommation de viande (qu'ils essaient de réduire) et en été de légumes, sans compter les fruits, transformés en confiture quand ils sont trop abondants. Ces débouchés immédiats, sans intermédiaires, et cette transformation qui ajoute de la valeur, rendent la ferme rentable. *«Prise isolément, l'activité agricole ne le serait pas»* reconnaît David. Au-delà, ce socio-agrosystème apporte une contribution difficile à quantifier : *«Certains visiteurs viennent voir les animaux, flâner sur le marché fermier ou encore se rendent à l'épicerie. Et de fil en aiguille, ils se retrouvent à faire des achats à la recyclerie ou encore à manger au restaurant»* explique Félicien, qui gère l'ensemble de la restauration. Cette activité diversifiée et cette offre variée, mais interdépendante, sont à l'image de ce lieu : un mini-territoire créé par des individus qui refusent le système ou en sont exclus, et qui s'appuient sur la récupération, l'agroécologie, la restauration et l'accueil pour vivre ensemble.

Passoires énergétiques et éco-construction

Les compagnons recherchent aussi l'autonomie dans leur activité de construction et de rénovation. Pour l'instant, des dizaines de mobile-homes mal isolés et souvent vétustes, sont de vraies passoires énergétiques et la consommation électrique du site est peu suivie. Mais une équipe « éco-construction » est à la manœuvre et de nouvelles maisonnettes plus écologiques sont sorties de terre. L'équipe récupère de nombreux matériaux, achète le bois local et commence à utiliser son propre isolant : la communauté donne les vêtements et les livres invendables à un fabricant (Ouate Eco), fournisseur local d'isolant. Le village préfère stimuler cette filière proche, dont il peut connaître le fonctionnement, plutôt que d'adhérer comme d'autres communautés Emmaüs au réseau national Le Relais (qui produit l'isolant Métisse) : une filière plus lointaine sur le territoire et qui revend une partie des vêtements exportés à Dubaï. *«Le Relais privilégie le profit et le système productiviste,* assène Germain, le fondateur de la communauté. *Nous préférons inventer une nouvelle économie à notre échelle».*

Tout est dans ce refus entêté et constant, dans ce caractère insoumis et l'obsession de cette communauté à préserver son indépendance. Elle est le socle sur lequel se construit, décennie après décennie, la résilience du village et son exemplarité. L'innovation, n'est pas seulement l'œuvre de laboratoires de hautes technologies. Elle naît aussi sous la poussière et les rebuts, entre les mains des exclus et des déçus de la société de consommation.

Radiographie d'Emmaüs de Lescar Pau

CA ET ACTIVITÉS

- Le chiffre d'affaire global du site s'élève à 3,5 millions d'euros par an, dont **80 % provient de la revente des objets récupérés**, recyclés et réparés. Les 20 % restants correspondent aux ventes de l'épicerie, du bar et du restaurant.

RECYCLAGE

- Sur les déchets triés par Emmaüs, **70 % sont recyclés** et l'ensemble des déchets verts issus de la déchetterie sont transformés par un composteur industriels qui revend à la ferme 30 à 40 tonnes de compost par an.
- **Activité de la déchetterie :** de 250 à 600 véhicules passent chaque jour.

PRODUCTION DE LA FERME :

- L'ensemble de la production de la ferme est **100 % bio** mais sans label (destinée à l'auto-consommation, à l'épicerie et au restaurant). Cela représente la production hebdomadaire de 90 poulets (sur un élevage de 1 200) et 20 canards, de 10 cochons tous les trois mois, de 6 tonnes de légumes (en 2018), de 60 tonnes de maïs pour nourrir les animaux, et de 160 tonnes de blé qui sont produites sur places et transformées dans le moulin à pierre d'un groupement agricole voisin. La farine est entièrement utilisée pour le fournil et la cuisine, avec près de 10 mois d'autonomie. En outre, 5 hectares de sarrasin pourvoient aux besoins de la crêperie du village. Ajoutons que les compagnons sont autonomes pour le foin et la paille des animaux. Chaque année, 150 arbres (essentiellement fruitiers) sont plantés.
- La ferme compte aussi 15 à 20 brebis (selon les naissances), 3 vaches béarnaises, 2 ânes, 25 lapins, un bouc, un poney et 80 ruches réparties sur plusieurs sites.

TEMPS DE TRAVAIL ET REVENUS

- **Temps de travail par personne :** chacun travaille de 8h à 18h du mardi au samedi (5 j/semaine).
- **Nourris et logés**, les compagnons reçoivent aussi un « pécule » et des « primes » dont le montant progresse en fonction de l'ancienneté. Cela s'échelonne ainsi à un « revenu » de 210 € mensuel pour les plus jeunes dans la communauté à 400 € pour les plus anciens. Sans compter les primes de Noël (100 €), de congés (500 € sur facture et 300 € en liquide, après un an de présence) et de fin d'année (15 € par mois de présence). Chacun peut aussi demander à l'État (et ajouter) la prime d'activité pour atteindre entre 700 € et 800 €/mois.
- Les responsables de pôle ont 200 € de plus. Et les 4 « conseillers municipaux », qui gèrent notamment les petits chantiers collectifs sur les parties communes du village, reçoivent 15 euros supplémentaires par semaine.
- Pour ce qui est des **15 salariés** du site, leur revenu varie entre 1 500 à 4 000 euros/mois.

7.1 La Ressourcerie du Pont

Vivre ensemble avec moins

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

L'histoire des fondateurs de la Ressourcerie du Pont, au Vigan dans les Cévennes, est celle d'une vie communautaire, nomade et antisystème. Ils ont désormais « sédentarisé » leur organisation dans une ancienne usine textile, pour mieux déployer une action transversale où arts du spectacle, récup', vie personnelle, professionnelle et activisme ne font qu'un.

Avant de créer la Ressourcerie du Pont, au Vigan, Élise, Sébastien et Antoine, ont vécu une longue histoire commune : une aventure picaresque faite de spectacles de rue sur le thème des couleurs et de la paix, joués à travers l'Europe, les États-Unis, le Mexique, le Guatemala. Une épopée marquée par des rencontres (avec le représentant des indiens Navajo Leon Secatero notamment, en 2006), par l'organisation de festivals et d'actions telles qu'une Marche pour le Vivant qu'ils mènent pendant trois mois en France en 2007, par beaucoup de bénévolat, de coups de mains pour d'autres organisations et de chantiers collectifs. Une vie d'engagement qu'ils mènent au gré de squats et autres colocations, toujours éphémères : une friche industrielle près de Lyon, une ancienne colonie ailleurs, etc...

Le temps fort de cette aventure commune est sans doute la période de sept ans passés sans argent (et sans RSA), dont cinq dans un village de cabanes en forêt avec d'autres amis (de 2008 à 2013), au col de la Tribale dans les Cévennes. «Nous avons constaté à quel point cet allègement nous rendait fort», se souvient Élise, en retraçant cette période où ils se nourrissaient notamment de produits invendus, donnés en échange de coups de mains sur un marché, consacrant le reste de leur temps au bricolage dans leurs cabanes et aux luttes du moment (contre les gazs de schiste). Une vie qui avait pour objectif plus large de démontrer que l'on peut être écologiste sans dépendre des minimas sociaux. Et vivre heureux hors du système, sans alimenter la machine capitaliste. Leur camp de cabanes sera finalement évacué par la gendarmerie, sans décourager la bande de poursuivre sa quête de sens.

Récup' et festivals

Aujourd'hui, Élise, Sébastien et Antoine vivent au Vigan, dans une collocation avec Mélanie, bénévole à la Ressourcerie. Autour d'eux gravitent toujours ceux qui ont partagé leurs aventures successives. Cette communauté, formée en cercles concentriques, agrège une vingtaine de copains et voisins impliqués presque quotidiennement dans leurs projets. D'autres sont éparpillés sur le territoire, notamment dans le réseau des Oasis auquel ils participent, qui

> **“Nous avons vécu sept ans sans argent dont cinq en forêt dans les Cévennes. Nous avons constaté à quel point cet allègement nous rendait fort...”**

peuvent aussi répondre présents à chaque fois que nécessaire. Plus largement, des milliers de participants guettent les festivals qu'ils organisent ou leur prochain chantier participatif. Un soutien humain nécessaire : ces dernières années leurs projets se sont structurés et ont pris de l'ampleur. En particulier celui de la Ressourcerie (lire notre article p75), au point que l'équipe a décidé de devenir propriétaire de l'ancienne usine textile qui l'héberge.

Parallèlement la bande de copains a poursuivi son activité événementielle et créé une association ad hoc appelée Village du Possible. Elle co-organise ses propres festivals (Foire à l'autogestion, Rêves de convergence, Souffle du rêve, Terre de Convergence...) et peut réunir de mille à plusieurs milliers de personnes (jusqu'à 30 000 sur 15 jours) lorsque des partenaires se greffent. Leur Village du Possible propose aussi ses services (de location, notamment) aux organisateurs d'événements qui disposent ici de toute la logistique nécessaire pour un camp complet : cuisine, son, lumières, chapiteaux, toilettes sèches, etc. Un véhicule et un groupe électrogène (fonctionnant tous les deux à l'huile de friture), un éclairage de scène minimal, des systèmes

de cuisson solaires et au feu de bois, des menus véganes, des structures légères comme des zomes (ces chapiteaux à la forme géométrique et composée de losanges agencés en double spirale), du mobilier, de la vaisselle et des ustensiles issus de la récupération : l'association a poussé loin la stratégie de sobriété, souvent agacée par des festivals prétendument « éco-responsables » qui engloutissent en réalité d'impressionnantes quantités d'électricité, de carburant, de vaisselle jetable, de viande etc.

Cueillettes, échanges et commandes groupées

La vie quotidienne des colocataires est aussi organisée autour de leur quête de sobriété et d'autosuffisance partagée. Les couches successives d'expériences ont pérennisé des pratiques et des habitudes alimentaires, énergétiques, vestimentaires etc. *« On coopère avec Sarah, une amie maraîchère que l'on aide environ sept heures par semaine en échange de légumes (souvent invendus) »*, explique Sébastien. Cela remplit largement le garde-manger des quatre colocataires.

« On a été végétaliens, ajoute Antoine, *et on le reste pour l'essentiel, à l'exception d'un peu de fromage et d'oeufs pour certains, mais c'est exceptionnel. Ce régime alimentaire facilite beaucoup les choses. Nous préparons des conserves de ratatouilles, de cerises, de pêches. Nous ramassons régulièrement des algues dans un étang, avant de les déshydrater. Nous préparons aussi des coulis, des tomates séchées, des boissons (kéfir, kombutcha, jus, boissons à base d'orties, champagne de sureau), des pestos très variés au gré des plantes sauvages cueillies. Nous récoltons et transformons des châtaignes en crèmes stérilisées ou en flocons. ».* Antoine précise que les parents de Sébastien sont des spécialistes de la transformation et leur ont transmis une foule de recettes. *« Aujourd'hui, il n'y a guère que les céréales, le lait d'avoine et la bière qui nous demandent de dépenser de l'argent. Nous passons des commandes groupées pour cela, à des producteurs ou des magasins locaux »*, conclue-t-il.

Un des enseignements forts de leur démarche alimentaire est aussi la nécessité d'entraide souvent mise de côté dans les réflexions sur le sujet. *« On met trop en avant les recherches d'autosuffisance individuelles. Or, plutôt que de rester seul dans son coin et chercher à tout faire en petite quantité chez soi, mieux vaut s'organiser avec les paysans qui sont des spécialistes »* expliquent-ils. Une réflexion qui découle d'un principe de fonctionnement important dans la vie de ce groupe : *« À chaque fois que c'est possible, nous préférons contribuer aux actions existantes plutôt que de créer nos propres initiative »* précise Élise.

> **« On met trop en avant les recherches d'autosuffisance individuelles. Mieux vaut s'organiser avec les paysans qui sont des spécialistes... »**

Employeurs bénévoles

Avec quoi ces bénévoles à plein temps paient-ils le peu qu'ils achètent ? Après avoir longtemps (7 ans) refusé le RSA auquel ils avaient accès, ils ont fini par l'accepter... De quoi payer les premiers loyers de la ressourcerie (1780 euros par mois) et assurer la pérennité de ce projet d'intérêt général auquel ils consacrent l'essentiel de leur temps, le plus souvent weekends compris. Ce revenu d'aide public revient ainsi, en quelque sorte, à soutenir leurs actions d'intérêt général... En quelques années, la Ressourcerie a créé plusieurs emplois, mais la petite bande est restée bénévole et aime particulièrement l'idée de vivre sans revenus salariés tout en initiant et animant des activités qui en créent. Néanmoins leurs projets se concrétisent et prennent de l'ampleur, si bien que, parfois, certaines de leurs missions sont progressivement payées – la coordination d'événements, par exemple – et qu'ils envisagent désormais de créer leurs propres emplois, à conditions que ceux-ci

continuent à servir la transition territoriale. L'activité croissante et l'entente de cette troupe d'activistes n'est possible que grâce à des protocoles de décision clairs, exigeants, forgés par leur expérience de la vie communautaire. Leurs décisions sont élaborées au consensus (au mieux), au consentement (à défaut de consensus) ou à la majorité – cela n'a jamais été nécessaire.

« Quand on n'est pas d'accord, on parle et on se laisse le temps de mieux connaître chaque option », précise Élise. De même *« ce sont les « présents-actifs » qui décident »* ajoute Sébastien, qui a découvert ce principe avec les Indiens d'Amérique. Il précise que les bureaux des associations sont collégiaux et composés de bénévoles qui n'ont pas de pouvoir particulier mais une tâche essentiellement administrative : appliquer ce qui est décidé par les « présents-actifs ».

Au-delà de ce constat, ceux qui sont inspirés par cette équipe et ses réalisations doivent savoir que l'implication d'Élise, Sébastien et Antoine engloutit absolument toute leur vie. Leur logement est leur bureau, leurs colocataires sont aussi leurs collègues de travail, les pauses et vacances sont rarissimes voire absentes, et la maison n'est habitée par aucun enfant. *« C'est plutôt l'effet d'une vie très occupée, ne laissant pas de place pour un projet familial, que le résultat d'une démarche anti-enfant,* précise Sébastien. *Certains d'entre nous en veulent et cela nous enthousiasme tous. Notre communauté élargie - qui inclut la vingtaine de personnes avec lesquelles on a eu l'occasion d'habiter - compte des familles avec enfants. Du reste l'une de nos réflexions actuelles, avec tous ces amis, consiste à imaginer comment fonctionner comme un écolieu, sans forcément habiter au même endroit : poursuivre une vie collective, partager et mutualiser le maximum de choses ».*

Une nouvelle page de cette épopée collective qui, progressivement, incarne des alternatives de plus en plus reproductibles. Sans être moins radicales ! ●

> **« En quelques années, la ressourcerie a créé plusieurs emplois et l'association a co-organisé des écofestivals réunissant plusieurs milliers de personnes »**

7.2 La Ressourcerie du Pont

La source d'une **nouvelle société**

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

La Ressourcerie du Pont au Vigan, dans les Cévennes, n'agit pas seulement pour contenir le débordement irrésistible des poubelles, relocaliser la gestion des déchets et pallier l'insuffisance des éco-organismes – sociétés privées qui gèrent les déchets triés. Cette ressourcerie catalyse également d'autres initiatives locales, telle la production autonome d'énergie, l'alimentation en circuit court et de proximité, ou la monnaie locale, pour un projet de société complet et cohérent.

Le panneau «Ressourcerie du Pont» accroché à la façade fatiguée de l'ancienne usine textile de la petite ville cévenole du Vigan ne rend pas justice aux multiples activités qui bourdonnent à l'intérieur. Les habitants qui s'y rendent régulièrement le savent bien. Ici, on collecte les objets récupérables, pour les réparer, les valoriser, puis les vendre, mais aussi pour sensibiliser les citoyens à la limitation des déchets.

Créée en 2014, cette organisation opère dans un bâtiment de 3 500 mètres carrés, près du centre ville. De 38 tonnes par an en 2015, la montagne d'objets collectée est passée à 70 tonnes aujourd'hui. L'ensemble est géré par six salariés et une équipe de bénévoles (lire notre premier article). Ici, les meubles sont rénovés dans un atelier d'ébénisterie, les vêtements triés pour être revendus ou bien transformés en costumes de spectacle par exemple, les livres finement sélectionnés et mis en valeur, comme tout un précieux bric-à-brac de vaisselle, d'appareils électroménager ou de jouets. Parmi les ateliers présents dans les lieux, on compte aussi la réparation de vélos, la soudure, la vannerie, la création d'œuvres d'art.

Expérimenter un projet de société

Mais très vite on se rend compte que ce lieu offre bien davantage. Il expérimente en réalité un projet de société dépassant la simple récupération d'objets : une quête d'autonomie large. Ici, on se retrouve pour des rencontres régulières, autour d'initiatives concrètes dans les domaines des énergies renouvelables et citoyennes (la toiture de la ressourcerie sera bientôt couverte de panneaux solaires), la finance éthique puisque l'équipe est très impliquée dans la monnaie locale, l'Aïga, l'organisation de chantiers solidaires, la convergence des actions écologiques du territoire ou encore la préservation des savoir-faire. De même, la création artistique vit ici au gré d'expositions et de spectacles. L'immense bâtiment sert enfin au stockage de l'équipement logistique de l'association Village du possible : chapiteaux, yourtes, cuisines, sono et mobilier y sont entreposés. quantités d'énergie, de carburant, de vaisselle jetable, de viande etc.

> **Cette ressourcerie de 3 500 m² au cœur du Vigan collecte 70 tonnes de déchets par an grâce à six salariés et une équipe de bénévoles**

Plutôt que de longs discours, les initiateurs de ces actions donnent à voir et à vivre les alternatives qui pourraient concrétiser une réelle transition écologique dans ce territoire. Les différentes actions sont étroitement liées les unes aux autres, imbriquées. Les projets s'alimentent entre eux à la manière d'une boucle économique vertueuse : chaque organisation accepte la monnaie locale ; la ressourcerie prête ou donne du mobilier aux autres associations ; les bénévoles sont rarement investis dans une seule des actions menées et font eux aussi vivre le lien entre les projets. Mais au-delà de ces interdépendances associatives, les ramifications de ce réseau d'entraide impliquent de nombreux habitants et amis et se prolongent dans la vie quotidienne de chacun, à travers d'autres activités communes : cueillettes, coups de mains réguliers, habitat partagé, mutualisations de matériel...

La mise en commun est un mode de fonctionnement ancré (lire notre premier article), qui dépasse la vie associative « formelle ». L'ensemble figure une petite société parcourue de liens multiples dont l'un des points communs est de vivre avec le moins d'argent possible, en se tenant le plus possible à l'écart du système consumériste. Néanmoins cette communauté souhaite aujourd'hui, à travers la ressourcerie, montrer sur le terrain de l'économie, le réalisme de sa démarche et son intérêt par rapport à la gestion conventionnelle des déchets.

Compenser l'inaction des éco-organismes

L'activité des ressourceries en France, en plus de son intérêt écologique, crée des emplois: alors que l'enfouissement des déchets génère à peine un emploi pour 10 000 tonnes (3 pour l'incinération), le réemploi solidaire et citoyen en crée 850 (chiffres de l'Ademe et du Réseau Francilien de Réemploi) !

Par ailleurs, les salariés sont souvent des personnes éloignées de l'emploi, sans forcément que cette démarche donne lieu à une réinsertion structurée ou accompagnée par une équipe sociale – ainsi au Vigan les salariés et bénévoles éloignés de l'emploi, n'ont pas d'accompagnement professionnel.

Les ressourceries viennent aussi pallier l'insuffisance des éco-organismes dont le rôle est de financer la collecte et le traitement de déchets spécifiques (triés), en échange de l'éco-taxe qu'ils reçoivent. Mais leur fonctionnement, mal encadré, s'avère très décevant. Ainsi la Cour des Comptes dénonçait en début d'année le fait que certaines filières affichent des taux de collecte inférieurs à 50%. C'est notamment le cas pour les déchets d'ameublement, de textile ou encore les équipements électriques et électroniques, par exemple.

> **« Les salariés sont souvent des personnes éloignées de l'emploi, sans forcément que cette démarche donne lieu à une réinsertion structurée ou accompagnée par une équipe sociale »**

Par ailleurs, les éco-organismes ouvrent la porte à la délocalisation du traitement des déchets (souvent dans des pays pauvres) et n'incitent finalement pas à la sobriété ni à la prévention : en effet, si les déchets sont pris en charge et sont apparemment recyclés, pourquoi éviter de jeter ? La Cours des Comptes conseille donc à l'État de mieux contrôler ces éco-organismes et de fixer des sanctions financières significatives en cas de non atteinte des objectifs.

Montée en puissance

En attendant, les ressourceries, bien que ne bénéficiant pas des moyens confortables des éco-organismes (financés par l'éco-taxe), offrent une alternative et donnent l'exemple. Ce sont des filières locales, qui impliquent les citoyens dans la gestion de grandes quantités de déchets.
Et plusieurs d'entre elles initient un recyclage des déchets collectés, qui redonne une deuxième vie à de nombreux biens, créent des emplois nouveaux et initient une économie circulaire effective.

Pour que l'usage des ressourceries se développe et soit mieux connu, au-delà du cercle militant, le collectif du Vigan sort régulièrement de son site, pour aller chercher ceux qui ne fréquentent pas les lieux spontanément. Comme ce jour de mi-septembre, sur le parking de la salle des fêtes d'Alzon, où Élise a garé son camion plateau bien en vue et disposé plusieurs poubelles afin de trier les encombrants que les habitants, prévenus par le calendrier de la mairie, lui apportent. Beaucoup s'attardent à discuter. Dans ce bourg cévenol c'est une occasion de se rencontrer. Et la Ressourcerie en profite pour réexpliquer les principes du tri et faire connaître son activité.

Son budget annuel atteint aujourd'hui 143 000 euros, le bâtiment a été acheté (300 000 euros) par l'organisation et est en cours de mise aux normes. Les fondateurs qui reçoivent de nombreuses demandes d'interventions extérieures ont suivi une formation « chef et expert en projet ESS » et sont élus au sein du Réseau National des Ressourceries... En somme, le temps des cabanes dans les arbres (notre premier article) de la décennie précédente semble bien loin. « On ne veut plus être perçu comme des marginaux, insiste Sébastien, on ne veut plus écrire dans la marge mais dans le corps du texte ! Pour cela il faut apprendre à monter en compétence, voire à gérer des équipes. C'est nécessaire, même si nous restons fidèles aux idées qui nous poussent à agir depuis quinze ans et notamment au fonctionnement coopératif. »

Marqueur de cette évolution : récemment, l'équipe a remporté un appel d'offre où la Ressourcerie du Pont était en concurrence avec le groupe Nicollin, géant du secteur et multinationale qui gère tout le secteur du nettoyage et du déchet dans l'agglomération de Montpellier. « La mairie connaît de longue date notre action locale et sait combien la sensibilisation des citoyens est essentielle pour réduire les déchets. Tout comme la Communauté de commune qui devait trancher cet appel d'offre. C'est un des critères importants qui nous a permis de l'emporter » se réjouit Sébastien. Une belle reconnaissance de leurs savoir faire. Et une autre manière d'être subversif.

> **« On ne veut plus être perçu comme des marginaux, on ne veut plus écrire dans la marge mais dans le corps du texte ! Pour cela il faut apprendre à monter en compétence... »**

HABITAT PARTAGÉ / COLLOCATION

- **Eau, électricité et gaz :** 32,4 euros / personne / mois
- **Chauffage :** le poêle à bois consomme 3 stères récupérées par an. Les colocataires qui ont vécu 5 ans en habitat léger chauffent peu et ont l'habitude de s'habiller quand il fait froid.

ALIMENTATION

- **50% des besoins** sont satisfaits grâce à un échange avec une maraîchère : 7 heures d'aide contre des légumes et fruits en quantité suffisante pour ne pas avoir besoin d'en acheter.
- **Le reste :** essentiellement des produits secs achetés en commandes groupées qui représentent 21 euros / mois / personne
- **Loyer :** 174 euros par mois / personne.
- **Total des dépenses :** 227 euros / mois / personne.

RESSOURCERIE

- **Chiffre d'affaire annuel** de la ressourcerie : 143 000 euros.
- **Dépenses annuelles :**
  - Carburant : 4000 euros.
  - Eau et gaz : 600 euros.
  - Chauffage : le local est essentiellement chauffé avec du bois de récupération. Quelques bons radiateurs en céramique font parfois l'appoint.
  - Électricité : un projet de toiture photovoltaïque est en bonne voie.
- **Ressources humaines :** Nombre d'emplois créés : 6 (20 heures par semaine).
- **Bénévolat :** 60 heures par semaine pour les trois initiateurs + 100 heures données par d'autres contributeurs. Soit 160 heures par semaine.

Radiographie de la Ressourcerie du Pont

VILLAGE DU POSSIBLE (association événementielle)

- **Budget :**
  - Chiffre d'affaire annuel de l'association : 80.000 euros
  - Ressources humaines : 7 personnes ont travaillé pour l'association dans l'année. Contrats très variables de un à plusieurs mois.
  - Bénévolat : 30 heures par semaine ensemble (3h pour 10 personnes en réunion et préparation) et 40h séparément. Soit 70h par semaine.
- **Dépenses :**
  - Énergie : aucune dépense ou presque car l'alimentation de la logistique festival est branchée sur un groupe électrogène à l'huile végétale et des panneaux solaires.
  - Stockage : les locaux de la ressourcerie servent au rangement du matériel.

Spiritualité

Comment évoquer des communautés de vie sans penser aux communautés religieuses, comme les monastères chrétiens ou les ashrams hindouistes, où des hommes, ou des femmes, tendent à l'autonomie et partagent vie spirituelle et vie matérielle ?

Parmi les écolieux figurent certaines de ces communautés, comme le monastère de Solan. Elles trouvent dans l'écologie et le respect du vivant une intense résonance avec leurs propres valeurs, de louange et de respect de la Création. L'Arche de la Flayssière, quant à elle, articule, depuis sa création il y a presque cinquante ans, vie spirituelle, sobriété matérielle et… lutte sociale et écologique (non violente !).

L'Arche de la Flayssière
81 8.1 Une arche de la non-violence et de la sobriété
85 8.2 Rajeunir pour durer

Monastère de Solan
Cultiver la terre et le ciel 9.1 90
La gouvernance particulière des écolieux spirituels 9.2 95

L'Arche de la Flayssière **8.1**

Une arche de la **non-violence** et de la **sobriété**

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

Lancée par l'Italien Lanza del Vasto après sa rencontre avec Gandhi en 1948, l'Arche a donné naissance à plusieurs communautés en France comme à l'étranger. L'Arche de la Flayssière, née en 1973, est installée en pleine nature, dans une ancienne ferme isolée. Au sein de l'une des plus anciennes communautés rurales en France, la vie spirituelle, la sobriété intérieure et l'engagement social s'articulent autour d'une culture de l'action non-violente qui s'adapte aux différents enjeux du siècle.

La Flayssière est perchée sur l'un de ces plateaux sauvages du parc naturel régional du Haut Languedoc, en bordure du Larzac, au cœur de la Forêt domaniale de Joncels. Bercée par le vent. De nuit en plein hiver, j'ai la sensation de ne pas être seule sur les 18 kilomètres de route sinueuse qui grimpe depuis Lodève : j'aperçois plusieurs clignotants rouges à l'horizon et mets un petit temps avant de comprendre. Il ne s'agit pas des phares arrière de voitures circulant devant moi, mais d'immenses éoliennes implantées ici depuis deux ans, au grand regret de mes hôtes qui ont pourtant bien tenté de faire front. Mais le temps n'est pas aux explications : à mon arrivée, Margarete m'invite illico à rejoindre le reste des habitants réunis dans la « grande salle ». Comme chaque soir, ils s'y réunissent pour une prière au coin du feu. Je me faufile auprès de la petite assemblée pour assister au rituel. J'ai froid, mais le salut individuel effectué à la fin par chacun, en face à face, les yeux dans les yeux (et à distance depuis que sévit le Covid), me réconforte par une bonne dose de chaleur humaine.

Le choix d'une vie rurale et communautaire

« Jeune, je cherchais une vie plus juste et communautaire » me confie Margarete lors du dîner que nous partageons ensuite avec Fernando, son mari. *« En 1989, je suis venue assister à un séminaire sur l'Arche et la Non-violence, après un séjour au Brésil auprès de paysans sans terre. Je faisais des études en sciences de l'éducation et j'arrive ici alors que le successeur de Lanza, Pierre Parodi, vient de décéder. La cérémonie à laquelle j'assiste alors est magnifique, je perçois toute la profondeur de la spiritualité tournée vers la vie, vers l'essentiel »*, me confie celle qui trouve à La Flayssière de quoi nourrir son engagement militant tout autant que sa quête spirituelle et son désir d'expérimenter une société plus pacifique et solidaire. Cette fille de pasteur y rencontre son futur mari. Originaire du Pays Basque, ce dernier cherche aussi des alternatives à une société dont le modèle ne répond pas à ses attentes en termes de justice sociale et d'écologie. *« On vient ici pour une raison mais on reste souvent pour d'autres, parce qu'on sent que c'est un chemin de vie… »* explique celui qui, après s'être longtemps occupé de la ferme, est devenu maître artisan céramiste.

En optant pour cette vie rurale organisée autour de la ferme, les membres se répartissent la responsabilité des tâches entre la fromagerie, le jardin potager, la poterie, les vaches, l'accueil et la formation, ainsi que les repas et l'entretien de la maison. Aussi, les journées sont-elles bien rythmées et le temps très structuré : yoga ou méditation au lever pour certains, prière œcuménique et lecture d'une tradition spirituelle différente tous les matins à 8h30, petite réunion pour organiser la vie communautaire, partage des « pluches » – épluchage des légumes – jusqu'à environ 10h. Chacun vaque ensuite à ses activités, ne se retrouvant que pour le déjeuner – seul repas de la journée pris en commun – et le soir à 19h30 pour la seconde prière de la journée. Toutes les heures, le son de la cloche résonne : c'est le « rappel », chacun est invité à faire une courte pause pour se recentrer un instant, en silence et en pleine conscience. Cette pratique illustre bien cet équilibre recherché entre labeur physique et travail spirituel, entre choix d'une vie sobre et engagement dans le monde. Un écho à cette citation de Gandhi, un personnage qui inspire les lieux depuis sa création : *« Il faut vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre »*.

L'engagement d'une vie

Cette simplicité choisie favorise le développement de l'être à la dictature de l'avoir. Il y a treize ans, la communauté s'éclairait encore à la bougie et la lessive se faisait à la main. Et le travail des champs se faisait sans moyen mécanique, grâce à la traction animale. Aujourd'hui, l'électricité a été introduite, mais on va toujours tronçonner le bois de chauffage en forêt, puis on le scie et on le fend sans machine avant d'en stocker de grande quantité pour l'hiver. Autant de choix de vie qui illustrent ce renoncement et rendent parfois la vie rude, au point de questionner le rapport de chacun au temps et au confort (lire la suite de l'article). *« Le lave-linge c'est peut être moins physique, mais au niveau du temps c'est pareil. La machine ne peut travailler seule, il faut être présent et elle incite à faire plus de lessives ! Son usage dépend donc de la sensibilité de chacun, mais nous préférons tous deux continuer comme avant »* relèvent Jurek, 66 ans, et Katharina, 60 ans, pour qui cette manière de faire, « à l'ancienne », symbolise plus qu'il n'y paraît. *« Lanza del Vasto cherchait la cohérence et l'unité de vie. Travailler de ses mains fait partie de son approche, tout comme le travail sur soi »*, relève en ce sens Fernando, qui rappelle cette autre pensée de Gandhi : *« La fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la semence »*. Autrement dit, *« la violence sociale ne peut se résoudre sans transformer la violence en soi. Agir sur notre intérieur, c'est œuvrer à la cohérence d'une société qui n'exploite pas, qui produit en local et en autonomie »*, précise Fernando. Pour Christophe, qui habite à la Flayssière depuis 23 ans, c'est surtout une question de volonté : *« Lanza del Vasto ne parlait pas d'écologie mais de conversion : il faut se convertir soi, simplifier sa vie, mais aussi avoir le sens du beau – avoir de beaux bâtiments, de belles fêtes. »*

Et c'est précisément dans cette conception du rapport à soi et aux autres que se cultive la non-violence si emblématique de leur engagement. *« L'Arche est née durant les Trente Glorieuses dont elle a vite dénoncé le "glamour" trompeur : notre richesse était déjà à l'époque fondée sur l'injustice, la guerre, l'appauvrissement d'autres êtres humains et la pollution de la terre »*, note ainsi Margarete. *« Les débuts de l'Arche, c'était aussi l'époque de la guerre froide, de l'armement massif, des essais nucléaires, de la guerre d'Algérie, puis du projet de camps militaire au Larzac »*, ajoute-t-elle. Et de rappeler le contexte dans lequel Lanza Del Vasto promeut cette approche alors peu connue du public, avec l'idée de répondre à ces injustices par le travail de la terre, par la vie en communauté, sans exploiter l'autre ou la nature, et en travaillant sur soi. *« Cette façon d'être invite à sortir de l'indifférence, à ne pas céder à la peur, et à résister à la violence – ce qui ne demande pas seulement du courage et de la détermination, mais aussi beaucoup d'amour »*, précise ici Margarete, qui aime revenir aux deux principes fondamentaux de la non-violence : *« en sanskrit, elle repose sur les notions d'« Ahimsa » et de « Satyagraha ». Autrement dit, sur l'idée de nuire le moins possible à la terre et à tout être vivant, mais aussi sur la force de la vérité qui invite à agir dans la non-violence active »*.

FOCUS

Les **faucheurs** volontaires

Les premières actions de fauchage de semence transgéniques ont eu lieu à la fin des années 1990. À chaque fois, les responsables associatifs ou syndicaux ont été condamnés. Le mouvement réfléchit alors à une manière d'élargir ce combat pour diluer en quelque sorte sa répression. En août 2003, alors que José Bové sort tout juste de prison, Jean-Baptiste Libouban lance le mouvement des Faucheurs Volontaires : avec l'aide de la Confédération paysanne, 400 premiers faucheurs signent une charte dans laquelle ils s'engagent officiellement contre l'industrie semencière. Rapidement, ils seront plus de 7 000 à y souscrire.

L'objectif ? Provoquer des procès, et donc des débats autour de ce sujet. « La force de Jean Baptiste est d'avoir gardé l'unité de cette mouvance très diverse : les faucheurs ont des tempéraments forts et en AG ça s'étripe dans tous les sens, mais il arrivait à leur rappeler l'importance de rester unis pour mieux lutter » rappelle Christophe. José Bové, qui le connaît bien, aime à rappeler la manière dont ils les ont incités, aussi, à utiliser le dispositif de « comparant volontaire » : cette possibilité offerte par la loi permet de déclarer son délit et d'ainsi indiquer son souhait de comparaître volontairement devant la loi. *« Avec Jean-Baptiste, nous avons systématisé cet usage pour que chaque faucheur revendique son acte auprès des gendarmes, et ce afin de renforcer la dimension collective et citoyenne des fauchages »*. L'ancien député européen, qui a côtoyé Lanza del Vasto sur le plateau du Larzac dans les années 1970, reconnaît l'efficacité de cette stratégie de non-violence pour dénoncer les OGM et faire œuvre de pédagogie pour gagner la bataille de l'opinion : *« C'est un acte de désobéissance que l'on revendique en tant que tel, en plein jour, à visage découvert »*. Et cela fonctionne…

Donner vie aux luttes

Cette invitation à l'action non-violente est cruciale pour comprendre la mobilisation de l'Arche dans différentes luttes écologiques et sociales depuis sa création : la non-violence ne cherche pas à nier le conflit, mais plutôt à le transformer en alternative constructive pour chacun. C'est une posture qui invite à établir des rapports de force quand cela se révèle nécessaire : *« Plus qu'une stratégie, c'est une façon d'être ! »* résume, de son côté, Christophe, pour qui l'essentiel est de sentir la justesse de l'action conçue pour dénoncer les injustices. Avec Margarete et Fernando, ils aiment parler de leur « frère » Jean-Baptiste Libouban : ce membre historique de la Flayssière – absent pour raisons médicales lors du reportage – a dirigé l'Arche pendant quatorze ans tout en s'engageant dans nombre de combats, dont la dynamique des Faucheurs Volontaires (lire notre encadré). Si cette lutte fait partie des plus médiatisées, l'Arche en compte de nombreuses autres à son actif : au niveau national et international, contre les camps d'internement lors de la guerre d'Algérie, contre le nucléaire civil et militaire, contre les mines antipersonnelles, contre la guerre en Irak… ou au niveau local, en soutenant les paysans sur le plateau du Larzac, pour le maintien des petites lignes ferroviaires ou contre les éoliennes qui maintenant se dressent devant la Flayssière.

Leurs modes d'actions ? Le jeûne, la destruction de plants OGM lors de fauchage collectif ou l'occupation des terres afin de bloquer ou ralentir l'avancée d'aménagements contre-nature. Tous ces modes d'actions sont-ils vraiment en accord avec la non-violence ? *« Oui, à partir du moment où nous respectons la personne et son intégrité : nos actes contraignent, et visent surtout à interpeller les consciences »*, souligne Fernando, qui a dernièrement mené plusieurs combats pour le maintien de petites lignes ferroviaires dans la région. Si cette action a fonctionné, tout comme d'autres ont réussi dans les années 1970 au Larzac ou avec les Faucheurs Volontaires, leur combat n'est pas toujours aussi fructueux : *« J'ai lutté contre ce projet d'éoliennes industrielles installées sur notre territoire, on a bloqué tout un convoi de mâts avec des jeunes de Saint-Affrique, pendant 17 heures… C'est l'ironie du destin vu qu'on consomme peu d'énergie, mais nous n'avons pas réussi… Être contre les éoliennes est, en outre, plus compliqué que s'opposer au nucléaire. »* ajoute Christophe. Pour Margarete, devenue responsable internationale de l'Arche en 2019, *« Bon, je me console en me disant qu'il y a plus de monde qui se réclame de la non violence aujourd'hui : l'Arche a contribué à faire connaître cette philosophie et ce mode d'action, et nous pouvons à présent agir de manière plus large avec d'autres réseaux »*. Aux yeux de José Bové, célèbre paysan du Larzac et ancien député écologiste européen, l'Arche a eu des actions remarquables à plusieurs périodes : *« Ce sont les premiers à s'être engagés fortement sur la question des essais nucléaires ou contre la guerre d'Algérie. Leur expérience s'est déjà inscrite dans la durée : avec plus cinquante ans d'existence, c'est l'un des plus anciens réseaux de communautés rurales basée sur le travail manuel, artisanal, sur la spiritualité et l'action. Il est important que l'Arche demeure et qu'elle se renouvelle encore pour perdurer. »* ●

Rajeunir pour durer

L'Arche de la Flayssière 8.2

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

Au premier abord, leur mode de vie paraît un peu monastique. Le rythme donné par les rituels et la vie communautaire semble laisser peu d'espace au temps libre et à la spontanéité. Pour autant, par de nombreux aspects, ce cadre peut se révéler à la fois rassurant et souple. Le goût de la fête est à La Flayssière aussi important que le sens du labeur, avec une organisation éprouvée qui sait évoluer. Depuis quelques mois, la réflexion est d'ailleurs entamée pour rajeunir l'âge des membres qui résident en permanence dans la communauté. De quoi poser plus largement la question de la transmission et de la survie de leur démarche dans le temps…

« Je connais ce lieu depuis que je suis enfant. À l'époque on s'éclairait à la bougie, on trouvait ça génial, avec la sensation de tout faire en plus grand et de s'initier à beaucoup de choses », confie Zoé, 23 ans. Cette nièce de Christophe et Isabelle, un couple qui habite ici depuis vingt-trois ans, aime La Flayssière pour *« ce savant mélange de simplicité et de proximité entre les gens, avec des moments de partage que l'on retrouve difficilement dans la vie conventionnelle »*. Jeune diplômée d'un master en gestion de l'eau, elle est venue passer six mois ici avant de rechercher un métier. *« J'ai envie de vivre en communauté, et j'ai choisi mes études en fonction de compétences utiles à ce mode de vie. Mais avant cela, je souhaite expérimenter autre chose »* relève la jeune femme, bien consciente que la Communauté ne la laisserait pas faire un tel choix tout de suite : *« C'est important que les jeunes, surtout ceux qui ont grandi là, ne s'engagent pas ici avant d'apprendre un métier et de vivre ailleurs,* souligne Christophe, dont les trois enfants ont désormais quitté le nid de La Flayssière. *On veut qu'ils comprennent comment le système fonctionne à l'extérieur, comment il exige de ramener de l'argent, d'être compétent, responsable… C'est formateur ! »*

L'une des deux filles de Margarete et Fernando, Anna – née en 1997 –, fait aujourd'hui ses études à l'étranger. Bien consciente, dès l'adolescence, de vivre dans un environnement différent, elle sent que cela lui donne de la force aujourd'hui : *« La vie en communauté ne me manque pas vraiment ; pourtant, elle m'accompagne et me guide au quotidien »*, affirme-t-elle. Si elle se sent riche des savoir-faire acquis durant son enfance ici, elle apprécie encore plus les savoir-être qui lui ont été transmis : *« Il y a une conscience, un travail utile sur la communication et le pardon, une manière d'appréhender les relations humaines qui est assez saine où que l'on se trouve »*, relève celle qui se sent portée par l'esprit d'ouverture dans lequel elle a grandi.

Un état d'esprit

Il est vrai que la Flayssière accueille en permanence de nombreux stagiaires du monde entier, sur des périodes allant de quelques jours à deux ans. Son activité, riche d'échanges avec les villages voisins, de fêtes et de célébrations variées, pousse la Communauté à cultiver cette ouverture d'esprit. *« L'accueil de différents stages et la formation jouent un rôle important dans notre économie et notre activité. L'harmonie dans les relations, l'unité et le respect mutuel malgré toutes les diversités – différences d'âge, de tempérament, de nationalité et de recherche spirituelle – restent le défi majeur de notre vie quotidienne et de notre engagement »*, relève Margarete, responsable internationale de l'Arche. Maintenant que ses filles sont grandes, elle est soucieuse de transmettre encore plus largement les valeurs de la Communauté : *« Ce réseau de relations sociales nous fait mieux sentir combien nous sommes unis et solidaires les uns envers les autres dans notre destin humain. En ce moment, notre principale action est de maintenir la vie de la communauté. Et vu les crises qui s'accumulent à l'horizon, on va être amené à participer à plus de luttes pour sauvegarder notre planète ».*

Aussi la communauté passe-t-elle beaucoup de temps à échanger sur ce sujet depuis quelques mois, avec une grande capacité à se remettre en cause pour mieux appréhender son avenir. Pour Margarete, qui aime rappeler que *« la communauté de l'Arche n'a de sens que si elle répond à des préoccupations et à des enjeux d'aujourd'hui »*, il est crucial de continuer à être aussi visionnaire que Lanza de Vasto, son fondateur, le fut à son époque.

« En quoi nos réflexions, nos actions, nos choix de vie personnels et communautaires peuvent-ils répondre aux enjeux de notre temps, plus grands que jamais ? » insiste-t-elle, convaincue que l'Arche a toujours une vision porteuse d'espérance pour le monde d'aujourd'hui.

La communauté de l'Arche s'active donc, consciente que son renouvellement doit la pousser à ne pas « être à part » mais à « être mieux avec ». Hier pionnière dans la non-violence, elle s'engage aujourd'hui auprès de nombreux réseaux qui œuvrent pour la paix, la justice sociale, l'écologie et le climat : Church and Peace, Global Ecovillage Network – le réseau mondial des écovillages –, ou encore le collectif d'ONG « LeJourdAprès », créé au printemps 2020 lors du premier confinement. Du 7 au 11 juillet prochain, l'Arche organise même un Festival du Changement, intitulé « À la recherche du temps futur - Face au plus grand défi de l'humanité, quelles voies pour une terre habitable? », sur les domaines reliés de La Flayssière, La Borie et Nogaret, dans l'Hérault.

Un équilibre dynamique

Au quotidien, les membres de l'Arche ont à cœur d'améliorer leur expérience du vivre-ensemble et de vie communautaire. Pour cela, les engagés de la Flayssière intègrent beaucoup d'apports extérieurs tels la CNV (communication non-violente[1]), le travail sur les émotions et la violence intérieure, la sociocratie et la gouvernance partagée[2], des outils pour vivre en groupe et pour animer des réunions. *« L'héritage laissé par Gandhi, Shantidas[3] et nos anciens, nous donne des bases solides, mais nous continuons à apprendre de nos erreurs et à nous ouvrir à la créativité et à l'expérimentation »*, explique Margarete.

Depuis un an, ils font notamment appel à Elisabeth Clerc, une aide extérieure qui intervient toutes les six à huit semaines pour les aider à consolider leur projet : *« Vivre en communauté est un vrai challenge. Ils sont dans une mouvance non violente mais chacun est traversé par des émotions, des frustrations. Ces séquences de régulations sont un espace où les membres de la Communauté peuvent déposer ce qui leur pèse. Je fais en sorte que cela soit recevable, et souvent je les amène plus loin qu'ils n'auraient été »*, témoigne Elisabeth, heureuse de les accompagner. À ses yeux, *« leur envie de faire perdurer cette communauté va les ouvrir à d'autres points de vue et façons de faire, pour continuer dans la lignée au-delà de ce qu'ils sont aujourd'hui. »*

Et ce d'autant qu'il y a de vraies divergences au sein du groupe actuellement, au sujet des pratiques spirituelles, de l'indépendance financière ou des choix de mécanisation (sur l'usage d'une fendeuse à bois ou d'un motoculteur, par exemple) pour effectuer certaines tâches à la ferme. Ce dernier point, notamment, est un vrai sujet de préoccupation : certains pensent que cela fait du bien et crée un vrai lien avec la nature, d'autres estiment que c'est éprouvant et que cela fait perdre du temps. *« Avec un petit groupe qui vieillit comme le nôtre, il est parfois difficile de se renouveler. Mais j'ai le désir ardent que la Flayssière perdure et je sais que nous ne sommes pas dans le dogme »*, commente Margarete, confiante dans la capacité de la communauté à se renouveler, mais consciente de la difficulté à maintenir l'activité de la ferme sans la participation des stagiaires qui viennent se former dans la communauté.

Inventer une sobriété moins pénible

« Il y a quinze ans, nous avions encore une charrette et un cheval, remplacés depuis par un tracteur. Le bois est scié en forêt avec une tronçonneuse mais il faut le charger, le fendre, le ranger, puis le re-scier soi-même lorsqu'on en a besoin. Pour le foin, nous avons une botteleuse, mais il faut là encore ensuite charger les bottes et les mettre à l'abri pour l'hiver. Il y a aussi des vaches dont on doit s'occuper, et la traite qui se fait à la main : le troupeau est assez petit pour ne pas nécessiter une machine qui nous prendrait du temps de nettoyage ensuite. Quant au potager, nous avons toujours préféré la grelinette pour préserver le sol et l'aérer sans l'abîmer », relève encore Margarete. À ses yeux, la communauté est dans un entre-deux : elle a fait des concessions au regard de la sobriété initialement prônée par Lanza Del Vasto, mais elle ne mécannisera pas toutes ses tâches agricoles pour autant. D'ailleurs, les jeunes qui viennent à la Flayssière sont parfois plus radicaux dans leur rejet de la mécanisation : *« Ce n'est pas vraiment une question de génération »*, assure Margarete, toujours soucieuse, avec le reste des permanents, du temps de repos accordé aux stagiaires en soutien. *« On leur confie des responsabilités, on les forme, on leur transmet un savoir-faire et on leur apprend le métier, mais on veille à ce qu'ils profitent aussi des activités créatives et qu'ils se reposent »*.

Qu'en disent Fred et Sveta qui, après plusieurs années à voyager et faire du volontariat, veulent justement participer à ce renouvellement ? *« C'est un challenge énorme que de nombreuses communautés n'arrivent pas à réaliser. La vie communautaire n'est pas un choix de fuite ou de facilité, il faut être fort intérieurement pour tenir. Et ce lieu doit continuer de vivre et de grandir »*. Installés depuis un an à la Flayssière avec leur bébé de 6 mois, ils savent que leurs envies bousculent celles des autres couples présents ici depuis plus de trente ans : leur pratique quotidienne de méditation Vipassana et leur volonté de s'économiser dans la réalisation de certaines tâches éprouvantes pour avoir plus de temps sur d'autres chantiers, déstabilisent un peu l'équilibre établi. *« Pour moi, l'usage de certains outils participe aussi d'une vie simple »*, relève ainsi Fred avec sérénité : *« Nous aimons l'équilibre sensé qui règne ici, le partage entre la vie personnelle et la vie communautaire, et on sait que nos envies vont se caler au fur et à mesure »*.

Sans doute leurs efforts seront-ils partagés par le petit groupe de jeunes qui s'est récemment installé à Nogaret après avoir suivi « La Fève », une formation lancée en 2010 par la maison communautaire de Saint-Antoine : *« Pendant un an, ils apprennent les rudiments de la vie résilience et communautaire, à prendre des décisions, à exprimer leur besoins, leurs désirs, à avoir un projet et à s'outiller correctement »* note Christophe, enthousiaste. Depuis août 2020, le site de Nogaret, voisin de La Flayssière, connaît donc une nouvelle jeunesse : *« Jusque là , il était entretenu par des retraités. Ils organisaient des activités l'été pour transmettre les valeurs de l'Arche. Maintenant, ces jeunes vivent sans eau ni électricité. Certains ont quitté l'orchestre national de Suède pour faire ce projet, ils apprennent tout sur le tas ! »* expose encore Christophe, heureux de constater leur motivation. Plus jeune, il a lui aussi commencé comme stagiaire à Nogaret, la petite communauté en lien avec La Flayssière…

1. Élaboré par Marshall B. Rosenberg, ce mode de communication repose sur la bienveillance et l'empathie. L'expression « non violente » est une référence au mouvement de Gandhi : c'est le fait de communiquer avec l'autre sans lui nuire (principe de l'ahimsa).
2. Mode de gouvernance auto-organisé pouvant prendre des formes assez différentes, mais où les prises de décision reposent sur l'intelligence collective, le respect de chacun et la responsabilité de tous pour réaliser des objectifs communs.
3. Nom donné par Gandhi à Lanza del Vasto.

Radiographie de l'Arche de la Flayssière

DESCRIPTION DU LIEU

- Le lieu s'étend sur environ **sept hectares**.
- Le corps de **ferme de la Flayssière** se compose d'une grande bâtisse partagée où se situent cinq appartements réservés aux membres permanents, les chambres des stagiaires, ainsi que la grande salle de prière, de méditation ou de fête, la cuisine partagée et l'espace bibliothèque. Une maison est située en face de cette bâtisse. En contrebas se trouve une petite dépendance pour loger amis ou stagiaires de passage.
- Le reste du corps de ferme abrite la fromagerie, l'étable, un immense atelier établi, l'atelier de poterie, les salles dans lesquelles on entrepose le bois, les provisions et les produits du jardin, des salles pour accueillir les groupes de passage, des sanitaires collectifs. Des toilettes sèches sont installées à l'extérieur.
- Le tout appartient à une **société civile immobilière** détenue par les membres de l'Arche. Des travaux d'amélioration du lieu se font en continu.
- La Flayssière est étroitement reliée à la petite communauté de la Borie Noble et au hameau de Nougaret.

TRAVAIL ET REVENUS

- Tout le monde travaille pour la communauté. Les résidents ont officiellement un **statut d'agriculteurs**, sauf Fernando qui est artisan.
- Les revenus sont assurés par la vente des produits laitiers, des poteries, des sessions de yoga, danses et autres, et par la location de certains espaces à des groupes en séjour libre. Ces revenus sont versés dans une **caisse commune** qui prend en charge les dépenses de nourriture, de santé et de transports des résidents permanents. Ils bénéficient aussi d'un budget vacances et d'argent de poche (110 euros par mois pour les adultes et 60 euros pour les enfants).
- Les **stagiaires de passage** – de quelques jours à… deux ans ! – ne sont pas pris en charge financièrement par la communauté. Ils versent une cotisation unique de six euros à l'association lors de leur venue.
- **Les membres travaillent** essentiellement sur place : Jurek va au marché deux fois par semaine à Lodève et Clermont l'Hérault, pour vendre le fromage et les poteries, accompagné d'un autre membre ou d'un stagiaire. En temps normal, Margarete voyage beaucoup à l'étranger au titre de l'Arche.
- En **fin de carrière**, les membres touchent une retraite liée à leur statut d'agriculteur. S'ils ou elles quittent la communauté après leur retraite, il arrive que l'Arche soutienne financièrement leur départ, étant donné qu'ils ou elles n'ont pas pu faire de véritables économies durant leur vie sur place.

GOUVERNANCE ET MODE DE VIE

- **La communauté** se compose de membres permanents : « les engagés », 3 couples âgés de 53 à 66 ans – Margarete et Fernando, Christophe et Isabelle, Jurek et Katharina –, un couple de postulants âgé d'une trentaine d'années, Fred et Sveta, et de personnes de passage (les stagiaires).
- **Sont mutualisés :** l'usage d'un grand frigo, des voitures, une machine à laver, ainsi que des machines utiles à la ferme, à l'entretien de la maison ou aux besoins informatiques.
- **L'alimentation** – végétarienne et biologique – vient essentiellement des mille mètres carrés de jardin du site, de la ferme avec ses vaches laitières et du poulailler, le pain du four à bois de la communauté voisine, le tout agrémentés de commandes de céréales chez des grossistes bio et compléments de provision faits sur le marché. Un petit espace « braderie » entrepose des vêtements donnés à la communauté ou issus du tri effectués par les membres dans leurs propres affaires, on peut s'y servir comme on le souhaite.
- À côté du travail, une grande importance est accordée aux **activités récréatives** comme le chant, la danse, le yoga, et surtout aux fêtes et à leur préparation (décoration, cuisine, déguisements), ainsi qu'aux moments d'échange et de réflexion
- Les membres estiment avoir une bonne qualité de vie, en abondance.

L'ARCHE

- L'Arche est aujourd'hui présente dans 12 pays, elle compte 200 membres officiels à son actif.

Cultiver **la terre** et **le ciel**

9.1 Monastère de Solan

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Les écolieux ne sont pas tous fondés par des néoruraux aspirant à changer de vie. Parfois, la démarche est plus intérieure, spirituelle, voire religieuse. C'est le cas de la communauté du Monastère orthodoxe de Solan dans le Gard. Sobres, voire ascétiques, les 20 religieuses qui y vivent pratiquent l'agroécologie avec une efficacité rare : grâce à un travail considérable et des méthodes simples, elles tendent vers l'excellence.

Juste devant les portes des cellules où vivent les sœurs, sous le débord de toiture, cinq nids d'hirondelles sont installés. Les oiseaux virevoltent et le bruissement des ailes se mêle à celui des robes des religieuses dans un ballet silencieux, recueilli et affairé. Vingt âmes vivent au monastère de Solan, une congrégation orthodoxe établie dans le Gard.

Elles cultivent environ 20 hectares sur un domaine qui en couvre 60. Les terres se répartissent en 5 ha et demi de vignes, un petit hectare d'oliviers, 3 gros ha d'arbres fruitiers (abricotiers, figuiers, pommiers, cerisiers..., dont 2 ha de châtaigniers) et un magnifique jardin potager d'1 ha, sans compter quelques prairies et des friches. Le tout est entouré de 40 hectares de forêt et traversé par un ruisseau jamais sec, merveille de biodiversité – abritant des écrevisses à pinces blanches...

Arrivées ici au début des années 1990, les sœurs découvrent des ruines et des champs exploités de manière conventionnelle pendant les décennies précédentes. Elles décident aussitôt d'adopter les principes de l'agroécologie pour l'ensemble des terres, encouragées et accompagnées notamment par Pierre Rabhi et la Fondation Terre et Humanisme.

Les sœurs produisent du vin, du vinaigre, des confitures, des pâtes de fruits, des compotes, du caviar d'aubergines, des tomates séchées, vendues dans leur boutique et chez quelques distributeurs, ou consommées par la communauté (lire notre encadré). Elles sont ainsi autonomes pour leurs consommations de légumes et, en partie, de fruits. En revanche, elles achètent encore des céréales, des légumineuses, leurs huiles et le sucre. Cette exigence agroécologique semble faire écho à une tradition d'innovation agricole issue en fait du Moyen Âge. Forts de leur capacité de travail, leur taille et leurs moyens, les monastères étaient alors le fer de lance de l'innovation agricole.

> **“Arrivées au début des années 1990, les sœurs découvrent des ruines et des champs exploités de manière conventionnelle pendant des décennies”**

Vingt hectares de travail et de ferveur

Opération éclair d'arrachage de chiendent sur une parcelle de vignes, paillage, récolte de pois, repiquage de salades, remplissage de milliers de bouteilles, confection de confitures, débroussaillage,etc... Voilà le programme d'une seule journée de printemps – il en existe toutefois des plus calmes –, sans oublier la vie spirituelle et notamment les offices : en accompagnant les sœurs dans leur quotidien, on prend vite conscience de l'ampleur de leurs tâches.

> **Il a fallu une dizaine d'années pour atteindre l'équilibre économique qui tient cependant encore à un fil**

L'ensemble des activités du monastère représente un travail considérable, que complexifient les aléas climatiques et la grande pauvreté initiale des sols. Depuis deux à trois ans, la communauté a atteint l'équilibre économique en dépit de mauvaises années à répétition, entre épisodes de grêle et de sécheresse. Cet équilibre est rendu possible par le fait que la congrégation transforme sa production agricole, pour réaliser une meilleure valeur ajoutée. Mais il « tient encore à un fil », d'après les religieuses, qui réussissent à accumuler un petit stock de bouteilles de vin : une pratique fréquente, afin de pallier les années difficiles (une sur cinq environ).

« Se donner le temps : c'est la clé »

L'équilibre économique de l'organisation tient à un ensemble de facteurs. Parmi eux ressortent tout particulièrement l'organisation qui associe une mutualisation très poussée, voire totale, une grande discipline où l'avis de chacune est peu sollicité dans un souci d'efficacité (lire l'article 2) et une recherche absolue de sobriété. Jusqu'à l'ascèse. Cette dernière est consubstantielle de la religion orthodoxe et

imprègne chaque instant du quotidien dans une forme de pleine conscience permanente.Chaque achat, chantier, aménagement, chaque choix est le résultat d'une recherche de simplicité. *« C'est une base du monachisme »* souligne sœur Nicodomi, responsable des activités agricoles, qui insiste sur le fait que cette quête de sobriété implique tout particulièrement de la retenue dans l'action (de la patience) et une anticipation.

Elle explique : *« La clé, c'est de se donner le temps de la bonne idée et des bonnes occasions. Le pressoir est, par exemple, une machine que nous ne pouvions pas nous offrir. Nous avons demandé à un ami concessionnaire viticole de nous prévenir s'il voyait une bonne occasion. Pendant trois ans il n'est pas revenu vers nous, puis un jour il est arrivé avec une opportunité parfaite et nous avons pu l'acquérir, se souvient-elle. De même, nous ne pouvions pas nous offrir de chaudronnière pour fabriquer la confiture. Cet instrument indispensable permet de faire pivoter l'énorme récipient en cuivre et de verser le mélange brûlant. Mais, neuf, il coûte une fortune ! On a acheté en Suisse des chaudrons à gruyère - beaucoup moins chers - qu'on a montés sur un châssis de bétonnière ! La machine convient très bien. »* Ce principe d'anticipation vaut également pour toutes les pratiques agroécologiques du monastère, autant que pour les achats de fournitures. Par exemple, les sœurs achètent la paille lorsqu'elle coûte le moins cher (en juillet), tout comme le bois déchiqueté, puis les stockent pour qu'ils sèchent et se bonifient.

Le rôle des bénévoles

Le bénévolat est l'autre sésame de leur organisation. Lorsqu'on évoque la forte présence des bénévoles aussi bien dans les jardins, les vignes, en cave qu'en cuisine ou à la lingerie (lire notre encadré), l'higoumène (la mère supérieure) rappelle d'abord que nous sommes en haute saison et qu'ils sont beaucoup moins nombreux habituellement. Elle reconnaît toutefois que l'activité agricole, dans sa forme (et sa taille) actuelle, dépend de leur présence : *« Sans eux, ce ne serait pas possible »*.

Tout comme certaines fermes biologiques qui – dans un système de prix contestable, n'intégrant jamais les bénéfices apportés à l'environnement – s'appuient également sur des renforts volontaires. Cette question du temps de travail et des compétences nécessaires à réunir dans tous ces écolieux, religieux ou pas, est centrale. Elle pose certainement une limite – une incompatibilité ? – vis à vis de divers modèles économiques et organisations professionnelles traditionnelles, avec les marchés et les prix actuels des produits agricoles, même en bio. Ce bénévolat souvent nécessaire peut alors créer des tensions au sein des structures (ce n'est pas le cas au monastère), les mettre en difficulté vis à vis du droit du travail actuel, alors que le travail à fournir dans une ferme agroécologique est énorme et peut épuiser certains collectifs… Cette question, essentielle, du bénévolat dans les écolieux fera l'objet d'une enquête spécifique à venir.

> **« Les sourires un peu ironiques des paysans voisins, qui savent les sols pauvres, ont bientôt laissé place au respect »**

Dans ce cas, pourquoi le monastère de Solan n'a-t-il pas imaginé s'installer sur un domaine plus petit ? *« Les bénévoles ne viennent pas pallier à un manque,* rétorque sœur Iossifia. *Souvent, ce sont d'abord des hôtes qui viennent chez nous du fait de notre tradition d'accueil. Ils se sont intégrés au projet dès le départ en proposant leur aide, qu'il s'agisse de voisins ou de visiteurs plus lointains. Cela s'est fait naturellement et sans que nous les sollicitons. Nous n'avons jamais diffusé d'annonce ni d'appel en ce sens. Ils se proposent spontanément de venir apprendre à jardiner ou simplement faire le vide en eux. C'est alors un véritable échange,* ajoute-t-elle. *Nous les logeons et les nourrissons dans de bonnes conditions, nous leurs transmettons nos savoirs agroécologiques sans lien de subordination – ils sont libres de prendre part aux tâches ou non. Nous accompagnons leur recherche spirituelle lorsqu'ils en expriment le besoin. Certains voient là le moyen de nous côtoyer et de se rencontrer. »*

Rayonnement local et international

L'épanouissement écologique du Monastère franchit désormais les hauts murs qui protègent le site et influence subtilement tout le territoire de La Bastide-d'Engras où il s'établit et dont les pratiques et mentalités sont encore proches de l'agriculture conventionnelle. Les sourires un peu ironiques des paysans voisins, qui savent les sols pauvres, ont bientôt fait place au respect, et les nouvelles générations sont souvent convaincues par l'agriculture biologique. *« Bien sûr, l'inscription des terres du monastère au réseau européen Natura 2000 [sites naturels à haute valeur environnementale, NDLR] a suscité quelques craintes,* explique la mère supérieure. *Certains ont eu peur d'obligations environnementales supplémentaires ».* La crainte est infondée car l'inscription en site Natura 2000 n'a pas obligé les voisins à changer leurs pratiques. Elle incite toutefois les riverains à demeurer plus vigilants en matière écologique. Ce qui n'a pas empêché l'installation récente d'une carrière à moins de deux kilomètres à vol d'oiseau ! L'eau de la rivière en dépend et la communauté de Solan est sur le qui-vive pour défendre cette ressource.

Leur expérience essaime désormais bien au-delà du territoire : elle inspire d'autres monastères, pas seulement orthodoxes, mais aussi catholiques ou même bouddhistes, conviés à Solan pour y suivre des formations animées par l'association Terre et Humanisme. Outre le soin à apporter au sol, aux plantes, les participants (beaucoup de femmes) s'intéressent surtout à la construction d'un modèle économique résilient. Le sœurs sont aussi invitées à participer à des rencontres nationales et internationales (telles que le rassemblement de la Conférence des évêques 2020 finalement annulé) pour témoigner de leur aventure agroécologique. Un succès inspirant, mais à l'organisation probablement impossible à répliquer hors de la sphère religieuse. ●

> **“ Leur expérience inspire d'autres monastères, orthodoxes, mais aussi catholiques ou bouddhistes, conviés à Solan pour y suivre des formations ”**

La **gouvernance** particulière des **écolieux spirituels**

9.2 Monastère de Solan

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Le socle de l'organisation du travail au Monastère de Solan est la recherche constante d'humilité. Pas d'une démocratie avancée. Et la discipline librement consentie de ce collectif est incontestablement un gage d'efficacité. Leur démarche nourrie par leur engagement religieux, qui peut rebuter de nombreuses personnes, souligne en creux les difficultés de conjuguer équité et liberté individuelle dans tous les collectifs laïques.

Dans les livres, les articles ou sur les réseaux sociaux, les fermes agroécologiques sont essentiellement décrites sous l'angle des activités agricoles. Les rapports humains sont rarement mis en avant. L'implication des acteurs dans leurs tâches collectives, la satisfaction des besoins de chacun, le temps consacré à répartir les tâches de manière juste au sein des écolieux : ces pratiques concentrent en réalité l'essentiel des problèmes rencontrés par les collectifs en transition. Au monastère de Solan, le soin apporté aux relations humaines est donc central. Contrairement à ce que l'on peut imaginer, cela se traduit par une discipline forte plutôt que par d'infinies discussions.

Discipline stricte et grande souplesse

Partager le quotidien des sœurs, c'est être entraîné par une mécanique de précision. Les horaires font l'objet d'un respect strict, chaque étape de la journée étant marquée par le son de la simandre (instrument liturgique en bois) qu'une sœur frappe en faisant le tour du monastère au pas de course. Les repas sont pris en 15 à 20 minutes et en silence, alors qu'une sœur lit des textes. Les tâches sont accomplies avec une concentration palpable dans un univers où les distractions sont rares – même s'il arrive de discuter entre les rangs de vignes ou de salades – et les écrans absents.

Chacune a des responsabilités qui correspondent à ses domaines de compétence, au sein d'une petite équipe où chaque religieuse est libre et autonome. À tout moment, cependant, on peut changer le programme et solliciter les autres sœurs, voire toute la communauté, pour accomplir une tâche urgente. Du reste, globalement les consignes sont très peu débattues et appliquées sans barguigner. *« Déléguer est libérateur : cela nous permet, avant tout, de nous consacrer plus entièrement à notre pratique religieuse. Mais cela réduit aussi le nombre de choix à faire et donc les occasions de conflits »*, explique soeur Iossifia. Vraiment…?

Cette organisation particulière n'est le résultat ni d'une politique « productiviste » des ressources humaines, ni d'astucieuses règles et autres tableaux Excel qui garantiraient l'équité entre les sœurs. *« Nous ne tenons pas le compte des heures passées par telle ou telle, et en réalité nous ne cherchons pas vraiment l'équité,* explique Mère Hypandia. *Notre organisation du travail se fait au plus près à la fois des besoins et des aptitudes de chacun. »* De fait, les débats sont rares et les décisions – d'où qu'elles viennent – sont manifestement appliquées avec confiance et implication. Est-ce une forme de docilité ? De dévotion ? Ou simplement le respect d'une autorité légitime ?

> **« Arrivées au début des années 1990, les sœurs découvrent des ruines et des champs exploités de manière conventionnelle pendant des décennies »**

Un tel mode de gouvernance peut interpeller certains, qui y verraient une privation de liberté. Vu l'importance de ce qu'apporte un tel fonctionnement à la réalisation des nombreux travaux et productions, indispensables au « modèle économique » du Monastère, ils font sans doute de Solan un écolieux à part, peu transposable dans des collectifs laïques. Ce modèle interroge néanmoins le fonctionnement de nos communautés humaines, d'autres formes de démocraties et des approches diverses de "liberté individuelle". Rien qu'à ce titre, il vaut la peine d'y prêter attention, sans a priori ni prescription, tant l'épanouissement individuel et collectif semble au rendez-vous au sein de cette communauté religieuse.

La quête spirituelle transcende la gestion matérielle

L'higoumène (la mère supérieure du monastère) Hypandia est élue à vie par les autre sœurs. Au sein d'un conseil, elle prend les décisions importantes qui président à la vie de la communauté avec deux autres membres, l'un élu lui aussi par la communauté, et l'autre choisi par soeur Hypandia. *« Les décisions très importantes sont aussi abordées par le reste de la communauté dont on prend l'avis en compte,* tient-elle à préciser. *Cela reste vivant et interactif ! Souvent même nous nous adressons à la maison mère, au monastère de Simonopetra en Grèce. »* Bien des organisations fonctionnent avec des outils de démocratie plus élaborés et effectifs que ceux de cette congrégation. Pour autant, l'entente qui émane de ce collectif de religieuses est

> **« Ce qui nous rassemble va bien au-delà d'une vision commune de l'écologie »**

indéniablement profonde et stable, même s'il arrive, ailleurs, à ce type de congrégation d'être mise à mal par des conflits insurmontables.

À Solan plusieurs facteurs contribuent à cette harmonie. *« Il ne s'agit pas simplement d'appliquer des outils comme la Communication Non Violente ou d'être unies par une vision commune de l'écologie, explique soeur Hypandia. Ce ne serait pas suffisant. La vision qui nous rassemble ici va bien au-delà. »* Leur engagement religieux est un ciment puissant pour celles qui ont choisi la voie spirituelle en partie pour mettre leur égo à distance. En situation de conflit possible, chacune a le réflexe ancré, de désamorcer celui-ci, de toujours rechercher en soi l'origine du problème, plutôt que chez l'autre.

Cette analyse revient dans le discours des autres sœurs qui voient là le cœur de cette organisation : *« Notre recherche spirituelle est entière et nous conduit à nous engager sans compter et surtout sans jamais se demander si l'une travaille plus que l'autre. Sans ce détachement et cette confiance, ce serait impossible ».* De même, les aléas (économiques, climatiques etc...) sont plus facilement relativisés lorsque la priorité du groupe est une quête spirituelle.

Une mutualisation totale

En plus de leur dévotion religieuse et leur engagement à faire vœu de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, ces sœurs font montre d'un soutien et d'une mutualisation bienvenue dans la gestion des besoins matériels et des tâches [lire notre encadré]. Là où certains envisagent avec prudence de partager une chambre d'ami, une buanderie ou des terres agricoles, les sœurs partagent absolument tout – *« à l'exception du linge personnel »* –, pour se consacrer entièrement à cette nouvelle vie, sans se ménager de plan B.

Dans ces conditions, nul n'a intérêt de poursuivre, en arrière plan, des ambitions individuelles, qu'elles soient personnelles, professionnelles ou financières. *« Cette non possession est très libératrice et humiliante à la fois. On est très dépendantes : on doit demander pour tout »* explique soeur Iossifia. On le voit bien, la radicalité de cet engagement constitue l'un des atouts du lieu. Il en fait aussi un modèle très singulier, là encore sans doute peu transposable à d'autres collectifs laïques.

> **“ Les sœurs partagent absolument tout – « à l'exception du linge personnel » –, pour se consacrer entièrement à cette nouvelle vie ”**

À plusieurs reprises, des membres de collectifs en transition, de tiers-lieux et d'oasis sont venus à Solan pour échanger avec les sœurs sur leurs expériences respectives. Ces dernières déplorent que souvent ces groupes rencontrent des obstacles insurmontables pour des motifs relationnels. *« Ces collectifs, quels que soient leurs efforts, sont immergés dans une société très individualiste qui ne les épargne pas. C'est un vrai frein, regrette sœur Iossifia. Chacun s'agrippe d'abord à ses droits individuels plutôt qu'à ses devoirs : nous confondons nos besoins et nos droits. Il faut parfois être plus humble. »*

Ce constat et le fonctionnement général de cette communauté nous questionnent avec force. Car, en creux, leur modèle de gouvernance souligne toute notre difficulté, dans de nombreux écolieux laïques, à conjuguer libertés individuelles et mode de vie et d'action au service de la communauté créée. Or, nos enquêtes l'attestent : lorsqu'on ne prend pas soin des besoins de chacun et de ceux du groupe, parfois contradictoires, des personnalités qui composent le collectif tout en permettant de passer chaque fois que nécessaire du « je » au « nous », ces écolieux volent très souvent en éclat… ●

DÉPLACEMENTS

- Vivant et travaillant sur place, les religieuses ont très peu de déplacements à faire – mis à part de rares voyages en avion de la responsable du monastère à la maison mère en Grèce. **Les courses sont mutualisées** et un seul déplacement hebdomadaire suffit à nourrir les 20 membres de la communauté.

MATÉRIEL INFORMATIQUE ET TÉLÉPHONIE

- Le monastère compte 7 ordinateurs et 5 téléphones mobiles, uniquement pour des usages professionnels et collectifs.

MUTUALISATIONS

- Mis à part le linge personnel, **tous les biens et équipements** présents à Solan appartient à la communauté et est mis en commun.

BÉNÉVOLAT

- Le travail des bénévoles sur la ferme représente **15 300 heures par an**.

ÉNERGIE

- Afin de consommer le moins possible d'énergie, la communauté a investi dans une **chaudière à bois déchiqueté** qui permet de chauffer tout le site et son eau sanitaire. Cela lui coûte en bois déchiqueté 5 000 euros par an (2019), achetés moins cher hors saison. Le monastère dépense en plus 11 000 euros d'électricité.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

- **La communauté est autonome** pour les légumes et une partie des fruits. Les sœurs produisent leurs olives de table mais pas encore d'huile. Elles achètent leurs céréales et légumineuses, et importent d'un chevrier proche de la paille et du fumier pour le potager.
- **Une cuisine prépare les repas ;** chacune peut réserver ce qu'elle estime « en trop» dans leur repas, avant d'avoir commencé à manger, pour ne pas gaspiller.

Radiographie du monastère de Solan

REVENUS, DÉPENSES, BANQUE ET COMPTABILITÉ

- Les sœurs ne perçoivent **pas de rémunération** individuellement pour leur travail (agriculture, transformation, vente etc...). C'est la communauté qui reçoit cette rémunération et cet argent est mis en commun pour les frais. Les revenus de la congrégation sont issus de la SARL que les sœurs ont créé pour commercialiser leur vin (50 % du chiffre d'affaire) mais aussi de la confiture, des conserves, de l'encens, des livres, etc... L'essentiel de ces revenus est réinvesti dans l'activité agro-alimentaire du site.
- Le **coût de la vie quotidienne** de chaque sœur est estimé à 429 euros par mois : cela comprend l'alimentation, les vêtements, la santé, les fournitures pour la chapelle, l'entretien de la maison, les fournitures consommables (produits d'entretien et hygiène, piles, ampoules...), le petit matériel (électroménager, vaisselle, petit mobilier...), l'électricité, le gaz, le téléphone, le chauffage et l'eau chaude sanitaire, les impôts, et la taxe d'habitation, l'assurance de la maison, de l'église et des voitures, l'entretien des voitures, les frais de déplacement, les livres et abonnements.
- La communauté possède un seul compte en banque, il n'y en a pas d'individuel.

Tiers-lieux culture

Entre tiers-lieux et écolieux la frontière est parfois floue, comme nous avons pu le voir dans l'entretien croisé qui introduit ce dossier.

Les Usines sont un tiers-lieu, mais comporte des habitants, la Maison Forte est un écolieu qui accueille de nombreuses résidences d'artistes, Terre Vivante est une oasis - maison d'édition... Malgré leur diversité, la culture est bien le point central des trois lieux présentés dans cette section. Et avec elle, l'ouverture sur le territoire, et sur le monde.

Les Usines
101 10.0 D'une filature industrielle à un tiers-lieu écologique

La Maison forte
À la Maison Forte, la culture comme vecteur de transition 11..1 108
Laurent Tixador, artiste de la transition 11.2 113

Terre Vivante
118 12.1 L'écologie pratique de la terre au livre
123 12.2 Pascal Aspe : l'écologie partout et tout le temps

D'une filature **industrielle** à un tiers-lieu **écologique**

Les Usines **10.0**

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

Nichées dans un écrin de verdure, à Ligugé dans la Vienne, sur une île bordée par le Clain et ses ruisseaux secondaires, Les Usines ont mis le temps de leur côté. Une valeur cardinale pour ses fondateurs. Ce tiers-lieu d'activités, surtout artisanales, s'appuie à la fois sur le passé industriel du site, parie sur le réemploi et la remise en état des équipements d'origine, et donne le temps à cet espace à moitié en friche et à ses résidents de bâtir l'avenir. Un avenir où l'on construit ensemble, y compris avec les autres acteurs du territoire, une économie circulaire à la fois écologique et mutualisée.

Un immense chantier. Sur la fond comme sur la forme, ainsi sont les Usines. Et si l'ampleur de la tâche est colossale, celles et ceux qui s'y attellent le font avec l'urgence de leurs convictions et la prudence des pionniers qui avancent en terre inconnue. Certes, il ne s'agit pas ici d'un espace vierge, mais ce terrain doté d'une friche industrielle à l'abandon est plein d'une histoire et d'un patrimoine dont l'empreinte dicte, malgré elle, la suite du chemin à emprunter.

Lorsqu'on arrive sur les lieux d'ailleurs, on ne peut louper cette cheminée qui domine le site. Tel un phare qui aiguille les visiteurs dans l'enfilade des bâtiments désaffectés et sauvagement végétalisés, cette boussole patrimoniale maintient le cap. Car ici, « l'Usine » a durablement marqué la vie économique et sociale du territoire : de 1856 à 1976, la filature multiplie avec succès les activités de traitement du chanvre, puis d'emballages en carton (pots de yaourts et boîtes de camembert) dans les années 1950 et 1960, avant de fermer en 1976.

Une « usine à gaz » ?

S'en suit, pour ce lieu, une longue période d'incertitude avant de croiser le chemin des porteurs du projet, qui lui permettent de s'épanouir. À l'époque, Cyril Chessé et Christine Graval, respectivement régisseur et présidente du Confort Moderne (une friche artistique de Poitiers), ont la sensation d'atteindre un plafond de verre car ils ont envie de casser les codes dictés par ceux qui tiennent les institutions depuis trop longtemps. Ils cherchent un lieu pour y habiter et travailler dans une dimension collective, avec des gens alignés sur une vision écologique et sociale commune. Denis Meunier et Franck Courtioux, amis passionnés par le patrimoine et adeptes du spectacle de rue, cherchent eux aussi un lieu pour « créer un espace de possibles sans le tampon obligatoire de la mairie ». Ces deux binômes ne se connaissent pas, mais partagent les mêmes intentions et sont mis en relation par le propriétaire de l'Usine à l'abandon : *« Rapidement, la filature a cristallisé nos envies et projections autour de cette friche industrielle, et il nous a fallu deux ans pour finir de se convaincre, ensemble, qu'il y avait un projet de développement local possible »*, explique Denis Meunier. *« Pour faire de ce lieu privé un espace public d'expériences, nous avons rencontré les collectivités, les propriétaires, l'administration… Cette période nous a permis de prendre nos marques, d'optimiser la répartition de nos compétences et réaliser que nous fonctionnons en symbiose »*, ajoute Christine Graval.

« Aujourd'hui, plus de 175 adhérents participent à l'organisation des journées européennes des métiers d'art, aux journées du patrimoine ou à la fête du solstice, au groupement d'achat de produits bio, à l'organisation de l'accueil… »

Dès lors, tout commence. Et notamment les problèmes… Une fois le lieu acquis en février 2011 (2 hectares dont 3 000 mètres carrés de bâtiments, obtenus in fine grâce au soutien de la mairie et des habitants de Ligugé), ils doivent faire face à l'état du site, calamiteux ! Celui-ci s'avère en effet inondable, pollué ; il n'y a ni eau potable, ni électricité, ni assainissement. La rénovation s'avère tout de suite plus lourde que prévue. Aux chantiers participatifs, organisés pour déblayer les montagnes de gravats, succèdent les travaux menés par Denis et Franck :

leur connaissance du patrimoine et des métiers du bâtiments leur permet de gérer cela habilement et de proposer peu à peu aux multiples résidents de rejoindre la dynamique.

« On a acheté ce site alors que nous avions 30-35 ans et étions tous au SMIC. Certe le coût d'acquisition n'était pas très élevé (25 000 euros, NDLR), mais nous avons dû beaucoup investir pour rénover les premiers bâtis privés et pouvoir louer des espaces aux résidents », détaille Christine, qui occupe avec Cyril et leurs enfants une maison située dans le bâtiment où est situé l'accueil des Usines, la cuisine partagée et les bureaux de quelques structures résidentes (la CAE Consortium Coopérative, l'entreprise HVO Conservation-Restauration, l'association Compost'âge et un Fab Lab).

> **« On a sauvé de la démolition un site industriel qui représentait une blessure et nous avons documenté les mémoires ouvrières… Cela a séduit ceux qui ont travaillé ici et ceux qui y travaillent encore. »**

Changer du plomb en or

Financièrement limitée, l'équipe co-construit le développement des Usines avec des groupes d'individus et des projets à géométrie variable, selon les ressources disponibles sur place ou chinées dans le coin, dans le respect du patrimoine existant. De quoi rassurer, localement : *« On a sauvé de la démolition un site industriel qui représentait une blessure et nous avons documenté les mémoires ouvrières… Cela a séduit un peu tout le monde, ceux qui ont travaillé ici et ceux qui y travaillent encore. »*, relève Denis Meunier. De quoi enthousiasmer les plus jeunes également quand, en 2013, est lancé le Fab Lab (laboratoire de fabrication doté de machines à commandes numériques, de découpeuses laser et d'imprimantes 3D). Alors que les politiques publiques s'intéressent tout juste à ce type d'espace, ce *« mini-temple du faire par soi-même avec les nouvelles technologies »* donne un premier coup de projecteur aux Usines.

Et les premiers financements régionaux arrivent, suivis d'un soutien européen en 2017, puis de multiples aides : l'ensemble de ces soutiens permettra d'étendre la surface du Fab Lab (de 40 à 400 mètres carrés) et de développer des projets artistiques ou d'utilité publique plus ambitieux (telle la production de milliers de visières pendant la COVID19, via le projet Home Made).

Leur "Créatorium" a les allures d'une Tour de Babel, avec l'installation d'un tourneur à bois, une brasserie, une designer spécialisée en impression japonaise, trois ferronniers, un spécialiste de l'éco-habitat, une marqueterie, une maroquinière, deux pro de la récup' et de la valorisation de jouets, un entrepreneur créatif et même un coiffeur écolo ! Toutes et tous valorisent l'autonomie, la mixité et la solidarité dont ils bénéficient. Chacun semble attaché au travail à « échelle humaine », à la logique de troc et de partage qui est reine ici. *« On voulait proposer un espace de travail évolutif et pouvoir accueillir le plus grand nombre de porteurs de projets grâce à des loyers abordables »*, ajoute Franck. C'est aussi, dans ce grand hangar aux allures de capharnaüm, qu'on

prend le mieux la mesure de l'esprit de sobriété et de valorisation de l'existant. À l'image de la remise en état des deux turbines en fonte de l'époque pour produire de l'hydroélectricité, souhaitée par les fondateurs dès 2010 pour montrer qu'une énergie propre est possible et que les anciennes installations hydrauliques de ce type (qui existent environ tous les 5 kms sur les cours d'eau) sont sous-estimées, non prises en considération ou démantelées régulièrement. *« Il m'a fallu cinq ans pour trouver l'entreprise qui voulait bien rénover l'existant plutôt que de repartir à zéro (Tamysis, NDRL), et ce pour un coût trois fois moins important que le million demandé par certains »*, relève Denis, désireux de montrer l'exemple et faire tâche d'huile. La force motrice de l'eau générera ainsi une puissance de 200 Kw grâce à cette entreprise bretonne spécialisé dans le redémarrage de petites centrales hydroélectriques : *« Nous avons signé une convention sur 60 ans : ils investissent, produisent puis revendent l'électricité. Nous toucherons un loyer indexé sur la production »* précise encore le co-fondateur des Usines.

Une gouvernance pour bien habiter les communs

Le fonctionnement des Usines respecte une architecture invisible, en évolution permanente, tant l'organisation des relations humaines est ici la clef de la dynamique du collectif. Après dix ans d'une administration des lieux dans le strict respect des cadres financiers et administratifs classiques, les fondateurs des Usines ont fait le choix d'une gouvernance inclusive, pour construire ce site avec tous ses acteurs. En intégrant notamment des jeunes au sein de leur Conseil d'administration (CA). Ainsi, en 2019 le CA est passé à douze administrateurs – dont deux représentants des résidents, deux représentants du Fab Lab, deux de la commission culture, et le bureau, dont Franck est le seul fondateur présent. Les propriétaires ne sont donc pas les seuls moteurs du projet. Et cette gouvernance veut montrer que l'on peut fort bien développer des communs dans un espace privé. *« On cherche à partager les enjeux à différents niveaux – légaux, réglementaires, organisationnel, pour envisager des actions autour de l'accueil, le marché de producteurs, le jardin partagé, des événements, ou pour le Fab Lab, la création artistique et le développement durable allié au patrimoine et au tourisme.... Et nous commençons seulement à avoir une lecture commune de ces enjeux. »*, explique Lola, ancienne service civique, désormais administratrice engagée dans cette réflexion autour des communs.

Et l'adhérent désireux de lancer une initiative peut la proposer aux commissions existantes selon un cahier des charges simplifié. Ces commissions étudient la proposition avant de les transmettre au CA de l'association, qui donne ou non son feu vert. *« C'est une façon simple d'autonomiser les initiatives au sein du collectif »* note Franck, le président de l'association. « Je n'ai jamais été aussi à ma place dans la société » confie d'ailleurs Cyril Chesse, l'un des cofondateur des Usines. *« J'ai l'impression de retrouver ma citoyenneté, d'avoir une action politique au sens noble du terme, de servir. »*

Tisser des liens

En dix ans, les résidents ont appris à construire ensemble, à s'adapter, patienter, à s'organiser par eux-mêmes dans une dynamique où les réalités du lieu et des moyens financiers mobilisables pèsent parfois dans la mise en place des projets. Plus de 175 adhérents contribuent aussi à la dynamique associative en participant à l'organisation des journées européennes des métiers d'art, aux journées du patrimoine ou à la fête du solstice (trois moments forts pour tisser du lien avec le territoire), au groupement d'achat de produits bio, à l'organisation de l'accueil.

Le confinement a généré l'envie, chez beaucoup, de renforcer la résilience alimentaire des Usines. Cela s'est traduit par la mise en place d'un espace-test agricole dédié au maraîchage au sein du jardin partagé, une meilleure valorisation du marché hebdomadaire de producteurs locaux, la restructuration du groupement d'achat et la sensibilisation de tous à la permaculture. D'ici peu, Christophe (l'herboriste-résident) fera sécher ses plantes avec la chaleur résiduelle du four d'Aurélien (futur boulanger installé sur le lieu), Julien (l'apiculteur) et Pascal (qui développe un système innovant de mise sous vide des bocaux en verre) profiteront de la boutique de vente de produits confectionnés sur place, etc.

« Dans dix ans, il y aura encore des bouts de friche à s'approprier », assure Christine. *« Et de nouveaux arrivants pourront encore s'investir dans les espaces restants du site, le lieu restera accueillant. »*. De quoi prolonger les possibles après eux : *« Nous ne pourrons pas tout faire, mais nous avançons à échelle humaine avec l'envie de créer un potentiel pour d'autres. »*

> **« On voulait proposer un espace de travail évolutif et pouvoir accueillir le plus grand nombre de porteurs de projets grâce à des loyers abordables »**

Le FabLab se mobilise face au Covid

Simon Macias raconte cette histoire avec enthousiasme : arrivé en stage aux Usines en 2015, amoureux du lieu, il n'en est jamais reparti. Si sa jeunesse et sa vivacité d'esprit collent bien avec l'état d'esprit « maker » (faire) propre aux Fablab, son esprit geek se marie à merveille avec son envie de transmettre sa passion et son besoin d'agir utilement. Au sein des Usines tout autant que dans les autres collectifs auxquels il participe (via le réseau des Fab Lab, des Repair Cafés ou avec les personnes avec lesquelles il envisage de s'installer en éco-hameau).

Aussi a-t-il joué un rôle clé, durant le confinement, pour avoir recours aux machines du Fab Lab dans la fabrication solidaire de visières (à partir de feuilles en plastique utilisées d'ordinaire en bureautique). Via le réseau d'entraide national Maker Covid 2019 et, en local, avec "Shields – Visiere Solidaire – Covid19 – Vienne 86" (plus de 360 membres sur Facebook), lui et Julien Rat (son référent aux Usines) se lancent dans l'aventure. Ils trouvent même une solution pour améliorer le système d'attache et accélérer le temps de fabrication. Ils s'approvisionnent auprès de partenaires locaux (chez Toilettes & co, dont le dirigeant donne les chutes de plaques de plastique qu'il utilise dans la fabrication d'urinoirs), ils trouvent des fonds (par la Fondation Orange, qui finance la réalisation de 10 000 pièces) et mobilisent tout l'écosystème du Fab Lab : l'atelier d'impression Risolution prête sa perforeuse quatre trous et son massicot pour les feuilles plastique, la brasserie des Pirates du Clain donne les cartons d'expédition, et les sachets d'emballage sont fournis par Lucke, le coiffeur du salon Urban Jungle.

Au total, 7 000 visières ont été réalisées aux Usines, dont 2 000 apportées au CHU de Poitiers. *« Nous avons fonctionné dans une logique de production que nous n'avions jamais expérimentée auparavant, en flux tendu, avec un système de 'drive' sur le parkings »*. De quoi participer ainsi à l'élan national porté par le mouvement Maker et intégrer le réseau Home Made mis en place pendant le confinement par la région Nouvelle Aquitaine. *« Plus que jamais, nous nous sommes sentis impliqués, écoutés, suivis. Nous avons prouvé notre capacité à travailler avec de multiples partenaires pour trouver de l'aide, des matériaux, de la main d'œuvre, du suivi, etc. »*

Disons-le d'emblée, les impacts énergétiques, écologiques et financiers des installations et usages des lieux n'ont pas été mesurés. Les bâtiments existaient avant la création du projet, les usagers utilisent le bâti tel quel, dans la mesure du possible en faisant appel au réemploi dans une approche écologique.

ALIMENTATION

- Le **groupement d'achat** permet de faire des économies aux adhérents qui y participent : pour l'huile d'olive, leur organisation leur permet de payer 5 € à 5,50 € le litre environ, en bio d'Espagne. Les oranges sont à moins de 2 euros le kilo, le comté à 14 € le kilo, la viande Salers à 11,80 € le kilo. Cela permet d'économiser entre 250 et 300 € par an. Le jardin partagé est un espace d'expérimentation permacole et une bonne partie de la production est utilisée dans les ateliers participatifs (production de confiture par exemple) pour les événements de l'association.

TRANSPORTS

- Certains membres se sont installés près des Usines. La majorité viennent à pieds, vélo, bus ou TER... Entre 10 à 20 minutes de transports.

REVENUS (2017)

- Les Usines ont généré **un million d'euros** de chiffre d'affaire cumulé par 12 structures et 16 indépendants.

TEMPS DE TRAVAIL

- L'évaluation du temps de chacun n'a pas été faite, là non plus, mais il est possible d'évaluer le temps pris par le "collectif" : sur un calcul annuel, le collectif a effectué une centaine de réunions – 20 réunions d'1h30 pour organiser les journées européennes des métiers d'art, idem pour l'organisation de la fête du solstice. Les commissions ont aussi leur lot de réunions, d'environ une par mois, ainsi que les événements (journées du patrimoine, marché, groupe résilience lancé pendant le confinement, etc.). Les tâches dédiées aux communs représentent trois à quatres chantiers participatifs par an. Chaque résident y consacre plus ou moins 2h par semaine, ce qui porte à quelque 60 heures de travail bénévole l'apport hebdomadaire de toutes les structures présentes.

Radiographie
Les Usines

BÉNÉVOLAT ET ENTRAIDE

- Ils ne sont pas évalués en tant que tels, ils peuvent concerner le prêt d'un objet ou d'un outil, l'aide sur un chantier, la réalisation d'une tâche, etc.

MUTUALISATION ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

- Aux Usines, l'espace, les services, le matériel sont **mis en commun**. Le partage des espaces, zones communes, habitat partagé. Concernant les équipements, de nombreuses machines sont mutualisées via le Fab Lab. De même au sein du Créatorium, où les différents ateliers se partagent des outils. Les Usines réfléchissent à la création d'une plateforme de réemploi de matériaux mais la mobilisation des partenaires initiaux est plus complexe que prévue.

SENSIBILISATION ET LA FORMATION

- Les Usines disposent d'un site de compostage partagé opéré par l'association Compost'Âge, qui distribue aussi du broyat issu d'un réseau de paysagistes et d'élagueurs de la Vienne. Avec le Cluster Éco-Habitat, Compost'Âge envisage de développer un cycle de formation autour de la permaculture. Tri dans les communs, mobilité douce pour accéder au site, grainothèque informelle et échanges de savoirs au sein du jardin partagé sont autant d'activités qui entrent dans les opération de sensibilisation et de formation proposés par le lieu.peuvent concerner le prêt d'un objet ou d'un outil, l'aide sur un chantier, la réalisation d'une tâche, etc.

La **culture** comme vecteur de **transition**

11.1 La Maison Forte

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

À Monbalen, petit village situé à une demie-heure d'Agen (Lot et Garonne), la Maison Forte offre depuis deux ans un espace culturel alternatif et une fabrique coopérative des transitions. Ce lieu hybride, où vivent en permanence huit personnes, accueille de nombreuses résidences d'artistes et tente d'animer le territoire en l'impliquant dans ses actions.

En contrebas, on se sent tout petit. Massive, plantée et puissante, elle domine le site et nous tient en suspens. Depuis le jardin partagé où l'équipe se retrouve tous les jeudis matins, on ne peut s'empêcher de l'observer en questionnant son histoire. Qui a édifiée cette forteresse à Monbalen, petit village de 485 habitants du Lot et Garonne ? Et pour en faire quoi ?

Créer une économie alternative

Alain Ours, jardinier bio à la retraite, torse nu, longiligne, leur détaille le potager : épinards, haricots, fenouil, poivrons, courges… Artiste et poète « porté par le végétal », a croisé le chemin de La Maison Forte en allant faire son marché à Villeneuve… *« Un couple qui résidait ici avait besoin d'aide pour un chantier d'engrais vert, je les ai suivi et j'ai semé dès le premier jour »* raconte celui qui y passe à présent au moins quatre heures par semaine. *« C'est dans ce désordre des choses que je m'implique : ce jardin est un monde poétique et vivrier, fait de rencontres humaines. Je voulais faire du land-art et j'ai créé une spirale à patates »* explique-t-il, alors que le groupe s'amuse de l'ensemble des variétés (Agata, Valery, Sarpo Una, etc.) plantées selon des rangées disposées en circonvolutions plus ou moins régulières. A l'ombre des jeunes pousses en fleurs, attroupé près d'une source, chaque membre de l'équipe note ce qu'il devra y faire dès le lendemain. Leur réunion d'équipe va débuter.

En surplomb depuis la salle à manger, la vue est imprenable. Le « vortex à patates » semble minuscule et j'admire maintenant l'ancien réservoir d'eau qui bientôt sera rénové en bassin aquaponique. Ces fenêtres immenses, perçant d'épais murs en pierres, ont un effet apaisant. On se sent comme à l'abri, protégé.

La réunion commence. Ils sont une quinzaine autour de la grande table. Tour de météo personnel. *« Je veux des journées de 47 heures »* commence Claire, cheffe cuisinière, qui court après le temps. On parle signalétique du parking, des rencontres à venir, de l'aménagement d'une serre, d'un

> **« Sous le chêne majestueux, à l'exact emplacement de l'ancien marché du village, on parle de l'économie de proximité, du rôle de la paysannerie, des richesses du territoire »**

séminaire d'équipe… Puis les discussions s'attardent sur la guinguette, ce rendez-vous crucial dans la vie de la Maison Forte. Conçue comme un événement populaire et fédérateur, elle propose, tous les vendredis aux beaux jours, un moment de partage des savoirs et des saveurs. Sous le chêne majestueux (600 ans !), à l'exact emplacement de l'ancien marché du village, on y vient comme on est. Sans manière. En voisin. Les mets préparés par Claire à partir de produits frais et locaux se marient aux vins vivants sélectionnés par Fred, qui s'est spécialisé dans le négoce de vins naturels[1]. On s'y régale souvent d'échanges sur l'économie de proximité, le rôle de la paysannerie, les richesses du territoire et les manières de promouvoir la coopération citoyenne. On y danse aussi, aux rythmes des groupes de musiciens locaux qui assurent la programmation.

Ce moment est un point d'orgue conçu comme *« une agora pour le 21ème siècle, en ruralité »*. Les fondateurs veulent en effet explorer les différentes facettes de la transition et fabriquer du changement, notamment via la culture, en organisant tous les étés des résidences d'artistes et des ateliers. *« Nous sommes soucieux de produire des économies alternatives et nous avons l'intuition que la coopération est la seule voie possible pour y parvenir »* souligne Philippe Brzezanski, cofondateur du lieu.

Jardin pédagogique, « *tiny house* » et guinguette

Dans ces murs chargés d'une histoire qui échappe encore à l'équipe (lire notre encadré), les portes sont toujours grandes ouvertes. *« Pour l'instant, les gens ne comprennent pas bien ce qu'on fait, même si nous avons affiché notre raison d'être de « fabrique coopérative de transition ». Jusque là nous créons surtout des expériences culturelles, sociales, agricoles... »* analyse Lucas, diplômé de Sciences-Po Bordeaux, en charge de créer ici un laboratoire d'innovation sociale et culturelle. On cerne mieux alors la manière dont les coopérateurs s'impliquent : outre Alain, le jardinier qui accompagne le développement du potager des résidents, Sébastien est en charge d'un jardin en permaculture dont il veut se servir pour sensibiliser les enfants.

Cet ancien manager de Orange et Carrefour a eu « un déclic » lors de la première grossesse de sa compagne : *« Elle avait des soucis de peau et nous cherchions des informations sur le gluten. Je me suis renseigné sur l'alimentation, l'agriculture biologique, les pollutions... J'ai alors découvert la permaculture et me suis intéressé aux sols vivants »*, raconte-t-il, heureux d'avoir trouvé ici, après sa formation, de quoi développer son jardin pédagogique. Depuis, lui et sa femme logent à La Maison Forte en échange de l'entretien du domaine. L'an prochain, le potager devrait être prêt pour accueillir les premiers écoliers, dont les petits de la maternelle de Monbalen. Du moins si l'épidémie de Covid le permet.

Marion et Robin, un couple de jeunes ingénieurs à l'origine de l'association de sensibilisation aux enjeux énergétiques « SolaR'hythm », se sont installés ici en janvier 2020 après des mois de vadrouille en vélo tandem couché et autonome pour sensibiliser autour des enjeux énergétiques. *« Ce lieu nous a motivé par sa dimension culturelle, nous voulons sensibiliser les gens à l'écologie autrement et profiter de cet espace pour créer un récit différent autour de nos projets »* expliquent ceux qui animent diverses conférences sur les enjeux de la transition lors des guinguettes. Ils ont aussi profité du confinement pour construire et installer leur « tiny house » à l'entrée de la Maison Forte. Claire, la cheffe cuisinière de la guinguette, et son mari Nicolas ont également trouvé ici de quoi asseoir leur activité : traiteur pour elle, commercialisation de légumes lacto fermentés pour lui.

> **« Pour l'instant, les gens ne comprennent pas bien ce qu'on fait, même si nous avons affiché notre raison d'être de « fabrique coopérative de transition » ; nous créons surtout des expériences culturelles, sociales, agricoles... »**

FOCUS

Aux origines de la Maison Forte

La Maison Forte de Monbalen fait partie de ce réseau de maisons fortifiées dont on retrouve la trace en France à partir du XII[e] siècle. Celle-ci serait une commanderie templière datant du XI[e] siècle. Son mur d'enceinte ouvre sur la vallée, et son agencement laisse penser qu'elle aurait servie de maison fortifiée à des fins de défense et de soin - possédée par une succession de riches familles, elle était mise à disposition des paysans en cas de problème. Elle accueillait sous le vieux chêne, il y a trois siècles déjà, le marché hebdomadaire et les trois fêtes annuelles du village. Depuis peu, une étudiante en école d'architecture fouille dans les archives de Monbalen et alentour, et va à la rencontre des gens du coin pour tenter de retracer l'histoire de la Maison Forte.

L'essentiel soutien de tous les élus

Autour des 14 premiers coopérateurs gravitent aujourd'hui une centaine de bénévoles et près de 800 adhérents. Après deux ans d'existence, le collectif s'insère déjà bien sur le territoire. *« Notre première urgence n'a pas été de redynamiser le village ni de séduire les voisins,* tempère Philippe. *Nous voulions avant tout définir le périmètre d'une fabrique coopérative des transitions, un endroit qui lie des ateliers de production autonomes et abrite en son intérieur un commun ».*

Pour cela, leur précédentes expériences en matière de développement de projets, avec son compagnon co-fondateur Bruno, ont été utiles : *« Avant d'acheter le lieu, j'ai contacté la mairie pour voir si notre dynamique pouvait intéresser la commune. Enthousiaste, elle nous a toujours soutenus. »* souligne Philippe. *« Nous pouvons être une ressource locale, même si nous avons d'abord fait venir des gens de loin (des Parisiens, des Italiens, des Belges) avec, à terme, l'idée d'en faire des ambassadeurs du territoire. »* Pour ce faire, il a veillé à rencontrer l'ensemble des institutions et structures associatives du coin. Mieux, *« fin juin 2019, nous avons monté un comité de pilotage avec la commune, le département, la région, l'État, la Drac, la préfecture du Lot et Garonne. Ils sont tous venus et nous avons été en mesure de nous positionner pour répondre à l'Appel à Manifestation d'intérêt "tiers-lieux Aquitaine". »*

> **“ Autour des 14 premiers coopérateurs gravitent aujourd'hui une centaine de bénévoles et près de 800 adhérents ”**

Comment le village voit-il l'arrivée de cette dynamique ? *« Il faut s'habituer à une nouvelle vie dans le village, c'est une sérieuse bascule »* note Bernard Alajouanine, ancien maire de Monbalen, voisin de la Maison Forte content d'avoir un lieu culturel sur place, *« j'adore la musique et je vais régulièrement à leurs événements, c'est toujours dans un esprit ouvert, avec beaucoup de spectacles et des initiatives variées ».* La maire Christelle Prellon, qui confirme l'enthousiasme et le soutien de la collectivité, reconnaît que les plus anciens ont encore du mal à accepter ces nouveaux arrivants : *« Cette bâtisse a été inhabitée pendant longtemps. Avant, il y avait un grand-père, cela a toujours été très silencieux. Maintenant, cela crée selon certains des "nuisances", avec une circulation routière plus fréquente, des fêtes un peu bruyantes, un jardin qui n'est pas entretenu de la même manière... ».*

Malgré tout, on reconnaît la bienveillance et l'ensemble des efforts fournis par l'équipe pour s'adapter aux us et coutumes locales : *« Ce qu'ils proposent est très nouveau, ajoute l'édile du village, dans l'air du temps, pas toujours simple à comprendre. Certains Monbalenois n'ont pas été tendres avec eux, mais l'équipe du lieu a toujours été accommodante. Elle a adapté la thématique des événements, baissé ses tarifs, proposé des offres spéciales pour les habitants de la commune, adapté sa communication et fait bien d'autres efforts pour s'intégrer à la culture et à l'histoire locale »* souligne encore la Maire, pour qui cette acclimatation demande de temps.

Une chose est sûre : la Maison Forte a rassuré et séduit les villageois grâce à l'organisation du festival de cinéma "Plein Champs" durant l'été 2019 : *« Malgré une pluie battante durant toute la durée de l'événement, on a créé une complicité avec les gens d'à côté, on a improvisé une salle dans la grange, réussi à faire une projection dans la cour le samedi soir, on a mis des plaids, des bonnets, des brasero, etc. Plus de 350 personnes sont venues en trois jours ! »* se souvient Philippe. Cette réussite leur donne des ailes. Et une nouvelle envie : celle de renouer avec un bal de village fin août. L'occasion aussi de présenter les lieux, leur jardin pédagogique et d'exposer le travail des artistes.

Dès que la pandémie sera terminée, la maire envisage également d'y organiser des ateliers intergénérationnels. Depuis, l'équipe a obtenu l'aide du fond national d'aménagement du territoire puis celle de l'appel à projet "tiers-lieux d'Aquitaine". Ses soutiens structurants participent à l'élan de ce formidable laboratoire vivant : en juin dernier, la Maison Forte a invité une petite vingtaine de leaders d'opinion du territoire. *« Ils ne se connaissaient pas, et nous voulions cartographier avec eux les forces vives qui passent sous les radars. Ce fut un très beau moment ! »* raconte Philippe. De quoi construire, collectivement et pas à pas, un territoire en transition…

1. Un vin naturel, ou vin nature, est un vin auquel aucun intrant n'est ajouté lors de sa vinification. À l'heure actuelle il n'existe pas de législation ni de consensus autour de sa définition exacte. Cette dénomination n'est donc pas certifiée. Il est souvent issu de raisins cultivés selon des méthodes biologiques ou biodynamiques.

La Maison Forte 11.2

Laurent Tixador, artiste de la transition

par Anne-Sophie **Novel** / **Colibris**

Né en 1965 à Colmar, Laurent Tixador est, selon sa description, un « artiste de la transition ». Lauréat du Prix COAL Art et Environnement 2013, il aime se mettre dans des situations extrêmes et décalées et développe une œuvre qui questionne notre rapport à l'espace, à la matière et au temps. La Maison Forte où il habite est pour lui *« un véritable aquarium »*. Plongée en eau claire…

La Maison Forte a croisé son chemin sans crier gare. Il ne connaissait pas le lieu, les fondateurs ne connaissaient pas son travail. Invité par une membre de l'équipe qui avait entendu parler de lui, il a débarqué à son habitude, sans proposer de projet. *« Je ne savais pas ce que ce lieu me voulait, je suis allé dans l'inconnu, c'était parfait ! »*.

Notre échange commence entre Denain et Tourcoing, le nom qu'il a donné aux deux fours à briques qu'il a fait sortir de terre près de la source en contrebas de la forteresse de Monbalen. *« En début d'année 2020 je suis venu une première fois pendant quinze jours. L'argile présente en quantité m'a donné l'envie de travailler la terre. J'ai cuit une petite boule qui est ressortie orange, d'où l'idée de faire des briques, puis d'ériger un bâtiment avec des matériaux trouvés dans les 50 mètres à la ronde. »*

Après la construction d'un premier four d'essai (Denain), il bâtit un four de production (Tourcoing). Réalisés sous forme d'igloo en terre crue, ces fours se solidifient à la première cuisson et permettent de produire d'autres briques qui vont venir renforcer la voûte. Pourquoi ces petits noms ? Un clin d'oeil à ces villes détruites au début du XX^{e} siècle tout autant qu'un rappel de ses origines ouvrières. Avec un message surtout : *« Un four à brique, c'est une activité industrielle. En tant qu'artiste, je me considère comme un ouvrier qui développe des moyens de production pour ses œuvres. »*

> **“ Dans une vie précédente je créais des décors de cinéma : j'avais beaucoup d'argent mais pas de temps. Maintenant c'est l'inverse, je suis entré dans un cycle court du plaisir et de la récompense, sans travailler pour économiser et acheter ce temps en vacances plus tard... ”**

Son intention se précise : *« C'est pas tant l'autoproduction de briques qui m'intéresse que l'autoproduction de savoirs. Je ne me suis pas renseigné sur la meilleure façon de fabriquer des briques, c'est par l'expérimentation qu'on fait des découvertes ! Ainsi, j'ai eu des soucis avec quelques briques qui ont explosé à la cuisson. Elles contenaient des cailloux calcaires : à la cuisson ils se transforment en chaux. J'en ai déduis que je pouvais fabriquer mon ciment. »* Il va compléter son installation empirique d'un abri pour mettre au sec les outils et le bois de cuisson.

S'alléger

Créer l'essentiel, aller vers l'épure. Comme un art de vivre. Avec divers complices, ses pérégrinations se transforment en performances. Ainsi, ses expéditions l'ont conduit de Nantes à Metz pour une randonnée en ligne droite, aux Îles du Frioul pour une opération de survie, sous terre pour le projet "Horizon moins 20", en ski pendant huit jours pour atteindre le Pôle Nord géographique, aux Îles Kerguelen, en Sibérie, au Groenland qu'il a parcouru deux fois...

« Marcher en se donnant des contraintes ouvre des opportunités. On crée des situations dans lesquelles on se perd, on explore autrement. Sans passer par les chemins balisés. On ne voit pas le même paysage, on brouille les pistes, dans la tête comme dans le comportement » retrace Laurent Tixador, en ajoutant que le plus dur, dans ce processus *« c'est de porter... D'où mon travail en architecture, pour alléger mon sac »* résume-t-il avec malice, transformant une pesanteur en une adaptation au terrain.

La sobriété, entre source de créations et art de vie

Ses œuvres architecturales, conçues avec les ressources environnantes peuvent rester sur place une fois retravaillées. *« Économiquement ça ne me coûte rien, écologiquement je reste "propre"... »* estime-t-il, nourrit par l'expérience de la ZAD de Notre-Dame des-Landes où il a effectué plusieurs séjours. Il a d'ailleurs décidé, avec l'étudiant qui l'accompagnait alors, de construire une annexe à l'école des beaux arts. *« On a récupéré le bois d'un châtaignier mort sur pied pour créer un plancher. Avec les chutes de bois on a fabriqué des chevilles, on a ajouté un four à céramique qui évolue en fonction des besoins de chacun. Et on ne laisse rien qui pourrait constituer un déchet. »*

S'il laisse des traces, il ne pollue pas : *« Je cherche à faire avec la nature, loin des enjeux économiques. La majorité des objets que je fabrique ont une forte valeur d'usage. Ce sont des technologies simples que je maîtrise, que je peux répliquer, réparer et abandonner sur place sans dégrader les lieux »* explique-t-il encore, satisfait de se passer ainsi d'argent et d'y prendre plaisir, simplement.

Et lorsqu'il a besoin d'acheter du matériel, il va d'abord le chiner aux puces, se débrouiller pour le récupérer, le modifier lui-même. Et en prolonger ainsi l'usage. *« En définitive, je suis contre la production d'objets, je suis même pour la disparition de l'objet d'art : on peut communiquer autrement et fabriquer autrement de la pensée qu'en passant par les objets »* déclare cet adepte du mode de vie frugal, qui aime s'enfermer pour avoir le moins d'impact possible.

> **« La majorité des objets que je fabrique ont une forte valeur d'usage : ce sont des technologies simples que je maîtrise, que je peux répliquer, réparer et abandonner sur place sans dégrader les lieux »**

Dès lors, le confinement n'a guère changé ses habitudes, si ce n'est ses longues marches. Depuis la Maison Forte, il l'a vécu comme une la possibilité de voyager sans bouger, de redécouvrir le temps. Une ressource précieuse à ses yeux : *« Dans une vie précédente je créais des décors de cinéma, j'avais beaucoup d'argent mais pas de temps. Maintenant c'est l'inverse, je suis entré dans un cycle court du plaisir et de la récompense, sans passer par le modèle économique, sans travailler pour économiser et acheter ce temps en vacances plus tard... »*

Sculpter l'instant, s'appuyer sur la nature.

Aussi ce rapport au temps éclaire-t-il cette manière bien à lui de se laisser guider par le hasard et les découvertes. *« Ne rien planifier à l'avance permet de se mettre à la portée de tout ce qui se met face à toi. Sans projet précis, pas de plan, pas besoin de faire venir les matériaux »* assure-t-il, marqué profondément par les rencontres faites lors de ses séjours en Arctique ou aux Îles Kerguelen. Il faut l'entendre parler de cette côte de baleine trouvée sur une plage, qu'il a rapatrié sur son dos pendant deux heures, jusqu'à la base de cette île des Terres australes françaises, pour la sculpter. Gentiment, on lui fait remarquer que cette baleine est protégée et que son œuvre fera la promotion d'un animal mort, même s'il n'en est pas à l'origine… De quoi bousculer son approche alors académique de la sculpture.

Il rapportera alors la côte de baleine sur la plage et opte pour du bois de rennes. Ainsi va Laurent Tixador ! Créer à partir des ressources abondantes, renouvelables, est un impératif pour lui. *« À la Maison Forte, je décide avec le paysage, avec l'argile, c'est l'inverse du brutalisme, qui met le terrain à plat pour réaliser le projet. Cela permet de faire de très belles choses certes, mais ça ne m'est plus possible d'agir ainsi avec la nature ! »*.

Son éthique, exigeante, n'empêche pas la légèreté. Laurent Tixador a conservé son âme d'enfant et une capacité à se jouer de tout. *« Mes fours et mes usines sont une cour de récréation. Je suis là pour m'amuser, pas pour travailler ! »* lâche-t-il devant une pile de voitures en briques récemment sorties des fours. *« En cuisant cette trentaine de formes de voitures, agrémentées d'essieux et de roues, c'est ma proposition de reconversion pour l'automobile… »*. Une plaque d'immatriculation domine la pile : NCC-1701, celle de l'USS Enterprise dans Star Trek. Un clin d'œil, là encore.

Radiographie de la Maison Forte

BÂTIMENT / HABITATION

- **Éco-rénovation** avec l'aide de Pierre et Terre (Gers) : mise en place de **toilettes sèches** (économie de 700 000 litres d'eau par an), d'un système de p**hytoépuration** et d'un chauffage avec **l'eau de source**.
- Le bâtiment d'habitat fait l'objet d'une location ciblée vers les coopérateurs qui souhaitent vivre sur place - **90% du bâti est dévolu au commun**, 10% à l'habitat permanent.
- Espaces, services, machines, outils et camion sont partagés.
- **Huit habitants** permanents.

ALIMENTATION

- L'alimentation des résidents est **locale**, issue de producteurs du territoire et du jardin supervisé par Alain. Elle est souvent bio, pas végétarienne, mais des efforts sont faits en ce sens.
- Originellement, la Maison Forte voulait ouvrir une épicerie solidaire - un projet à venir ?

TRANSPORTS

- **La voiture** est le mode de transport le plus répandu pour venir ou aller à Agen ; certains utilisent le vélo électrique, d'autres le bus qui relie Monbalen à Agen.
- Il y a un **camion partagé** par l'équipe des résidents.
- Lors des guinguettes, 40% des participants habitent à moins de 20 minutes de trajet, 40% à moins de 40 minutes, 10 % entre 40 et 60 minutes et 10% entre 60 et 90 minutes.

LA STRUCTURATION

- **La SCI** qui a acheté la Maison Forte est composée de 6 associés. Cette SCI édite un code social qui cadre la relation avec le lieu. Les 14 coopérateurs s'investissent dans l'un des quatre pôles (Propriété, Régulation, Habiter, Faire).
- **L'association** qui régule le projet compte aujourd'hui 790 membres. L'adhésion est de 5 euros par an.
- Le lieu et ses projets ont perçu des aides de diverses collectivités (commune, communauté d'agglomération, conseil départemental), mais aussi de l'AMI Tiers-lieux, l'AP Ruralité, la Fondation Crédit Coop, la DRAC, la FNAT. 23 % provient de l'autofinancement.

BÉNÉVOLAT, INVESTISSEMENT ET RÉMUNÉRATION

- **Une monnaie** réservée aux coopérateurs : **le Grisby** - 3 heures de travail = 15 grisby, l'équivalent de 7,5 euros. Utilisable lors des guinguettes.
- Les fonctions support sont toutes rémunérées au même niveau = 600 € par mois (facturés en honoraires). La moitié du temps de travail des résidents est bénévole.
- Il y a un temps investi par chacun pour le "collectif" (réunions, tâches pour les communs, entraides...) : pour les coopérateurs une réunion hebdomadaire + une réunion en «comité opérationnel» tous les six mois + un séminaire de «construction du Nous» de deux jours par trimestre ; des «sprints» collectif en moyenne 2h / semaine pour chaque coopérateur.

L'écologie pratique de la **terre** au **livre**

12.1 Terre Vivante

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Située dans le Trièves (Alpes du Sud) la Scop Terre Vivante réunit en un même lieu une ferme agroécologique et pédagogique, Les 4 saisons du jardin bio, une revue dédiée au jardinage bio, et une maison d'édition consacrée à l'écologie pratique. Si le site a été créé en 1994, la revue et l'organisation viennent de fêter leurs 40 ans. À la manière d'une forêt vénérable, cet écosystème humain est riche de sa complexité et plein d'enseignements pour les écolieux qui veulent s'inscrire dans la durée. Aujourd'hui la Scop prend un second souffle pour rester aussi pionnière qu'à ses débuts.

En 1979, les rares paysans qui évoquent l'agriculture biologique, passent pour des illuminés. Le recours aux produits chimiques est alors largement considéré comme incontournable. Dans ce contexte, les sept co-fondateurs[1] de Terre Vivante, qui ont d'abord pour projet la création d'une revue sur le jardinage bio, tissent entre eux les seuls liens possibles lorsqu'on est aussi isolés sur ces sujets : une cohésion solide. L'équipe travaille d'abord dans un minuscule bureau que se partagent plusieurs associations.

« Seul, le canapé était à nous » se souvient Jean-Paul Thorez. « Nous étions sûrs d'avoir raison et qu'un jour ces idées-là seraient admises. » ajoute Claude Aubert[2], un autre co-fondateur. Aujourd'hui, aucun de ces fondateurs n'est plus présent dans les activités quotidiennes de Terre Vivante ; et certains ne sont plus de ce monde. Mais leur détermination résonne encore dans les mots du directeur arrivé il y a 5 ans : *« Dans d'autres structures, les équipes successives modifient progressivement la philosophie du projet. Ici, l'esprit des fondateurs est toujours là et transcende les générations »*, constate-t-il.

Une communauté de jardiniers

Concrètement l'aventure débute à la fin des années 1970, lorsque Karin Mundt, meneuse de la bande, déjà militante du bio, rencontre au fil de ses voyages de nombreux activistes, dont les fondateurs du mouvement anglais Garden Organic, ou encore Masanobu Fukuoka, l'un des pionniers de l'agriculture naturelle au Japon. Elle a son idée en tête et n'en démordra pas : elle engage ses six amis dans la création de la revue intitulée aujourd'hui Les 4 saisons du jardin bio, puis dans l'édition de livres (alors qu'aucun n'est journaliste ni auteur!), avec une ligne inchangée depuis : faire connaître et répandre le jardinage et l'agriculture bio. Une mission qui n'a jamais cessé de s'amplifier depuis, à travers tous les supports de Terre Vivante, y compris son site, ses forums, les réseaux sociaux, sa chaîne Youtube (lire le Focus). Le lien actif et permanent qui unit les jardiniers (en particulier les lecteurs) à Terre Vivante, prolonge la cohésion des fondateurs : *« Dès le départ, les livres de recettes étaient, par exemple, réalisés à partir de propositions envoyées par les lecteurs,* se souvient Marie Arnould, l'actuelle rédactrice en chef. *Aujourd'hui encore le courrier est abondant et notre communauté de lecteurs est l'ADN de Terre Vivante »* explique-t-elle.

Une île entourée de vallons sauvages

Écrire ne suffit pas. Les fondateurs veulent aussi démontrer, par la pratique et l'expérience, la pertinence de l'agriculture bio. Ils vont alors passer aux travaux pratiques ! En 1994, après de longues recherches, ils trouvent un domaine de 50 hectares, dans le Trièves au pied du Vercors. Le terrain leur sera gracieusement cédé par la mairie du village de Prébois - au grand dam des chasseurs - et devient le Centre Terre Vivante. Un réseau de jardins et d'espaces de démonstration et d'exposition est alors aménagé dans ce vallon sauvage. Le site n'a pas une vocation vivrière, plutôt pédagogique et expérimentale. Il est agencé pour inspirer, transmettre les clés du jardin bio et plus largement de l'écologie pratique (habitat, énergie, cuisine...). Aujourd'hui sur les 50 hectares, 45 sont « sauvages » et 5 hectares sont aménagés avec notamment un espace de jardinage expérimental, un rucher école, un poulailler, des expositions en plein air (montrant, par exemple, chaque type d'isolant écologique, un module sur les toilettes sèches, un autre sur l'énergie solaire ou encore sur la phyto épuration, etc.), des panneaux solaires, une station d'épuration naturelle,

un restaurant, des hébergements, un terrain de camping, une boutique, mais surtout un potager et des serres : *« Certains espaces sont dédiés à la pratique du potager familial, explique* Pascal Aspe, le responsable des jardins [lire l'article 2]. *D'autres accueillent les stagiaires en formation, sans compter les zones nichoir [mares, hôtels à insectes, rocailles, haies etc...]. Le site est à l'abri de la moindre pollution sonore ou lumineuse, comme une île entourée par l'océan – ici, des vallons sauvages. »* explique-t-il. Tel était le souhait des fondateurs exigeants et qui ne se sont pas trompés : le centre a accueilli jusqu'à 20 000 visiteurs par an malgré l'éloignement - à 50 km de Grenoble. Lequel oblige aussi une partie des salariés à faire beaucoup de route...

Introduire davantage de coopération

Depuis 40 ans, cette association (devenue SCOP en 2005), qui réunit un centre d'écologie pratique, une maison d'édition et une revue, n'a jamais cessé de grandir (37 salariés aujourd'hui), y compris à l'heure où d'autres éditeurs inondent désormais les librairies avec ce type d'ouvrages et où d'autres fermes – souvent plus récentes et plus médiatiques, comme les Amanins ou le Bec Hellouin – occupent aussi le terrain. La pérennité de Terre Vivante découle d'une quête rigoureuse d'équilibre entre rentabilité, fortes convictions, sobriété et démocratie vivante. « Une clé essentielle pour durer est la gouvernance très horizontale : 27 salariés ont le statut d'associés et rien ne se fait sans une majorité de voix. Notre principe de base : un individu égale une voix, décrit Olivier Blanche, le directeur général de la Scop. Autrement dit, ceux qui ont davantage de parts n'ont pas plus de voix. Aujourd'hui 100 % des salariés éligibles au statut d'associé le sont.»

Néanmoins Marie Arnould, la rédactrice en chef, rappelle qu'historiquement *« ce n'est pas une Scop où chacun a mis des billes. C'est une ancienne association devenue Scop pour des raisons commerciales et qui a donc l'habitude d'avoir un dirigeant. Du reste on aimerait davantage de coopération au sein de nos équipes et nous allons nous faire accompagner pour y parvenir,* ajoute-t-elle. *Peut-être pour introduire un peu plus d'holacratie[3]. »* En attendant, les clivages sont d'ores et déjà bien vivants, débattus et fertiles. Comme celui, récurrent, de la croissance : une partie de l'équipe ne voit pas l'utilité de favoriser une augmentation du chiffre d'affaires tandis que d'autres – et notamment le directeur, issu d'un parcours plus entrepreneurial et commercial – voient l'augmentation de l'activité comme une forme de pragmatisme, notamment face aux investissements nécessaires pour réparer des bâtiments, par exemple, ou accueillir de nouvelles activités.

FOCUS

Comment mobiliser sa communauté face aux crises écologiques ?

Terre Vivante est avant tout un passeur de savoir-faire et de connaissances. La Scop réunit et anime un large réseau de jardiniers passionnés de nature comme d'autonomie. Depuis les débuts du centre, 241 numéros de la revue Les 4 saisons ont été imprimés et une cinquantaine de livres paraissent chaque année.

Ces parutions ont un supplément d'âme indéniable : le lien profond et durable qu'a tissé la rédaction avec ses abonnés et que les lecteurs prolongent, entre eux. *« On répond gratuitement aux questions techniques des abonnés qui nous envoient aussi beaucoup de témoignages, de bonnes pratiques et enrichissent le contenu du journal, menant parfois des recherches participatives dans leurs jardins. »*, précise Marie Arnould, la rédactrice en cheffe. Les abonnés ont ainsi accès à un espace dédié sur le site

de Terre Vivante où ils partagent leurs pratiques, posent leurs questions, ouvrent des discussions et ont accès gratuitement à quantité d'informations et d'archives. *« Maintenant l'animation de la communauté se fait beaucoup par un groupe Facebook où se retrouvent 1500 personnes »*, ajoute-t-elle. De même, chacun peut accéder à la page Facebook de Terre Vivante (43 000 likes) ou encore à sa chaîne Youtube (11 000 abonnés).

Cette mobilisation ne s'arrête pas aux supports numériques : ce réseau se réunit aussi physiquement lors de rencontres et d'ateliers organisés par Terre Vivante dans les jardins de neuf collaborateurs réguliers du journal aux quatre coins de la France, ou encore lors de formations au centre écologique.

Pour autant, ces initiatives demeurent mal connues au-delà du cercle des initiés. Le rayonnement de Terre Vivante n'est à la hauteur ni de son patrimoine de connaissances, ni de son histoire de quatre décennies, ni du potentiel de son réseau. Cette discrétion s'explique sans doute par la localisation du centre, en pleine montagne. Peut-être découle-t-elle aussi d'une philosophie de la frugalité et d'une méfiance palpable à l'égard des surenchères médiatiques et des réseaux sociaux. Le choix de faire entendre mieux sa voix dans cette cacophonie est un dilemme pour beaucoup. Alors que les défis écologiques et climatiques sont immenses et réclament la mobilisation active de tous les réseaux, Terre Vivante peut apparaître en retrait. Comme un merveilleux vivier parfois coupé du monde. Comment partager très largement la richesse de leurs expériences, et en faire un levier de mobilisation du plus grand nombre, sans perdre son âme ? Voilà un défi valable pour bien des écolieux en France.

Autonomie en demi-teinte

L'économie de cet écosystème repose sur deux activités (l'édition et la presse, lire notre encadré), dont dépend financièrement la troisième : le centre d'écologie pratique (jardins, formation, restauration) qui, pris isolément, est déficitaire. Ajoutons que cette ferme n'a jamais été cultivée comme un site de production, même si elle agrémente, à la marge, la cuisine (dont tous les produits servis sont bio et locaux). Terre Vivante n'est donc pas autonome. Pour autant la thématique de l'autonomie alimentaire est au cœur de l'activité pédagogique, que ce soit dans le centre, dans la revue, ou encore dans les livres. Ce manque d'alignement entre le message et les actes peut surprendre. Mais il est assumé puisque les jardins n'ont jamais eu cette vocation dès le départ et ne le prévoient pas : le sol et le relief ne s'y prêtent d'ailleurs pas.

Cela dit, le centre écologique a, dès ses débuts, assuré son autonomie en eau, grâce à un forage. Et plus récemment (en 2016) le site s'est équipé de 250 mètres carrés de panneaux photovoltaïques qui couvrent 70 % de ses besoins en électricité. Malheureusement le bilan énergétique du volet habitat est plus mitigé : revers de l'ancienneté, le bâtiment vu comme très écologique dans les années 1990 (murs en terre crue et cuite et couverture en bardeaux de mélèze), est aujourd'hui une passoire thermique qui

nécessite 40 tonnes de granulés pour chauffer 800 mètres carrés (en climat de montagne) : les menuiseries mériteraient d'être remplacées, comme le tavaillon de la toiture. De même, il manque une isolation par l'extérieur et les panneaux solaires d'eau chaude doivent être réparés… *« Pour toutes ces choses-là on n'y est pas, reconnaît volontiers le directeur de la SCOP. On le préconise dans nos livres sans être exemplaires. On en a tous bien conscience : 25 ans après la création du centre une remise à zéro des compteurs est nécessaire »*. Cette démarche est en cours si l'on en croit la rénovation d'une partie du bâtiment transformé en hébergements flambant neufs (11 chambres de 1 à 3 couchages), éco-conçus, où les matériaux bio-sourcés et locaux sont à l'honneur, tout comme les économies en eau et en énergie (hébergements quasi passifs).

Précipitation interdite

Si ce défaut de cohérence peut être critiqué, il résulte d'abord d'un manque de moyens. Mais avoir des moyens limités a aussi des avantages : l'équipe a développé un sens aigu de la frugalité et du système D. La visite des jardins est éloquente de ce point de vue. Ici, rien ne se perd, tout se récupère, qu'il s'agisse du bois, des pierres, des fauches, du mulch, etc. L'équipe sait combien le besoin pousse à la recherche de solutions, combien l'économie de moyen peut être une source essentielle et vitale de créativité, un moteur. Cette sobriété permet aussi à l'organisation d'être indépendante dans ses choix. L'activité presse en témoigne : Les 4 saisons est l'une des rares rédactions à garder le dernier mot sur la pub et ne se prive pas de refuser des annonceurs plusieurs fois par an. D'autres choix marquent la sobriété de l'équipe. Les journalistes privilégient absolument le train, y compris pour traverser le pays ; des recherches approfondies sur les emballages du magazine ont abouti, dès 2017, à l'usage d'une enveloppe de plastique, compostable chez soi (certifiée Home Compost), puis fin 2020 les abonnés reçoivent leur magazine sans aucun emballage. Côté livre, cet éditeur est aussi l'un des rares (le seul ?) à avoir réalisé une Analyse du Cycle de Vie de ses livres. Sur un marché où les éditeurs jouent la surenchère de l'offre, il a également décidé de plafonner le nombre de sorties d'ouvrages nouveaux.

Toutes ces avancées sont rendues possibles par un principe valable pour la revue, les livres comme les jardins et tout l'écosystème : ici, règne une pratique aussi forte que tacite de « non empressement » qui bannit la précipitation. Les articles comme les livres sont rendus longtemps avant parution et discutés, chaque aménagement des jardins, des bâtiments ou de l'organisation est mûrement réfléchi, débattu. Ce précieux calme permet aussi de faire pleinement vivre les complémentarités entre les différentes activités. L'ambiance est studieuse, parfois austère. Mais le rythme est aussi indéniablement plus apaisé sur cet îlot montagneux que dans bien des organisations. Ici, comme l'ont souhaité les fondateurs, pour durer on respecte les rythmes naturels. *Chi va piano va sano !*

1. Karin Mundt, Claude Aubert, Jean Paul Thorez, Didier Chabrol, Jean Marie Collombon, Jean Roger Mercier et Tonia Amat. Ces co-fondateurs sont issus de plusieurs pays (Grande Bretagne, Allemagne, France)
2. Agronome, il a également participé à la création de Nature et Progrès en 1964 et à la création de l'Ifoam en 1972 et est auteur de plusieurs livres.
3. Ce concept provient des mots grecs « holos » désignant « une entité qui est à la fois un tout et une partie d'un tout » et de « kratos » signifiant « pouvoir ». Il s'agit donc de donner le pouvoir de gouvernance à l'organisation elle-même.

12.2 **Terre Vivante**

Pascal Aspe : l'écologie partout et tout le temps

par Lionel **Astruc** / **Colibris**

Docteur en biologie forestière et responsable des jardins du Centre Terre Vivante depuis 2011, Pascal Aspe est l'un des plus anciens membres de l'équipe. Il explique comment les principes de l'écologie irriguent cette Scop à tous les étages : qu'il s'agisse de l'organisation humaine, des équilibres économiques ou de l'entretien des jardins et des espaces naturels.

☛ Terre Vivante voit le jardin comme un écosystème où d'innombrables interactions relient les plantes, les insectes et les animaux. Comment cette approche écologique est-elle transposée dans l'organisation humaine de votre Scop ?

Pascal Aspe : Tout d'abord les fondateurs de Terre Vivante ont immédiatement souhaité ancrer leur mission (transmettre les savoir-faire du jardinage bio) dans la pratique. Le lien à la terre n'est donc pas théorique, mais effectif et concret. Par ailleurs ils ont, consciemment ou non, imité la nature en s'appuyant sur la complémentarité des différents supports de Terre Vivante. Nos activités fonctionnent comme des cultures associées. Le centre écologique et ses formations - qui utilisent l'oralité et l'action - complètent les livres, qui approfondissement les sujets, et la presse, elle, répond à l'actualité. Cette approche écosystémique se concrétise par une foule de liens entre nous et par une conscience forte du fait que nous sommes tous interdépendants. Ici tout le monde est capable de parler de toutes les activités. Même si chacun a aussi une spécialité, il n'y a pas de chasse gardée. Les jardiniers et les formateurs connaissent et évoquent souvent les livres et le magazine. Ils y participent notamment à travers des tests de matériel ou de nouvelles pratiques potagères, dont les résultats et les photos sont publiés dans le magazine et les livres. De même les auteurs, souvent experts, apportent des savoirs aux jardiniers, etc.

☛ Pour accroître encore ces interdépendances fécondes, comment mobilisez-vous votre communauté qui pratique le jardinage bio, naturel, etc ? Comment contribuent-ils, via votre site, magazine ou autres, par leurs expériences au jardin et au potager, à construire ces communs sur le vivant et sur la bio ? Les interconnexions de cet écosystème se déclinent-elles aussi au niveau économique ?

PA : Oui, ça fait partie de notre culture de nous protéger mutuellement, comme les plantes compagnes : l'édition et la presse soutiennent financièrement le centre d'écologie pratique qui, de son côté, est un moyen exceptionnel de faire connaître les livres et le magazine. Il fait de nous un éditeur unique et cela a une valeur importante, même si c'est difficile à chiffrer. Cette complémentarité est assumée : le déficit du centre n'est pas une épée de Damoclès et ne nous pèse pas. Du reste si on comptabilisait notre contribution écologique – le capital écologique et social que représente la contribution du centre au développement des pratiques bio et à la biodiversité –, on serait probablement bénéficiaires.

☛ Comment envisagez-vous la gestion écologique des terres du centre ?

PA : Une de nos priorités est de maximiser la biodiversité. On regarde sans cesse ce qu'il faut améliorer pour donner la plus grande place à la nature. Quand les fondateurs sont arrivés, il y a 25 ans, ils ont fait l'inventaire faunistique et floristique. Aujourd'hui le dernier inventaire nous dit que, depuis, on a gagné quelques espèces.

Nous menons une gestion différenciée selon les espaces : certaines prairies sont fauchées et d'autres non, certaines parties de la forêt sont très ouvertes, d'autres moins, nous avons des jardins, de nombreuses mares etc... Notre domaine est une mosaïque d'habitats. Cela fait la valeur du site, c'est un de nos points forts.

On a aussi conscience de certains points faibles : l'absence d'animaux d'élevage nous conduit à faire encore entrer beaucoup de fumier. On fait aussi rentrer beaucoup de paille pour couvrir le sol. Mais depuis deux ans on essaye d'être plus autonomes et donc de réutiliser davantage nos propres végétaux en paillage. Dans cette logique, on a aussi fait un diagnostic du potentiel mellifère du lieu. On a obtenu un résultat très faible et on a commencé alors, comme je le disais, à planter des arbres mellifères. Cela rejoint notre démarche de travailler avec l'existant, c'est-à-dire la forêt omniprésente : plutôt que de planter de la lavande, on améliore la forêt pour produire du miel. De même on a greffé de nombreux arbres (aubépines et prunelliers, notamment) en cognassiers, en pommiers, en poiriers, pour avoir des fruits sans pour autant planter de nouveaux arbres.

☛ La recherche de sobriété est un principe commun à toutes vos activités. Pourquoi ? Quelle est l'origine de cette démarche ?

PA : La sobriété est inhérente au message des fondateurs puisqu'ils étaient parmi les premiers à dire et montrer que l'on peut se passer de produits phytosanitaires. Ils se sont toujours demandé comment agir et monter le projet de la manière la plus écologique possible, en cherchant toujours ce à quoi l'on peut renoncer. La vie du domaine est rythmée par ce principe, cette recherche d'équilibre. Le cas des ânes est un bon exemple : les fondateurs voulaient tout faire avec des animaux, que ce soit le transport du compost, du bois, etc. pour limiter au maximum l'utilisation d'engins et la consommation d'énergies fossiles. Seuls les travaux lourds (terrassements ou gros travail du sol) étaient faits avec des machines. Les ânes entretenaient le milieu (les forêts notamment qui ont besoin de rester ouvertes pour accueillir la faune) et fournissaient de la matière organique. Mais s'occuper de ces animaux coûtait beaucoup trop cher par rapport aux moyens de la structure. Donc après quelques années, ils ont arrêté l'élevage. Aujourd'hui on a le problème inverse : le milieu se referme. On a utilisé des débroussailleuses et tronçonneuses pour rouvrir les bois... mais on commence aujourd'hui (20 ans après l'arrêt des ânes) à remettre des animaux qu'il ne fallait peut-être pas enlever totalement. On a alors mis en place un partenariat avec un voisin éleveur de brebis. Comme pour le jardinage, tout est une question de coopération et de dosage, une recherche d'équilibre dont on sait qu'elle ne s'arrêtera jamais. ●

Radiographie de Terre Vivante

BUDGET

- Budget de la **SCOP Terre Vivante** sur l'ensemble des activités (jardins, formation, édition, et presse) : **5,8 millions.**

SALARIÉS

- **Nombre de salariés :** 37.

CHIFFRE D'AFFAIRE

- Le CA de la SCOP se répartit comme suit :
  - Édition : 57 % du chiffre d'affaires,
  - Presse : 32 %,
  - Formations, visites, repas, nuitées : 11 %.

HÉBERGEMENT ET RESTAURATION

- **11 chambres** de 1 à 3 couchages.
- Un **terrain de camping** est également proposé.
- Tous les visiteurs et stagiaires ont la possibilité de se restaurer sur place.

ÉLECTRICITÉ

- Surface des **panneaux solaires photovoltaïques** : 250 mètres carrés.
- Besoins en électricité couverts : 70 %.

CHAUFFAGE

- **Surface de bâtiments à chauffer :** 800 mètres carrés.
- **Poids de granulés consommés :** 40 tonnes.
- Plusieurs bâtiments sont mal isolés.

TERRES

- **Surface des jardins et des installations :** 5 hectares.
- **Surface de forêt :** 45 hectares.

REVENUS / SALAIRES

- Toute l'équipe (y compris les jardiniers) dépend de la **convention collective de l'édition**. La SCOP a sa propre grille des salaires, 18 % au dessus des minimas de la convention.
- L'écart entre le plus bas et le plus haut salaire est de 1 à 4.

IMPACT ET COMMUNAUTÉ

- Revue **Les 4 saisons**.
- **Nombre d'abonnés :** 28 000.
- **Ventes au numéro** en kiosque et magasin bio : 10 000.
- **Chiffre d'affaires :** 1,8 million d'euros.
- Part du Chiffre d'affaire lié à la publicité : 5 % (dans la plupart des autres revues ont est plutôt à 30 %, voire davantage).

JARDINS, VISITEURS ET FORMATIONS

- Nombre annuel de **sessions de stages** : 41.
- Nombre moyen de **stagiaires / stage** : 12, soit environ 500 formés par an.
- À cela s'ajoutent les groupes à la journée (scolaires ou autres) : environ 300 personnes par an.

VISITEURS

- **Nombre total de visiteurs** venus à Terre Vivante durant l'été 2020 : 6000 (+ 45 % / 2019).

Conclusion

Pourquoi **les écolieux** nous **inspirent...**

par Vincent **Tardieu** / **Colibris**

Les écolieux ne signent pas un retour nostalgique aux communautés familiales, paysannes ou ouvrières du XIXème siècle, ni la poursuite des communautés hippies des années 1960/1970 : le “vivre en collectif” d’aujourd’hui propose de nouveaux visages, comme en témoigne cette grande enquête auprès de 12 écolieux et tiers-lieux. Il s’inspire de mille formes de vie reliées, présentes comme passées, sur bien des continents, mais pas seulement. Ces nouvelles formes de vivre et travailler ensemble sont formidablement créatives de formats, de relations et de solutions. Elles réaménagent notamment les rapports entre l’individu et le groupe, comme, par exemple, à Écoravie, dans la Drôme (page 37). Sans négation des libertés et des besoins individuels, tout en veillant à la santé et à la cohérence du groupe. Donc, en ajustant continûment les besoins individuels et collectifs. Subtile alchimie !

Les **équilibres** dynamiques du **vivant**

Ce que montre ce « Tour de France des écolieux », c'est qu'il s'agit partout d'architectures vivantes, dynamiques, toujours en équilibre, qui s'appuient à chaque fois sur trois briques pour tenir debout. Et pour durer ! D'abord sur l'envie de leurs habitants de se relier, de briser l'isolement et de s'enrichir au contact des autres. Mais aussi sur des valeurs fondatrices autour de l'écologie, la solidarité et parfois diverses formes de spiritualité – trois lieux visités cultivent, en particulier, cette dimension spirituelle, voire religieuse : le monastère orthodoxe de Solan, dans le Gard (page 90), l'Arche de La Flayssière, en bordure du Larzac, fondée par l'Italien Lanza del Vasto (page 81), et l'Écohameau du Plessis en lien avec le centre Amma (page 13). Dernière brique, et non des moindres : la mise en œuvre d'outils d'intelligence collective et de régulation des tensions apparaît, partout, comme une nécessité.

Et l'un des enseignements de cette enquête est que pour bâtir ces lieux et s'épanouir en leur sein, cela demande du temps. Du temps pour s'accorder sur un projet commun, des règles de vie et de fonctionnement, le bon montage financier et juridique, etc. Du temps ensuite pour faire vivre, au quotidien, le collectif, ses besoins, celui du lieu (travaux divers), son lien avec le territoire où il s'implante.

Et parce qu'il s'agit de communautés humaines, cernées par les tempêtes écologiques, sanitaires, économiques, sociales qui soufflent partout, ces écolieux ont leur fragilité, leurs failles, leurs cycles de force et de faiblesse. Certains croissent avec harmonie puis implosent, d'autres traversent des crises et renaissent, certains ronronnent tandis que d'autres sont dans des remises en question permanentes ou presque.

Repenser **nos besoins** essentiels et ajuster **notre travail** pour y répondre

Au-delà de leurs histoires singulières et de la diversité des projets – il y en a un peu pour tous les goûts, pour tous les âges, les statuts et les moyens financiers (en location, en copropriété, de passage) –, les écohabitants « (re)font société »... à taille humaine. Et le gros œuvre, si l'on peut dire, pour ces collectifs, est de repenser quels sont les besoins essentiels d'une communauté humaine, afin d'ajuster là encore le travail de chacun pour le collectif, pour soi ou sa famille, afin de les satisfaire au mieux. Et on relève dans ces groupes une conscience aiguë de la finitude des ressources et des crises écologique, économique et sociale, qui se répètent, s'amplifient et s'emboîtent. C'est particulièrement frappant à La Ferme Légère, dans le Béarn (page 30), ou, différemment, parmi les collectifs qui ont nidifié dans le bocage de Notre-Dame-des-Landes, en Loire-Atlantique (page 23). Là et ailleurs, ces collectifs créent des modes de vie plus sobres, plus frugaux, plus écologiques, en lien étroit avec la nature et les ressources naturelles. Plus solidaires aussi – le partage de nombreux équipements et d'espaces est la règle partout.

La façon même de travailler atteste d'évolutions personnelles, sur les formats de travail, tout à fait inspirants pour l'avenir de notre société, de même que sur nos besoins en termes de revenus. Le reportage aux Usines de Poitiers (page 101), mais aussi au village Emmaüs de Lescar-Pau en Pyrénées-Atlantiques (page 63), montrent comment on peut bâtir une économie locale plutôt robuste qui répond aux besoins de solidarité de ses membres. Ce modèle socio-économique en construction nourrit parfois le territoire concerné, tout en permettant à la structure de s'épanouir, de faire d'indispensables travaux, et à chacun des membres du collectif de (bien) vivre. Le tout en gagnant en sobriété et en autonomie.

En lien direct avec cette question, l'enquête de Lionel Astruc sur la place du bénévolat dans à peu près tous ces lieux (page 56) démontre bien les besoins de repenser le travail, la solidarité et l'implication de tiers autour de ces projets. Elle souligne aussi, en creux, leur dépendance aux bénévoles, alors que les dispositifs publics d'engagements citoyens dans les domaines de l'économie sociale et solidaire révèlent des carences à plusieurs niveaux.

Gagner en **autonomie** et en **responsabilité**

Cette question du travail à fournir pour le collectif et pour soi est toujours, on le voit dans cette série de reportages, une question en débat. Elle touche plusieurs sujets sensibles : les libertés individuelles et les besoins du groupe – on y revient –; l'équité entre ses membres et les notions d'équivalence quant aux apports de chacun; les différences (et leur acceptation) de moyens, de cultures, de compétences et de bagages entre habitants; le rapport personnel à l'argent et à la propriété; etc. À l'arrivée, tous les lieux visités ne parviennent pas à répondre à toutes les questions, à toutes les envies, ni même parfois à tous les besoins élémentaires... C'est pourtant, en lien étroit avec de nécessaires transformations de notre société, du droit du travail et des règles financières, l'un des chantiers le plus prometteurs de ces écolieux, encore en gestation. Un chantier qui, là encore, est profitable à toute la société.

Au-delà, une constante émerge entre ces lieux, pourtant très divers, qui nous apparaît particulièrement stimulante pour le modèle de société écologique et solidaire que nous souhaitons construire : c'est celle de la recherche d'autonomie des lieux et de leurs habitants, dans le respect des ressources vivantes alentour. Nulle part, nous avons observé la volonté de ces collectifs de construire des îles en autarcie. Plutôt des espaces plus autosuffisants, ne serait-ce qu'en matière alimentaire ou énergétique, en lien avec des artisans et producteurs locaux. En plus de La Ferme Légère ou des collectifs de Notre-Dame-des-Landes, l'Écohameau du Plessis a veillé à construire un ensemble d'habitations le plus neutre possible au niveau énergétique et sans matériaux polluants. De même, le village d'Écolectif en Haute-Garonne (page 46) explore avec le territoire l'implantation d'habitats légers, qui limitent leurs empreinte écologique sur l'environnement.

Tous les écolieux visités s'attachent aussi à produire une bonne partie de leur alimentation (voire à proposer des aliments aux populations alentour), autant pour limiter l'empreinte carbone du contenu de

notre assiette, que pour favoriser leur qualité (par des produits frais et bio), l'emploi local et l'accessibilité d'aliments sains et savoureux. C'est particulièrement le cas du Monastère de Solan, de l'Arche de La Flayssière (page 81) ou de l'ambition de l'écovillage drômois Écoravie. Et cette aspiration se nourrit chaque fois d'un fort sentiment de responsabilité humaine face à la planète, à la pauvreté et aux crises diverses. Partout, on a ressenti la volonté des écohabitants de construire, à partir de leur lieu de vie, de véritables territoires nourriciers.

Toujours dans cette quête d'autonomie, deux lieux très différents ont mis au cœur de leur projet la question de l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et le gaspillage : afin de reprendre les rênes de sa vie, les porteurs du projet ont construit des lieux de vie et de travail où chacun trouve une place, un rôle, en lien avec les autres. De quoi retrouver plus de souveraineté. C'est la formidable leçon de vie qu'apportent La Ressourcerie du Pont dans le Gard (page 71) et le village Emmaüs de Lescar-Pau.

De nouvelles **interdépendances** entre vivants

Au fil de ces reportages, on a le sentiment que ces groupes inventent de nouvelles civilités et interdépendances entre humains, très précieuses en temps de crises, mais aussi entre des collectifs humains et leur environnement social et biophysique. Le sentiment qu'ils initient, au bout du compte, une nouvelle façon d'habiter la Terre, à travers les valeurs mises en avant, leurs expériences de coopération au quotidien et de formats de travail collaboratif, créateurs de sens et de communs. Et ils apportent une démonstration rassurante que l'on peut vivre heureux sans devoir accumuler de l'argent et des biens, sans surconsommer des ressources énergétiques. En cela, ces écolieux de vie esquissent un projet de société qui porte les ferments de changements radicaux et féconds pour l'ensemble de notre société. Des solutions aussi aux crises écologiques et socio-économiques.

Pour autant, vivre en collectif n'est jamais un long fleuve tranquille. Nous le montrons également, sans fard, dans ces reportages. Et ce, malgré l'énergie apportée par chaque habitant à leur lieu de vie collectif, malgré leurs fortes convictions humanistes et écologiques, malgré les outils mobilisés pour rendre cette coexistence fluide et joyeuse. Il y a donc des ratés. Évidemment. Humains, ces lieux sont juste humains ! Ils n'ont rien d'une secte où ses membres suivent aveuglément un gourou, un maître ou un chef de famille.

Déconstruire nos représentations **pour changer** son mode de vie

Au-delà, tout le monde n'aspire pas à rejoindre de tels collectifs. Certains lecteurs peuvent manifester craintes et appréhensions, même après la lecture de notre vaste enquête, quant au choc que cette vie en collectif peut provoquer en soi et pour son entourage. Car ces nouveaux modes de vie rompent effectivement avec diverses habitudes, avec certaines constructions forgées au cours de sa vie. Et surtout ils nous amènent à déconstruire des représentations dominantes qui, souvent, nous enferment : sur le confort, sur la liberté, sur la croissance, sur la

propriété, sur le bonheur... Les témoignages recueillis sur place attestent du chemin parcouru, parfois exigeant et chaotique, par de nombreux habitants de ces lieux. Dans la réalité, en se frottant, si l'on peut dire, aux autres au quotidien. Ils montrent aussi de la légèreté, de la joie, de la sécurité et du confort (re)trouvés par les personnes qui ont franchi le pas et se sont établies dans ces écolieux. C'est l'une des surprises de cette série d'enquête.

En plus des représentations, d'autres facteurs peuvent limiter l'essaimage de ces nouveaux modes de vie, et dès lors leur puissance de transformation de l'ensemble de la société. On peut en relever trois. Tout d'abord leur relative jeunesse – dix à quinze ans pour la plupart des lieux, parfois bien moins, plus de trente ans pour le monastère de Solan et près de cinquante pour l'Arche de La Flayssière. Cette jeunesse apporte énergie et dynamisme, assurément. Elle rend néanmoins ces expériences encore fragiles ou peu robustes. Surtout, et c'est la deuxième limite observée, que les habitants de ces lieux mettent toute leur énergie à les faire vivre et à s'y insérer en harmonie. Beaucoup moins, ou pas du tout, à documenter – et à partager à l'extérieur – leur processus de constitution, leurs réussites et leurs difficultés, les parcours de ses membres et leurs évolutions. Toute chose indispensable pour faire connaître, séduire, rassurer, questionner plus largement la société sur comment mieux cohabiter sur Terre. C'est la raison pour laquelle, à notre modeste niveau, à Colibris, en partenariat avec l'Ademe et avec le soutien de la Coopérative Oasis, nous nous sommes lancés dans cette belle aventure journalistique.

L'essaimage des écolieux en question

Dernière limite, la taille encore modeste des écolieux français. La plupart d'entre eux regroupent quelques foyers, rarement plus d'une trentaine de personnes. Quelques-uns cependant, très peu nombreux, comme Écoravie, l'écohameau du Plessis ou le village Emmaüs Lescar-Pau, regroupent (ou regrouperont) davantage de personnes, et se transforment peu à peu en véritable quartier ou écovillage. La relative petite taille des écolieux interroge leur capacité à intégrer des centaines voire des milliers de citoyens. Ou tout simplement à imprimer une marque sur leur territoire et pouvoir interagir avec ses acteurs. Leur taille peut aussi constituer une limite pour inclure une plus grande diversité socio-culturelle. La composition actuelle des écolieux est déjà plus diversifiée qu'imaginée – bien que fort mal documentée, là encore –, mais ils ne regroupent pas tous les âges, toutes les origines, tous les parcours de vie ni toutes les bourses, retrouvés dans la société française.

La réhabilitation de friches industrielles urbaines, de vieux hameaux ou villages en déshérence en zones rurales, peut devenir une voie de multiplication de lieux de vie et de travail écologique et partagés, en lien – et avec le soutien – de collectivités. La transformation d'immeubles, de lotissements ou de quartiers déjà existants est une autre piste d'essaimage à explorer, malgré de sacrés contraintes en zones métropolitaines. Enfin, le déploiement d'habitats légers, mobiles et solidaires, auquel s'attache en particulier l'association Hameaux Légers (que nous présentons dans l'un des reportages, page 50), est aussi à suivre de près. Toutes ces approches permettent a priori de réduire l'étalement du bâti sur les sols et les

espaces semi-naturels, et d'inclure en même temps de nouvelles populations qui n'auraient pas les moyens financiers ou les profils socio-culturels pour intégrer facilement les écolieux actuels.

Changer sa vie... et celle de son territoire

Au-delà de la taille, il demeure un défi – et une opportunité formidable – pour ces écolieux : celui de polliniser leur territoire. De plus en plus d'écolieux tissent des relations bénéfiques avec les autres habitants, des producteurs et artisans locaux, ainsi qu'avec leurs collectivités. Si les relations ont pu être rugueuses au démarrage par endroit, les interactions se multiplient. Ainsi, la Maison Forte, dans le Lot-et-Garonne (page 108) constitue une véritable pépinière d'initiatives culturelles et éducatives pour les habitants, l'école de la commune, et au-delà. Les Usines à Poitiers sont un foyer d'activités professionnelles et de réhabilitation du patrimoine industriel très bien intégré au territoire. Quant à la Ressourcerie du Pont au Vigan ou le village Emmaüs de l'Escar-Pau, ce sont des espaces de services autour du recyclage et d'apprentissage ouverts à tous – et très fréquentés ! Écoravie, à Dieulefit, a su construire, de son côté, un véritable quartier écologique, qui se relie davantage à la mairie. Tout comme l'Écohameau du Plessis, qui a fait émerger un petit quartier de mieux en mieux intégré à la commune de Pontgouin, et qui suscite l'intérêt de nombreux élus. Ce lien au territoire se manifeste aussi par la vente de nombreux aliments bio produits toute l'année par le monastère de Solan ou la communauté de l'Arche, mais aussi par une implication historique de cette dernière aux luttes sur le territoire – hier pour un Larzac paysan, puis contre les OGM avec les Faucheurs Volontaires.

Espaces dynamiques, créatifs, pourvoyeurs de bien et de services écologiques, d'animations diverses et d'initiatives solidaires, facteur d'une repopulation dans plusieurs territoires, ces écolieux ont un potentiel de transformation de leur territoire important, dont certains n'ont pas toujours conscience. Et cette fertilisation est, le plus souvent, croisée et profitable à tous !

Voilà, ce qu'au terme des douze mois d'enquêtes et de reportages de terrain, nous pouvons partager sur la richesse incroyable de ces écolieux, sur leurs réussites et leurs limites actuelles. Ajoutons un dernier retour pour le lecteur : celui du bonheur pris par chacun de nos reporters de découvrir ces lieux, leur créativité, leur ouverture, de partager des moments souvent joyeux, rarement tendus, parfois intimes. D'avoir eu le sentiment de grandir aux contacts de ces écohabitants. Que tous les membres des lieux visités soient très chaleureusement remerciés pour leur accueil et leur confiance vis-à-vis de nos journalistes et de notre démarche. ●

Crédits photos

Les photos sont protégées par le droit d'auteur.
Elles ne peuvent pas être reproduites, copiées, modifiées ou diffusées sans autorisation expresse préalable de leur auteur.

Couverture : Alexandre Sattler

Introductio & Sommaire

Alexandre Sattler / Patrick Lazic / Anne-Sophie Novel
Portraits : © Julien Panié / Julie Balagné CC BY-SA / DR

Entretien

Patrick Lazic / Édouard Marchal / Les Usines

Nature / sobriété

Clément Osé

Écohameau du Plessis

Alexandre Sattler / Christine Laurent / DR

Notre-Dame-des-Landes

Lionel Astruc

La Ferme Légère

Clément Osé

Gouvernance

Patrick Lazic

Écoravie

Alexandre Sattler / Lionel Astruc

Écolectif

Anne-Sophie Novel

Enquête

Lionel Astruc / Patrick Lazic / DR / Les Usines

Solidarité / inclusion

Lionel Astruc

Emmaüs de Lescar-Pau

Lionel Astruc

Ressourcerie du Pont

Lionel Astruc / Ressourcerie du Pont / DR

Spiritualité

Lionel Astruc

Arche de le Flayssière

Anne-Sophie Novel

Monastère de Solan

Lionel Astruc

Tiers-Lieux / culture

Les Usines

Les Usines

Les Usines / Anne-Sophie Novel

La Maison Forte

Anne-Sophie Novel / DR / Michaël Garett / Laurent Tixador

Terre Vivante

Lionel Astruc

Conclusion

Édouard Marchal

Lionel Astruc / Anne-Sophie Novel / Clément Osé / Alexandre Sattler

Dos : Alexandre Sattler

Maquette : hadock.fr

Pour améliorer l'accès à la connaissance, les textes de ce dossier sont soumis à la licence Creative Commons BY-SA 4.0. Cela signifie que les auteurs et Colibris autorisent la redistribution et la réutilisation libre de leurs textes pour n'importe quel usage, y compris à des fins commerciales. Seules contraintes : l'auteur doit être précisé (nom de l'auteur - éditeur : Colibris - URL de la source), et tout travail dérivé de ces contributions doit être sous publié dans les mêmes conditions, c'est-à-dire sous la même licence.

CONTACT

Vincent **Tardieu**

vincent@colibris-lemouvement.org

Pour contacter le réseau des Oasis :

Gabrielle **Paoli**

gabrielle.paoli@cooperative-oasis.org

une production : colibris faire sa part

en partenariat avec : RÉPUBLIQUE FRANÇAISE Liberté Égalité Fraternité — ADEME AGENCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

avec le soutien de : COOPERATIVE oasis